dfi

Tätigkeitsbericht
Rapport d'activités
2016

dfi Deutsch-Französisches Institut

dfi Institut Franco-Allemand

dfi

Tätigkeitsbericht
Rapport d’activités
2016

Préface du Président
Prof. Dr. h.c. Erwin Teufel | Ancien Ministre-Président

Pour l'Europe toute entière, 2016 a été une année sombre et dramatique, et nul ne peut prédire les conséquences politiques comme sociales du conflit lié au terrorisme islamiste. Les élections présidentielles aux USA, le référendum au Royaume-Uni ayant débouché sur le Brexit et le référendum en Italie contre les réformes institutionnelles ont montré que les démocraties parlementaires occidentales sont enlisées dans une grave crise de confiance. L'année 2017 sera également placée sous le signe des élections, tant en France qu'en Allemagne. Les partis contestataires, qui se dressent contre le système établi sans pour autant pouvoir proposer d'alternatives crédibles, ont le vent en poupe. Le mouvement européen d'union trouve de moins en moins de soutien, tandis que dans de nombreux États membres, c'est une pensée nationale, voire nationaliste, qui domine. Les débats sur la répartition des réfugiés entre les pays européens ont montré à quel point nous sommes éloignés d'une véritable solidarité au sein de l'UE.

Il n'y aura pas de réponses simples aux questions compliquées que pose la situation internationale. Mais les politiques européens, au niveau national comme au niveau communautaire, doivent montrer aux citoyens que les problèmes peuvent pourtant être abordés et résolus. Ces derniers ne doivent pas avoir le sentiment que l'État de droit démocratique est défaillant. En outre, nombre des problèmes existants – la protection des frontières extérieures, la défense, la sécurité intérieure, le renforcement de la dynamique économique – ne peuvent être traités que si les États s'y attaquent ensemble, et non pas chacun de son côté.

Dans les temps difficiles que nous connaissons, il peut être d'un bon secours de revenir à l'essentiel et aux moyens qui ont fait leurs preuves. Si tous les États membres de l'UE ne parviennent pas tout de suite à des positions communes concernant l'ensemble des questions, cela ne doit pas pour autant empêcher les États désireux d'agir ensemble de le faire. Il faut recourir bien davantage à l'instrument de coopération renforcée prévu dans les traités européens. Et s'il se trouve justement que parmi les « anciens » États membres qui ont commencé à six, en 1957, le processus d'intégration, certains souhaitent continuer à avancer sur la voie d'une solution commune des problèmes, alors de cette manière personne n'est exclu, et personne non plus ne se trouve empêché d'agir au plan politique.

En Allemagne comme en France, des élections importantes sont à l'ordre du jour – c'est pourquoi il reste à craindre qu'il ne faille pas attendre beaucoup d'initiatives au niveau européen de la part de ces deux pays. Cela constituerait pourtant un mauvais signal envoyé aux électeurs. Il conviendrait au contraire de tout mettre en œuvre pour délivrer en mars 2017, dans le cadre des festivités à l'occasion du soixantième anniversaire des traités de Rome, des messages clairs et concrets. Lors des préparatifs de ce moment important, la France et l'Allemagne peuvent, avec l'Italie, donner un élan décisif.

Aujourd'hui, celui qui porte une responsabilité politique doit tout faire pour que les principes fondamentaux de la démocratie parlementaire ne soient pas oubliés. Si les formes directes de participation démocratique peuvent avoir tout leur sens au niveau local, en revanche elles ne sont pas appropriées pour répondre aux questions politiques au niveau national et international. Celui qui veut changer quelque chose sur le plan politique peut aussi le faire dans la démocratie parlementaire. De nouveaux partis voient le jour, tandis que des partis plus anciens perdent en importance. Dans la démocratie, il s'agit de trouver des majorités, et les décisions de la majorité doivent être acceptées par tous, y compris par les forces de l'opposition. Si les gouvernements parviennent à nommer clairement les problèmes et à travailler sans relâche afin d'essayer de les résoudre, alors on reprendra confiance dans le système politique et dans la liberté et la responsabilité qui l'accompagnent.

Vorwort des Präsidenten
Prof. Dr. h.c. Erwin Teufel | Ministerpräsident a. D.

Für ganz Europa war 2016 ein dramatisches und trauriges Jahr, und die politischen wie gesellschaftlichen Folgen des Konflikts mit dem islamistischen Terrorismus sind nicht absehbar. Die Wahl in den USA, die Abstimmung über den Brexit, das Referendum gegen institutionelle Reformen in Italien haben gezeigt, dass die westlichen parlamentarischen Demokratien in einer schweren Vertrauenskrise stecken. Auch das Jahr 2017 wird im Zeichen von Wahlen stehen, sowohl in Frankreich als auch in Deutschland. Protestparteien, die sich gegen das etablierte System richten, ohne glaubwürdige Alternativen aufzeigen zu können, sind auf dem Vormarsch. Die europäische Einigungsbewegung findet immer weniger Unterstützung, in vielen Mitgliedstaaten dominiert nationales, wenn nicht nationalistisches Denken. Die Debatte um die Verteilung von Flüchtlingen innerhalb der Union hat gezeigt, wie weit wir von effektiver Solidarität innerhalb der EU entfernt sind.

Einfache Antworten auf die komplizierten Fragen der internationalen Situation wird es nicht geben. Aber die europäischen Politiker, auf der nationalen genauso wie auf der gemeinschaftlichen Ebene, müssen den Bürgern zeigen, dass Probleme angegangen und gelöst werden können. Es darf kein Gefühl der Ohnmacht des demokratischen Rechtsstaats entstehen. Und viele der bestehenden Probleme – Sicherung der Außengrenzen, Verteidigung, Innere Sicherheit, Stärkung der wirtschaftlichen Dynamik – können nur gemeinsam und nicht von einem einzelnen Staat behandelt werden.

In schwierigen Zeiten ist die Rückbesinnung auf das Wesentliche und Bewährte hilfreich. Wenn nicht gleich alle Mitgliedstaaten der EU in allen Fragen zu gemeinsamen Positionen kommen, dann darf das diejenigen Staaten, die gemeinsam handeln wollen, nicht daran hindern. Das Instrument der verstärkten Zusammenarbeit, das in den europäischen Verträgen vorgesehen ist, muss viel mehr genutzt werden. Und wenn sich herausstellt, dass gerade unter den „alten“ Mitgliedstaaten, die 1957 zu sechst den Prozess der Integration begonnen haben, einige auf dem Weg der gemeinsamen Problemlösung weiter vorangehen möchten, dann wird damit niemand ausgeschlossen, aber auch niemand an politischem Handeln gehindert.

In Deutschland und Frankreich stehen wichtige Wahlen an – es ist daher zu befürchten, dass von diesen beiden Ländern auf europäischer Ebene nur wenig Initiativen zu erwarten sind. Das wäre allerdings das falsche Zeichen an die Wählerinnen und Wähler. Es sollte im Gegenteil alles daran gesetzt werden, um im März 2017 bei den Feierlichkeiten zum 60. Jahrestag der Römischen Verträge klare und konkrete Botschaften zu vermitteln. Bei der Vorbereitung dieses wichtigen Moments können Frankreich und Deutschland gemeinsam mit Italien entscheidende Impulse geben.

Wer heute politische Verantwortung trägt muss alles dafür tun, dass die Grundprinzipien der parlamentarischen Demokratie nicht vergessen werden. Direkte Formen von demokratischer Beteiligung mögen auf kommunaler Ebene sinnvoll sein, für die Beantwortung der politischen Fragen auf nationaler und internationaler Ebene sind sie nicht geeignet. Wer politisch etwas verändern möchte, kann dies auch in der parlamentarischen Demokratie tun. Neue Parteien entstehen, alte verlieren an Bedeutung. In der Demokratie gilt es, Mehrheiten zu finden und die Mehrheitsentscheidungen müssen von allen, auch den oppositionellen Kräften akzeptiert werden. Wenn die Regierungen es schaffen, Probleme klar zu benennen und kontinuierlich an deren Lösung zu arbeiten, wird das Vertrauen in das politische System von Freiheit und Verantwortung zurückkehren.

Préface du Président
Prof. Dr. h.c. Erwin Teufel | Ancien Ministre-Président

Quelle que soit la tendance politique installée par le gouvernement à Paris et à Berlin, chacun est tenu de participer à la coopération entre les deux États clés de l'UE et de la zone euro. C'est pourquoi la coopération ne devrait connaître aucun temps mort durant la période de campagne électorale. Le travail sur les dossiers importants, comme la poursuite de la stabilisation de la monnaie et du système bancaire, la lutte contre le chômage des jeunes, la coopération entre la police et les services de renseignement, la protection des frontières extérieures de l'UE et la prise en charge humaine des réfugiés – tout cela ne tolère aucun délai. Par chance, les relations franco-allemandes sont très stables sur le plan du travail ; les membres des deux gouvernements se rencontrent régulièrement, ils ont appris à se faire confiance réciproquement, même si leurs points de vue politiques ne sont pas forcément les mêmes. Il convient donc de consolider et d'utiliser cet important capital en matière de coopération.

Lors de cette année 2016, les contributions du dfi dans le domaine de la recherche, de l'enseignement, du conseil ainsi que dans les médias ont été une nouvelle fois très nombreuses. Nous attendons également pour 2017 une forte demande venant de la France pour expliquer la politique allemande et réciproquement. A la veille des élections, l'intérêt pour le pays voisin, qui est aussi le principal partenaire politique, sera encore plus élevé que de coutume. Si nous pouvons ainsi apporter notre contribution à l'organisation de la coopération franco-allemande et au développement de l'Europe, c'est parce que tous les collaborateurs du dfi sont très motivés et accomplissent leur mission avec efficacité et compétence. Une grande part du financement de base de l'Institut est assurée par le biais des donateurs institutionnels que sont le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Recherche du Bade-Wurtemberg ainsi que la ville de Ludwigsburg. Cependant, d'année en année, il devient toujours plus difficile de récolter la part élevée des ressources extérieures, qui proviennent de projets avec des fondations et des institutions publiques comme privées. C'est la raison pour laquelle nous remercions non seulement les donateurs institutionnels mais encore l'ensemble de ces nombreux partenaires qui permettent à l'Institut de poursuivre son travail de haut niveau, dans l'intérêt d'une Europe unie et démocratique.

Vorwort des Präsidenten
Prof. Dr. h.c. Erwin Teufel | Ministerpräsident a. D.

Ganz gleich welche politische Gruppierung in Paris und Berlin die Regierungen stellt, um die Zusammenarbeit zwischen den beiden Kernstaaten der EU und der Eurozone kommt niemand herum. Deshalb sollte auch kein Vakuum in der Zeit des Wahlkampfs entstehen. Die Arbeit an wichtigen Dossiers wie die weitere Stabilisierung der Währung und des Bankensystems, der Kampf gegen die Jugendarbeitslosigkeit, die Zusammenarbeit von Polizei und Geheimdiensten, die Sicherung der EU-Außengrenzen und der menschliche Umgang mit Flüchtlingen – all dies verträgt keinen Aufschub. Zum Glück sind die deutsch-französischen Beziehungen auf der Arbeitsebene sehr stabil, und auch die Regierungsmitglieder sehen sich regelmäßig, haben gelernt einander zu vertrauen, auch wenn die politischen Standpunkte nicht unbedingt dieselben sind. Dieses bedeutende Kapital der Erfahrung mit Zusammenarbeit muss gesichert und genutzt werden.

Die Beiträge des dfi in Forschung, Lehre, Beratung und in den Medien waren auch 2016 wieder sehr gefragt. Auch für 2017 rechnen wir mit einer großen Nachfrage an Erklärungen deutscher Politik für Franzosen und umgekehrt. Im Vorfeld der Wahlen wird das Interesse am Nachbarland und am wichtigsten politischen Partner noch höher sein als sonst. Wir können unseren Beitrag zur Gestaltung der deutsch-französischen Zusammenarbeit und damit zur Entwicklung Europas nur leisten, weil alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des dfi hochmotiviert sind und mit Effizienz und Kompetenz ihre Aufgabe erledigen. Ein großer Teil der Grundfinanzierung des Instituts erfolgt durch die institutionellen Geldgeber Auswärtiges Amt, Wissenschaftsministerium Baden-Württemberg und Stadt Ludwigsburg. Allerdings ist es von Jahr zu Jahr schwieriger, den hohen Drittmittelanteil durch Projekte mit Stiftungen und öffentlichen wie privaten Institutionen einzuwerben. Wir danken daher sowohl den institutionellen Geldgebern als auch all jenen zahlreichen Partnern, die es dem Institut ermöglichen, seine Arbeit auf hohem Niveau im Interesse eines geeinten und demokratischen Europas fortzuführen.

Philippe Richert, Präsident der französischen Region „Grand Est“, beim Vortrag bei der Mitgliederversammlung.

(v.li.n.re.): Philippe Richert; Ministerpräsident a.D. Erwin Teufel; Volker Godel, Bürgermeister von Ingersheim/Baden-Württemberg; Mathieu Thomann, Bürgermeister Ingersheim/Elsass.

Thématiques et tendances actuelles des activités du dfi
Prof. Dr. Frank Baasner

Au cours de l'année 2016, le travail du dfi a trouvé un bel équilibre entre continuité et innovation. La fonction primordiale de l'Institut, élaborer un savoir fondé portant sur l'actualité en France et le diffuser auprès de différents groupes de public, a revêtu l'an dernier une importance particulière au regard des évènements qui se sont déroulés en France. Mais également, à l'inverse, les médias français (et même belges, suisses et canadiens) demandent souvent au dfi d'expliquer et de commenter l'actualité en Allemagne, et de la replacer dans un contexte plus vaste. En Allemagne et en France, cela faisait longtemps que l'intérêt porté au pays voisin n'avait pas été aussi vif. En 2017, cette situation ne devrait pas beaucoup changer du fait des élections qui se préparent. Les chercheurs de l'Institut sont aidés dans cette activité par le travail permanent de documentation mené par la bibliothèque du dfi – sans cet effort continu de documentation et sans les archives de presse, il nous serait difficile de mener à bien cette tâche. Dans toutes les activités du dfi, la coopération entre les différentes branches – recherche, documentation, conseil, gestion de projet – est essentielle et nous permet aussi de traiter de nouveaux thèmes et d'offrir de nouveaux services de manière flexible et parfaitement informée.

Un second axe de notre travail l'an passé a été l'analyse de la coopération transfrontalière, tâche qui nous occupe déjà depuis de nombreuses années. Missionnés par le ministère d'État du Bade-Wurtemberg, nous avons publié une étude sur l'impact de la réforme territoriale française sur la coopération avec les Länder allemands limitrophes. Même si tout ne changera pas à cause de cette réforme, il n'est pas question de se contenter de poursuivre la coopération selon les structures habituelles à l'échelle locale, si l'on souhaite vraiment utiliser le potentiel de cette nouvelle constellation. Un autre thème de la coopération transfrontalière a été, comme les années passées, le lien entre le système de formation professionnelle allemand et français dans le but de rapprocher les jeunes du marché de l'emploi du pays voisin, et ce déjà durant leur formation, et ainsi d'accroître à long terme la mobilité dans la région frontalière. En coopération avec la Fondation Entente Franco-Allemande, un partenaire de longue date du dfi, nous avons joué un rôle de conseil et d'intermédiaire entre des lycées professionnels français et des entreprises allemandes ou des chambres de commerce, afin d'améliorer les connaissances réciproques sur le fonctionnement de l'autre système et d'augmenter la propension à l'acceptation mutuelle. Dans ce secteur, on comprend bien tout ce qu'il reste encore à faire pour réaliser le marché intérieur dans les domaines centraux de la société comme le marché de l'emploi et la formation des jeunes. Les systèmes nationaux doivent s'ouvrir et se développer les uns vers les autres, sans quoi de larges pans de la société ne percevront pas l'avantage qu'ils peuvent tirer pour eux-mêmes de l'Union européenne, y compris dans les régions frontalières. Les expériences liées à cette thématique sont intégrées comme études de cas dans notre domaine de recherche « coopération ».

En 2016, les deux projets que nous avons réalisés en collaboration avec la Robert Bosch Stiftung ont fait montre d'innovation et d'élargissement. Le programme franco-allemand d'échange et d'études, sur pieds depuis 10 ans et destiné aux jeunes journalistes, a été ouvert en 2016 à des participants italiens. L'idée fondamentale du programme, qui dispose désormais d'un réseau d'anciens très engagé, est restée la même : l'objectif est de mettre les 20 participants annuels en contact personnel direct avec des personnes clés du monde de la politique, de l'économie, des médias et de la société grâce à des séminaires d'étude de grande qualité dans l'autre pays. En outre, ce programme propose un stage individuel dans l'un des autres pays, axé sur les besoins des participants et tenant compte de leurs connaissances préalables. Le défi pour le dfi a consisté à organiser à Rome, pour le troisième séminaire commun des 20 participants, un programme exigeant comparable à ce qui s'est fait jusqu'ici. Grâce aux excellents contacts noués en Italie, on est parvenu à atteindre le haut niveau des séminaires précédents. L'objectif de l'élargissement du programme est de transposer les expériences accumulées à long terme dans la coopération franco-allemande, d'un côté par le dfi et de l'autre par la Robert Bosch Stiftung, à d'autres partenaires de coopération. Un processus similaire a porté en 2016 sur le deuxième grand programme en coopération avec la Fondation Robert Bosch, qui encourage et accompagne également depuis 10 ans des projets de coopération menés par des associations d'utilité publique. Ce programme est maintenant bien connu sous le slogan « On y va ! – Auf geht's! – Let's go! ». L'innovation cette année prend la forme d'un défi lancé à tous les postulants : désormais, ce ne sont pas seulement deux partenaires, l'un allemand et l'autre français, mais trois, le troisième étant

Die aktuellen Themen und Tendenzen in der Arbeit des dfi
Prof. Dr. Frank Baasner

Während des Jahres 2016 haben sich in der Arbeit des dfi Kontinuität und Innovation die Waage gehalten. Die Kernaufgabe, fundiertes Wissen über die Aktualität in Frankreich aufzubereiten und an unterschiedliche Publikumsgruppen zu vermitteln, war im vergangenen Jahr angesichts der Ereignisse in unserem Nachbarland besonders wichtig. Aber auch umgekehrt wird das dfi von französischen (übrigens auch belgischen, schweizerischen und kanadischen) Medien oft gebeten, die Aktualität in Deutschland zu kommentieren, zu erklären und in einen größeren Kontext einzuordnen. Das Interesse am jeweils anderen Land war in Deutschland und Frankreich lange nicht mehr so hoch wie im Moment. Auch 2017 wird sich an dieser Lage wegen der bevorstehenden Wahlen nicht viel ändern. Bei dieser Tätigkeit werden die Wissenschaftler des Instituts durch die laufende dokumentarische Arbeit der Bibliothek des dfi unterstützt – ohne diese kontinuierliche Dokumentation und ohne das Pressearchiv könnten wir diese Aufgabe kaum erfüllen. Die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Abteilungen – Forschung, Dokumentation, Beratung, Programmmanagement – ist bei allen Tätigkeiten des dfi von entscheidender Bedeutung und erlaubt uns, auch neue Themen und Aufgaben flexibel und fundiert zu bearbeiten.

Ein zweiter Schwerpunkt im vergangenen Jahr war die Analyse der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit, die uns schon seit vielen Jahren beschäftigt. Im Auftrag des Staatsministeriums Baden-Württemberg haben wir eine Studie zu der Frage publiziert, wie sich die Territorialreform in Frankreich auf die Zusammenarbeit mit den deutschen angrenzenden Ländern auswirkt. Auch wenn sich wegen dieser Gebietsreform nicht alles ändern wird, steht doch außer Frage, dass eine bloße Fortschreibung der gewohnten kleinräumigen Kooperationsstrukturen nicht ausreichen wird, wenn man das Potenzial dieser neuen Konstellation nutzen möchte. Ein weiteres Thema der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit war, wie in den vorausgegangenen Jahren, die Verknüpfung des deutschen und französischen Berufsbildungssystems, um jungen Menschen schon während ihrer Ausbildung den Arbeitsmarkt im Nachbarland näher zu bringen und so langfristig die Mobilität in der Grenzregion zu erhöhen. In Zusammenarbeit mit der Fondation Entente Franco-Allemande, die ein langjähriger Partner des dfi ist, haben wir beratend und vermittelnd zwischen französischen Lycées professionnels und deutschen Unternehmen bzw. Kammern gewirkt, um die Kenntnisse über das jeweils andere System zu verbessern und die Bereitschaft zur gegenseitigen Akzeptanz zu erhöhen. Bei diesem Themenbereich zeigt sich exemplarisch, wie viel zur Realisierung des Binnenmarkts in gesellschaftlich zentralen Bereichen wie Arbeitsmarkt und Jugendausbildung noch zu tun bleibt. Die nationalen Systeme müssen sich öffnen und aufeinander zu bewegen, sonst werden breite Teile der Gesellschaft den Nutzen der europäischen Einigung für ihr eigenes Leben nicht erkennen können, selbst in den Grenzregionen. Die Erfahrungen aus diesem Themenfeld werden als Fallstudie in das Querschnittsforschungsgebiet „Kooperation“ eingebracht.

Neuerungen und Erweiterungen haben sich 2016 in den beiden Projekten ergeben, die wir in Zusammenarbeit mit der Robert Bosch Stiftung umsetzen. Das seit 10 Jahren bestehende deutsch-französische Austausch- und Studienprogramm für junge Journalisten ist 2016 für italienische Teilnehmer geöffnet worden. Die Grundidee des Programms, das mittlerweile ein sehr engagiertes Ehemaligennetzwerk hat, blieb dabei unverändert: Das Ziel ist es, die jährlich 20 Teilnehmer durch hochwertige Studienseminare im jeweils anderen Land in direkten persönlichen Kontakt mit Schlüsselpersonen aus Politik, Wirtschaft, Medien und Gesellschaft zu bringen. Das zweite Element ist weiterhin ein individuell auf die Bedürfnisse und jeweiligen Vorkenntnisse abgestimmtes Praktikum in einem der anderen Länder. Die Herausforderung für das dfi bestand darin, nun auch für das dritte gemeinsame Seminar aller 20 Teilnehmer ein vergleichbar hochwertiges Programm in Rom zu organisieren. Dank der ausgezeichneten Kontakte auch nach Italien ist es gelungen, an das hohe Niveau der bisherigen Seminare anzuknüpfen. Ziel der Erweiterung des Programms ist es, die langjährigen Erfahrungen in der deutsch-französischen Zusammenarbeit, die seitens des dfi und seitens der Robert Bosch Stiftung gesammelt wurden, auf weitere Kooperationspartner zu übertragen. Ein ähnlicher Prozess betraf im Jahr 2016 das zweite große Programm in Zusammenarbeit mit der Robert Bosch Stiftung, das ebenfalls seit 10 Jahren Kooperationsprojekte von gemeinnützigen Organisationen fördert und begleitet. Unter dem Motto „On y va! – Auf geht’s! – Let’s go!“ ist das Programm gut bekannt. Die Neuerung betrifft die Herausforderung für alle Antragsteller, dass nunmehr nicht nur ein deutscher und französischer Partner gemeinsam ein Projekt

européen, qui doivent soumettre ensemble un projet pour bénéficier d'un soutien financier. Il s'agit là aussi de se servir des expériences franco-allemandes pour les adapter à des tiers – on verra si de petites structures associatives, souvent peu ou pas professionnalisées, sont capables de relever ce challenge, ou bien si cette exigence n'aboutit qu'à décourager nombre de structures pourtant désireuses de coopérer. Du côté du dfi, ce projet constitue également une étude de cas destinée à comprendre par quel processus pratique et quelles formes d'organisation la coopération peut s'opérer, en s'affranchissant des barrières linguistiques et culturelles.

Par ailleurs, nous avons pu réunir de nouveaux partenaires autour d'une thématique qui nous intéresse déjà depuis longtemps, mais que nous étudierons scientifiquement et que nous traiterons en 2016-2017 de manière plus systématique que jusqu'ici : les structures de base sociales de la coopération franco-allemande. Dans la recherche, il y a un consensus tacite concernant l'hypothèse selon laquelle les innombrables petites structures associatives, variées et touchant tous les domaines de la société, ont une valeur hautement stabilisatrice due à leurs contacts constants dans le pays voisin. En même temps s'exprime la perception contraire, selon laquelle ces relations de base appartiendraient au passé et seraient de toute façon passées de mode. On pense ici aux jumelages franco-allemands et aux sociétés franco-allemandes (DFG), qui sont souvent liées aux jumelages. En collaboration avec la Fondation ASKO EUROPA-STIFTUNG, nous étudions les modes de fonctionnement actuels des DFG. Nous enquêtons sur un grand nombre de jumelages depuis l'automne 2016 en coopération avec la Fondation Bertelsmann, qui compte pour la première fois depuis cette année parmi les partenaires de projet importants de l'Institut. Les résultats sont attendus pour 2017 et seront communiqués au moment venu.

La coopération avec la Fondation Wüstenrot a incarné une autre forme de continuité non dépourvue de changements. Depuis de nombreuses années, nous travaillons sur des projets de recherche communs sur le thème du développement urbain durable en Allemagne et en France. Dans ce cadre, nous partons du principe que l'échange entre des hommes de terrain et des experts venant des deux pays peut contribuer à ce que le travail local gagne en qualité et en motivation grâce au regard comparé et à la relation avec d'autres villes. Durant l'année 2016, les résultats du projet de recherche sur le développement urbain durable qui s'est achevé ont été présentés publiquement, projet qui a aussi intégré pour la première fois des villes italiennes, tandis que se tenaient des débats préparatoires pour la prochaine idée de projet qui sera réalisée en 2017. La continuité de la coopération avec la fondation Wüstenrot représente une grande richesse pour le dfi car il est ainsi possible de traiter sur le long terme des thèmes qui relèvent de la réalité sociale.

Outre les projets de recherche et les missions continues de documentation et d'archivage, les collaborateurs du dfi sont intervenus lors de conférences, ont assuré des cours auprès de plusieurs universités ainsi que des interventions lors de tables rondes autant en Allemagne qu'en France. Nous sommes sollicités pour notre expertise bien au-delà de ces deux pays dès qu'il s'agit de questions touchant aux relations franco-allemandes, à l'intégration européenne ou plus généralement à la coopération capable de s'affranchir des barrières linguistiques et culturelles.

Comme chaque année, nous adressons nos remerciements à tous ceux qui rendent possible notre travail. Les membres du dfi, le comité de direction et le président et les vice-présidents constituent les organes de l'organisation qui sous-tend l'Institut. Le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Recherche du Bade-Wurtemberg et la ville de Ludwigsburg sont les trois donateurs institutionnels, qui assurent une grande partie du financement de base. Qu'ils en soient particulièrement remerciés. Cependant, les contributions des donateurs publics sont loin de suffire à couvrir les dépenses courantes. C'est pourquoi nous sommes dépendants du partenariat efficace que nous entretenons avec des fondations et des entreprises – nous avons déjà cité les partenaires de projet les plus importants. Nous ne terminerons pas sans remercier aussi très chaleureusement l'Association des donateurs du dfi, qui peut compter sur le soutien financier durable de grandes entreprises allemandes. De nombreux particuliers ont également généreusement aidé le dfi en 2016. Qu'ils en soient tous remerciés de tout cœur.

zur Förderung einreichen müssen, sondern auch ein dritter europäischer Partner. Auch hier geht es um die Nutzung der deutsch-französischen Erfahrungen für Dritte – es wird sich zeigen, ob diese Herausforderung für kleine und oft nicht sehr professionell aufgestellte Vereinsstrukturen zu meistern ist oder ob man durch diese Anforderung viele eigentlich Kooperationswillige entmutigt. Seitens des dfi ist auch dieses Projekt eine weitere Fallstudie, um zu verstehen, mit welchen praktischen Verfahren und welchen Organisationsformen die Zusammenarbeit über Sprach- und Kulturgrenzen hinweg funktionieren kann.

Neue Partner konnten zu einem Themenbereich gewonnen werden, der uns schon lange interessiert, den wir aber 2016-2017 systematischer als bisher bearbeiten und wissenschaftlich untersuchen werden: die gesellschaftlichen Basisstrukturen der deutsch-französischen Zusammenarbeit. In der Forschung gibt es einen stillschweigenden Konsens in der Annahme, dass die unzähligen kleinen und vielfältigen, alle Teile der Gesellschaft betreffenden Vereinsstrukturen mit ihren konstanten Kontakten in das Nachbarland einen hohen stabilisierenden Wert haben. Gleichzeitig besteht die Wahrnehmung, diese Graswurzelbeziehungen hätten im 21. Jahrhundert ausgedient und seien ohnehin veraltet. Es geht um die deutsch-französischen Städtepartnerschaften und die deutsch-französischen Gesellschaften (DFG), die oft mit den Städtepartnerschaften verbunden sind. In Zusammenarbeit mit der ASKO EUROPA-STIFTUNG untersuchen wir die aktuellen Funktionsweisen der DFGs. Die weitaus größere Zahl der Städtepartnerschaften untersuchen wir seit Herbst 2016 in Kooperation mit der Bertelsmann Stiftung, die seit diesem Jahr zum ersten Mal zu den wichtigen Projektpartnern des Instituts zählt. Ergebnisse sind für 2017 zu erwarten und werden entsprechend kommuniziert.

Eine andere Form von Kontinuität im Wandel war auch die Zusammenarbeit mit der Wüstenrot Stiftung. Seit vielen Jahren arbeiten wir in gemeinsamen Forschungsprojekten an Themen der städtischen Entwicklung in Deutschland und Frankreich. Dabei gehen wir davon aus, dass der Austausch zwischen Praktikern und Experten aus beiden Ländern dazu beitragen kann, dass die kommunale Arbeit durch den vergleichenden Blick und die Verbindung mit anderen Städten an Qualität und Motivation gewinnt. Während des Jahres 2016 wurden die Ergebnisse des abgelaufenen Forschungsprojekts zur nachhaltigen Stadtentwicklung, in das zum ersten Mal auch italienische Städte eingebunden waren, öffentlich vorgestellt, gleichzeitig liefen Vorgespräche für die nächste Projektidee, die 2017 realisiert wird. Die Kontinuität der Zusammenarbeit mit der Wüstenrot Stiftung ist für das dfi ein großer Reichtum, weil es dadurch möglich wird, dauerhaft Themen der gesellschaftlichen Wirklichkeit zu bearbeiten.

Neben den Forschungsprojekten und den kontinuierlichen Aufgaben der Dokumentation und Archivierung waren die Mitarbeiter des dfi mit Vorträgen, Lehraufträgen an mehreren Universitäten, mit Diskussionsbeiträgen auf Podien sowohl in Deutschland als auch Frankreich präsent. Unsere Expertise ist aber mittlerweile weit über diese beiden Länder hinaus gefragt, wenn es um Fragen der deutsch-französischen Beziehungen, der europäischen Integration oder ganz allgemein der Zusammenarbeit über Sprach- und Kulturgrenzen hinweg geht.

Wie jedes Jahr gilt unser Dank all denen, die unsere Arbeit erst ermöglichen. Die Mitglieder, der Vorstand und das Präsidium sind die Organe des Vereins, der das Institut trägt. Das Auswärtige Amt, das Wissenschaftsministerium Baden-Württemberg und die Stadt Ludwigsburg sind die drei institutionellen Geldgeber, die einen großen Teil der Grundfinanzierung leisten. Ihnen gilt unser besonderer Dank. Aber die Zuwendungen der öffentlichen Geldgeber reichen bei weitem nicht aus, um die laufenden Kosten zu decken. Daher sind wir auf die gute und bewährte Partnerschaft mit Stiftungen und Unternehmen angewiesen – die wichtigsten Projektpartner wurden bereits genannt. Ein ganz besonderer Dank gilt dem Förderverein des dfi, in dem große deutsche Unternehmen dauerhaft finanziell engagiert sind. Aber auch viele Privatpersonen haben das dfi im Jahr 2016 großzügig unterstützt. Ihnen allen gilt unser herzlicher Dank.

Table des matières

		Page
1.	**Les événements phare de l'année 2016**	**16**
1.1.	Cérémonie de remise d'insigne en l'honneur du professeur Henrik Uterwedde	16
1.2.	Journée franco-allemande pour les professeurs de français en coopération avec l'Institut Français de Stuttgart	18
1.3.	Marianne et Germania – Les relations franco-allemandes – incarnées par les deux héroïnes nationales	20
1.4.	« On y va – auf geht's – let's go ! » – rencontres à Ludwigsburg et Strasbourg	22
1.5.	François Fillon s'informe sur le « Azubi-BacPro » – Le projet transfrontalier de formation professionnelle suscite l'intérêt	24
1.6.	« L'économie sociale et solidaire (ESS) en France et en Europe. Voie prometteuse pour sortir de la crise ou 'à l'Ouest, rien de nouveau'» ? – XXXIIème Conférence annuelle du dfi	26
1.7.	Conférence publique de Prof. Dr. Lars P. Feld sur le thème « A-t-on besoin de plus d'intérêt public ? Le tiers secteur vu dans le contexte économique global »	28
1.8.	« France – Allemagne : relancer le moteur de l'Europe » – Conférence et discussion avec Philippe Gustin	30
1.9	Évènements avec l'Institut du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (INTEFP)	32
1.10	Assemblée générale du dfi et discours de Philippe Richert, Président de la Région Grand Est et Président de Régions de France	34
1.11	Séminaire de clôture de la session 2016 et rencontre des anciens du programme pour jeunes journalistes à Rome	36

		Page
2.	**Activités et grands axes thématiques du dfi**	**38**
2.1.	Les activités du dfi	38
2.2.	Les grands axes thématiques du dfi	48
3.	**Projets de recherche**	**54**
3.1.	Projet « On y va – auf geht's – let's go! » - concours d'idées pour citoyens européens	54
3.2.	Stratégies pour un développement urbain durable en France et en Allemagne	56
3.3.	Programme franco-allemand pour jeunes journalistes	58
3.4	Analyse des Associations franco-allemandes	60
3.5.	Nouvelle étude sur l'avenir de la coopération transfrontalière	62
3.6.	Projet pilote AzubiBacPro	64
3.7.	Bourses d'études pour jeunes chercheurs	66
3.8.	La coopération comme condition de base de la mondialisation : que nous enseigne la coopération franco-allemande	66
3.9.	Analyse des partenariats entre collectivités	68
4.	**Bibliothèque et centre de documentation**	**72**
5.	**Annexe**	**76**
5.1.	Publications 2016	76
5.2.	Choix de publications antérieures	77
5.3.	Cours universitaires	79
5.4	Organisation, collaborateurs, stagiaires, jeunes chercheurs	80

Inhaltsverzeichnis

		Seite
1.	**Herausragende Veranstaltungen 2016**	**17**
1.1.	Ehrung für Professor Henrik Uterwedde – Hoher Besuch im Deutsch-Französischen Institut	17
1.2.	Deutsch-französischer Tag für Französisch-lehrerinnen und -lehrer in Zusammenarbeit mit dem Institut Français	19
1.3.	Marianne und Germania – die deutsch-französischen Beziehungen – personifiziert durch die beiden Nationalheldinnen	21
1.4.	„On y va – auf geht's – let's go" – Seminare in Ludwigsburg und Straßburg	23
1.5.	François Fillon informiert sich über „Azubi-BacPro" – Das grenzüberschreitende Projekt in der Berufsbildung erfährt Aufmerksamkeit	25
1.6.	„Sozial- und Solidarwirtschaft (SSW) in Frankreich und Europa. Vielversprechender Weg aus der Krise oder im Westen nichts Neues"? – XXXII. dfi-Jahrestagung	27
1.7.	Öffentliche Vortragsveranstaltung mit Prof. Dr. Lars P. Feld „Brauchen wir mehr Gemeinnützigkeit? Der dritte Sektor im gesamtwirtschaftlichen Vergleich"	29
1.8.	„Frankreich-Deutschland. Der Neustart des europäischen Motors" – Vortrag und Diskussion mit Philippe Gustin	31
1.9	Veranstaltungen mit dem Institut du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (INTEFP)	33
1.10	Mitgliederversammlung und Vortrag von Philippe Richert „Die neuen französischen Großregionen, die grenzüberschreitende Zusammenarbeit und Europa"	35
1.11	Abschlussseminar des Jahrgangs 2016 und Treffen der Ehemaligen des Nachwuchsjournalisten-Programms in Rom	37
2.	**Aktionsformen und thematische Schwerpunkte des dfi**	**39**
2.1.	Aktionsformen des dfi	39
2.2.	Die Themenschwerpunkte des dfi	49
3.	**Forschung und Projekte**	**55**
3.1.	„On y va – auf geht's! – let's go" – Ideenwettbewerb für europäische Bürger	55
3.2.	Strategien für eine nachhaltige Stadtentwicklung in Deutschland und Frankreich	57
3.3.	Deutsch-französisches Austauschprogramm für Nachwuchsjournalisten	59
3.4.	Erforschung der Deutsch-Französischen Gesellschaften	61
3.5.	Studie zur Zukunft der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit	63
3.6.	Pilotprojekt „AzubiBacPro – Ausbildung überwindet Grenzen"	65
3.7.	Stipendienprogramm für Nachwuchswissenschaftler	67
3.8.	Kooperation als Grundlage der Globalisierung: Lehren aus der deutsch-französischen Zusammenarbeit	67
3.9.	Untersuchung der kommunalen Partnerschaften	69
4.	**Frankreich-Bibliothek und Dokumentationszentrum**	**73**
5.	**Anhang**	**76**
5.1.	Publikationen 2016	76
5.2.	Ausgewählte Bücher vorausgehender Jahre	77
5.3.	Lehraufträge	79
5.4.	Organisationsform, Mitarbeiter, Praktikanten, Nachwuchswissenschaftler	80

1. Les événements phare de l'année 2016

1.1. Cérémonie de remise de décoration en l'honneur du professeur Henrik Uterwedde

La République française remercie Henrik Uterwedde pour ses mérites et son engagement en faveur de l'entente franco-allemande. Le 11 février, l'ambassadeur de France en Allemagne Philippe Étienne a fait le voyage depuis Berlin pour décorer du titre de Chevalier de l'Ordre national du Mérite celui qui a été directeur adjoint du dfi durant de longues années.

L'« Ordre National du Mérite » a été instauré en 1963 par le président Charles de Gaulle et constitue, après la Légion d'honneur, créée par Napoléon, le second ordre destiné à récompenser les mérites particuliers acquis au service de la République française. Il est comparable à l'ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne. La cérémonie officielle de remise, qui s'est tenue au dfi, a réuni la famille Uterwedde, les collaborateurs de l'Institut ainsi que des notables locaux. Dans son discours d'éloge, l'ambassadeur a souligné les mérites particuliers d'Henrik Uterwedde, qui s'est engagé à mieux faire connaître l'actualité française en Allemagne. Durant plus de 40 ans, il a marqué de son empreinte le travail de l'Institut franco-allemand, tout particulièrement par ses analyses sur des thèmes économiques. Son profil scientifique, qui combine sciences politiques et économie, a fait de lui un expert de la politique économique française et de la coopération franco-allemande. Ses publications spécialisées sont devenues des classiques pour tous ceux qui se consacrent de près à la France. Dans des entretiens accordés à la presse, des interviews à la radio et à la télévision, Henrik Uterwedde est aujourd'hui encore un interlocuteur reconnu et apprécié, que l'on sollicite pour ses analyses sur les évènements et les problèmes actuels.

L'action d'Henrik Uterwedde est parfaitement représentative et révélatrice du travail du dfi. Le profil particulier de l'Institut permet d'établir un lien entre l'analyse scientifique de la situation politique, sociale et économique dans nos deux pays, et la transmission pratique de ces savoirs à des publics très variés. Uterwedde a lui-même contribué à développer durant de longues années ce pan essentiel du travail de l'Institut et a accompli cette mission de communication de manière exemplaire. Le public français connaît ses positions mesurées et nuancées et ses jugements qui ne cèdent jamais à la précipitation concernant la situation sociale, politique et économique en France.

Le nouveau décoré vient de Cuxhaven, a étudié à Berlin et à Paris et est venu comme jeune politologue à Ludwigsburg, à l'âge de 26 ans. S'en sont suivis un doctorat puis un titre de professeur. Il a enseigné comme professeur et comme professeur invité à plusieurs facultés en Allemagne comme en France. Lui et sa femme Jutta Häring-Uterwedde sont profondément enracinés à Ludwigsburg et sont engagés à titre bénévole dans de nombreuses fonctions. Tout en profitant d'une retraite bien méritée, il continue à œuvrer pour l'Institut franco-allemand en tant que collaborateur associé.

A la fin de l'hommage rendu à la carrière d'Henrik Uterwedde, l'ambassadeur a encore salué la haute qualité du travail de l'ensemble du dfi et de chacun de ses collaborateurs.

1. Herausragende Veranstaltungen 2016

1.1. Ehrung für Professor Henrik Uterwedde – Hoher Besuch im Deutsch-Französischen Institut

Die Republik Frankreich dankt Henrik Uterwedde für seine Verdienste um die deutsch-französische Verständigung. Am 11. Februar war Botschafter Philippe Étienne aus Berlin angereist, um dem langjährigen stellvertretenden Direktor des dfi den Orden eines Ritters im Nationalen Verdienstorden Frankreich zu verleihen.

Der „Ordre National du Mérite“ wurde 1963 vom Staatspräsidenten de Gaulle geschaffen und ist neben der von Napoleon gegründeten Ehrenlegion der zweite bedeutende Orden für besondere Verdienste um die Republik Frankreich. Er ist vergleichbar mit dem Bundesverdienstkreuz. Zur Feierstunde im dfi waren Uterweddes Familie, die Mitarbeiter des Instituts und lokale Prominenz erschienen. In seiner Laudatio unterstrich der Botschafter die besonderen Verdienste Henrik Uterweddes um eine bessere Kenntnis der französischen Aktualität in Deutschland. Mehr als 40 Jahre lang prägte er die Arbeit des Deutsch-Französischen Instituts vor allem mit Analysen zu Wirtschaftsthemen. Sein wissenschaftliches Profil, eine Kombination aus Politikwissenschaft und Volkswirtschaft, machte ihn zu einem Experten für französische Wirtschaftspolitik und für deutsch-französische Zusammenarbeit. Seine Fachpublikationen wurden zu Klassikern für alle, die sich intensiv mit Frankreich befassen. In Interviews mit Printmedien, in Radio und Fernsehen ist Henrik Uterwedde bis heute ein gefragter Gesprächspartner, wenn es um die Einordnung von aktuellen Ereignissen und Problemen geht.

Henrik Uterweddes Wirken ist bezeichnend für die Arbeit des dfi. Das besondere Profil des Instituts erlaubt eine Verbindung von wissenschaftlicher Analyse der politischen, sozialen und wirtschaftlichen Situation in unseren beiden Ländern mit praktischer Vermittlung an sehr unterschiedliche Publikumsgruppen. Diese wichtige Vermittlungsaufgabe hat Uterwedde selbst über viele Jahre mit entwickelt und vorbildlich vertreten. Die französische Öffentlichkeit kennt seine ausgewogenen, niemals vorschnellen Urteile über die soziale, politische und ökonomische Situation in Frankreich.

Der Laureat stammt aus Cuxhaven, studierte in Berlin und Paris und kam als junger Wissenschaftler mit 26 Jahren nach Ludwigsburg. Es folgte die Promotion und später die Habilitation. An mehreren Fakultäten in Deutschland und Frankreich war er als Dozent und Gastprofessor tätig. Er und seine Frau Jutta Häring-Uterwedde sind in der Stadt fest verwurzelt und an vielen Stellen ehrenamtlich engagiert. Auch aus dem wohlverdienten Ruhestand bleibt er dem Deutsch-Französischen Institut als freier Mitarbeiter erhalten.

Am Ende seiner Würdigung von Henrik Uterweddes Leistung wurde vom Botschafter noch die hohe Qualität der Arbeit des gesamten dfi und jedes einzelnen Mitarbeiters hervorgehoben.

19. Januar

Frank Baasner

Vortrag „Mehrsprachigkeit als Vorteil auf dem Arbeitsmarkt“, Deutsch-Französische Hochschule, Saarbrücken

1. Les événements phare de l'année 2016

1.2. Journée franco-allemande pour les professeurs de français en coopération avec l'Institut Français de Stuttgart

Le 29 janvier, le dfi et l'Institut Français de Stuttgart ont organisé ensemble pour la septième fois une journée franco-allemande. La manifestation s'est déroulée dans les locaux de l'Institut Français.

Environ une centaine de professeurs de français a assisté aux conférences de Michel Boiron et a participé à l'un des trois ateliers proposés. Georges Leyenberger, attaché de coopération pour le français dans le Bade-Wurtemberg et en Sarre ainsi que directeur adjoint de l'Institut Français de Stuttgart, a profité de son mot de bienvenue pour remercier les enseignants pour leur engagement en faveur de la langue française. Annette Laur, représentante du Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports du Bade-Wurtemberg, a annoncé que les échanges scolaires avaient été temporairement interrompus suite aux actes terroristes en France, et elle a exprimé l'espoir que les personnes concernées ne se laissent pas décourager par le terrorisme. Stefan Seidendorf, directeur adjoint du dfi, a rappelé dans son mot de bienvenue qu'il a appris par le passé en cours de français à accepter la différence et même à la considérer comme un enrichissement. Même s'il a eu besoin pour cela de plusieurs années, il s'en réjouit aujourd'hui.

Michel Boiron a développé ses thèmes comme à son habitude de façon vivante et humoristique. Il a défendu l'idée selon laquelle on ne doit pas se limiter en cours de français à étudier la France au strict sens géographique, mais que l'on doit intégrer d'autres espaces de la francophonie, qui se différencient culturellement de la France. Dans sa conférence sur l'utilisation de la bande dessinée en classe, il a montré en s'appuyant sur des planches de BD tirées du „Chat" et de „Titeuf" comment les élèves pourraient apprendre à partir d'images à s'exprimer en français. Pour que le cours soit efficace, il est essentiel que les élèves parlent le plus possible et formulent également eux-mêmes des questions.

Parallèlement aux conférences de Boiron, trois ateliers ont été proposés, lors desquels les participants ont eu l'occasion de travailler et de discuter ensemble en groupes, généralement de taille réduite.

Le projet pilote « Lire à voix haute et raconter – lire et écouter » vise à familiariser des classes allant de la 5ème à la 1ère avec des textes vivants et dont la lecture procure du plaisir. Dans le cadre de son atelier « Théâtraliser le texte littéraire », Jürgen Mertens a expliqué de quoi il s'agit concrètement et a présenté son travail à l'aide d'exemples littéraires choisis. L'objectif, tel que le définit Mertens, est de tout faire pour que les élèves puissent mieux comprendre les textes difficiles.

Stefan Seidendorf, du dfi, a développé dans sa conférence intitulée « Intégration et immigration en France » une image nuancée d'un thème complexe. Après avoir présenté les principes théoriques et historiques de la pensée républicaine sur les notions de nation et d'immigration, il a opposé ces éléments à la réalité empirique.

Enfin, dans son atelier consacré au développement durable, Martin Villinger a montré comment la politique énergétique française s'est développée après la Seconde Guerre mondiale et quel rôle les énergies renouvelables joueront à l'avenir dans l'approvisionnement énergétique du pays.

Lors des pauses, les professeurs ont pu s'informer aux stands tenus par le dfi, l'Institut Français et les éditions Klett, Cornelsen et Reclam sur les offres proposées par ces derniers. C'est grâce au soutien de ces trois éditeurs qu'il a été possible de convier des intervenants externes à cette manifestation.

20. Januar

Henrik Uterwedde

Vortrag „Une monnaie, deux visions?",
Lycée du Parc/Sciences Po, Lyon

21. Januar

Frank Baasner

Besuch einer Schülergruppe der Robert-Bosch-Schule Stuttgart mit französischen Schülern im dfi, Ludwigsburg

1.2. Deutsch-französischer Tag für Französischlehrerinnen und -lehrer in Zusammenarbeit mit dem Institut Français Stuttgart

Am 29. Januar haben das dfi und das Institut Français Stuttgart zum siebten Mal gemeinsam einen deutsch-französischen Tag organisiert. Die Veranstaltung fand im Institut Français statt.

Rund 100 Französischlehrer hörten dabei die Vorträge von Michel Boiron und nahmen an einem der drei Ateliers teil. Georges Leyenberger, Sprachreferent für Baden-Württemberg und das Saarland und zugleich stellvertretender Direktor des Institut Français Stuttgart, dankte in seiner Begrüßung den Lehrenden für ihr Engagement für die französische Sprache. Annette Laur als Vertreterin des Ministeriums für Kultus, Jugend und Sport Baden-Württemberg berichtete darüber, dass der Schüleraustausch durch die Terrorakte in Frankreich zeitweise unterbrochen worden sei und drückte die Hoffnung aus, dass sich die Beteiligten nicht vom Terrorismus unterkriegen lassen würden. Stefan Seidendorf erinnerte sich in seinem Grußwort daran, dass er seinerzeit im Französisch-Unterricht gelernt habe, Differenz auszuhalten und sogar als Bereicherung zu erfahren. Auch wenn er dafür einige Jahre gebraucht habe, sei er heute dafür dankbar.

Michel Boiron vermittelte seine Themen in gewohnt lebhafter und humorvoller Weise. Er vertrat die Ansicht, dass man sich im Französischunterricht nicht auf Frankreich als geographischen Bezugspunkt beschränken, sondern weitere Räume der Frankophonie, die sich von Frankreich kulturell unterschieden, einbeziehen solle. In seinem Vortrag zum Einsatz von Comics im Unterricht, zeigte er anhand von Bildfolgen aus „le Chat“ und „Titeuf“ wie Schüler von Bildern aus lernen könnten, sich in der französischen Sprache auszudrücken. Für den Erfolg des Sprachunterrichts sei es essenziell, dass die Schüler so viel wie möglich sprächen und auch selbst Fragen formulierten.

Parallel zu den Vorträgen Boirons wurden drei Workshops angeboten, in denen die Teilnehmer Gelegenheit hatten, in meist kleinen Gruppen zusammen zu arbeiten und zu diskutieren.

Texte, die leben und deren Lektüre Freude macht, will das Pilotprojekt „Erzählendes Vorlesen – Hörendes Lesen“ den Klassen 7 bis 11 nahebringen. Wie das in der Praxis aussieht, wurde von Jürgen Mertens im Atelier „Théâtraliser le texte littéraire“ erläutert und mit Hilfe ausgewählter literarischer Beispiele eingeübt. Sein Ziel sei es, so Mertens, alles zu tun, damit die Schüler schwierige Texte besser verstehen können.

Stefan Seidendorf vom dfi vermittelte in seinem Vortrag über „Integration und Immigration in Frankreich“ ein differenziertes Bild des komplexen Themas. Nach einer Präsentation der ideengeschichtlichen Grundlagen des republikanischen Denkens über Nation und Immigration kontrastierte er diese Elemente mit der empirischen Realität.

Wie sich die französische Energiepolitik nach dem zweiten Weltkrieg entwickelt hat und welche Rolle erneuerbare Energien in Folge der 2015 von Frankreich beschlossenen „transition énergétique“ künftig für die Energieversorgung des Landes spielen werden, stellte Martin Villinger in seinem Atelier zur nachhaltigen Entwicklung dar. Die dabei vorgestellten Unterrichtsmaterialien zum Thema Energieversorgung und anderen Nachhaltigkeitsthemen stehen alle auf einer vom dfi entwickelten Website (http://www.nachhaltige-entwicklung-bilingual.eu) zur Verfügung.

In den Pausen konnten sich die Lehrer an den Ständen des dfi, des Institut Français und der Verlage Klett, Cornelsen und Reclam über deren Angebote informieren. Nur dank der Unterstützung der drei Verlage war es möglich, externe Referenten für die Veranstaltung zu gewinnen.

22. Januar

Stefan Seidendorf

Diskussionsteilnahme „Think-Tanks-Tandem I“, deutsch-französische Diskussionen zur Zukunft Europas mit Europaminister Harlem Désir und Staatsminister für Europa Michael Roth, Berlin

22. Januar

Stefan Seidendorf

Vortrag „Konsequenzen aus dem französischen Regionalwahlergebnis“, German Marshall Fund of the United States, Berlin

1.3. Marianne et Germania – Les relations franco-allemandes – incarnées par les deux héroïnes nationales

Le 27 janvier, l'exposition « Marianne et Germania » a été inaugurée dans la Studiengalerie de l'Université des sciences de l'éducation de Ludwigsburg (PH Ludwigsburg). Elle est le fruit de la coopération entre le Centre pour l'image et le théâtre (BTZ) de la PH Ludwigsburg et l'Institut franco-allemand.

Pour réaliser cette exposition, Ursula E. Koch, la commissaire d'exposition, a passé en revue des milliers de caricatures allemandes et françaises avant d'en sélectionner finalement 95, publiées entre 1550 et 2012. « Les éléments décisifs m'ayant permis d'opérer un choix ont été la qualité artistique ainsi que la pertinence politique », a précisé Mme Koch. Les documents iconographiques historiques retenus, des originaux ou des reproductions, donnent à voir, de manière percutante, aussi bien des images fortes que les deux pays renvoient d'eux-mêmes que les rapports au pays voisin dans leur contexte historique. Sur chaque image, on peut apercevoir une représentation des symboles nationaux que sont Marianne et Germania.

Germania a déjè été employée comme allégorie féminine de la Germanie dans l'Antiquité, surtout au revers de pièces de monnaie romaines. Marianne est quant à elle apparue comme figure symbolique de la liberté après la Révolution française de 1789.

La moitié des caricatures exposées date de la période comprise entre 1870 et 1945. Dans les années précédant la guerre, durant la guerre et dans l'immédiat après-guerre, Marianne et Germania ont volontiers été représentées du côté allemand comme du côté français comme symboles de la grandeur et de la combativité de chacune des deux nations, et comme caricatures de l'ennemi. Mais dans l'entre-deux-guerres apparaissent aussi quelques représentations communes de réconciliation, comme par exemple une publicité de 1905 pour la marque de mousseux Henkell ou encore un hommage français à Goethe en 1932 à l'occasion des 100 ans de sa mort, qui invite les Allemands et les Français à un rapprochement.

Après 1945, Germania n'apparaît plus dans la presse est-allemande, ouest-allemande et française que de manière sporadique, et dans cette dernière la plupart du temps en allusion aux souvenirs désagréables et aux vieilles peurs, alors que Marianne est au contraire souvent utilisée comme symbole. Dans le cadre de la chute du mur, le dessinateur de presse Plantu a imaginé une variante douce de Germania, une « Gretchen » coiffée de nattes et vêtue d'une robe tyrolienne traditionnelle, que l'on peut toujours voir depuis de temps à autre sur ses dessins.

La caricature la plus récente qu'Ursula Koch a jointe à sa collection montre le président François Hollande en Marianne dans une pose digne de James Bond, défendant en 2012 les eurobonds, et Angela Merkel en Germania protestant en sourdine à l'arrière-plan.

Dans son discours d'ouverture, Thomas Bickelhaupt, directeur du BTZ, définit l'exposition comme « une profession de foi franche en faveur de la liberté d'opinion au travers de la caricature », qui s'affirme précisément après l'attentat contre le magazine Charlie Hebdo il y a un an.

A ce propos, le terrorisme islamiste et la montée en puissance du populisme de droite constituent le thème d'une cinquantaine d'illustrations actuelles des caricaturistes Klaus Stuttmann (Der Tagesspiegel, le taz, der Freitag) et Plantu (Le Monde, L'Express), que l'on peut également découvrir à la Studiengalerie. Ces dessinateurs abordent tous deux d'autres problématiques actuelles telles que la crise des réfugiés, l'intégration européenne ou l'état des relations franco-allemandes.

24. – 29. Januar

Dominik Grillmayer

Studienreise des Institut du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (INTEFP), München

1.3. Marianne und Germania – die deutsch-französischen Beziehungen – personifiziert durch die beiden Nationalheldinnen

Am 27. Januar wurde in der Studiengalerie der PH-Ludwigsburg die Ausstellung „Marianne und Germania“ eröffnet. Sie entstand als Kooperation des Bild- und Theaterzentrums der PH Ludwigsburg und des Deutsch-Französischen Instituts.

Für die Ausstellung hat die Kuratorin Ursula E. Koch tausende deutsche und französische Karikaturen gesichtet und letztlich 95, die zwischen 1550 und 2012 veröffentlicht wurden, ausgewählt. „Ausschlaggebend für die Auswahl waren die künstlerische Qualität sowie die politische Relevanz unter dem Aspekt der inneren Spannungen“ so Koch. Die originalen oder reproduzierten historischen Grafiken stellen sowohl prägnante Selbstbilder als auch das Verhältnis zum jeweiligen Nachbarland im historischen Kontext pointiert dar. Auf allen ist eine Darstellung der nationalen Symbolfiguren Marianne oder Germania zu sehen.

Als weibliche Allegorie Germaniens wurde Germania bereits in der Antike verwendet, vor allem auf den Reversseiten römischer Münzen. Marianne erschien als Symbolfigur für die Freiheit nach der französischen Revolution 1789; ihr wichtigstes Erkennungszeichen, die „phrygische Mütze“, hat antike Vorbilder. Ihren Spitznamen „Marianne“ erhielt sie um 1792 in Südfrankreich. Ihre erste ausgestellte Darstellung von 1792 zeigt sie noch als Freiheit, die mit einer Kanone auf das Hinterteil von Ludwigs XVI. zielt. Erstmals harmonisch vereint sind beide auf einer Karikatur von 1848, einer ironischen Darstellung eines angedachten deutsch-französischen Bündnisses gegen Russland.

Die Hälfte der gezeigten Karikaturen stammt aus der Zeit zwischen 1870 und 1945. In den Vor-, Kriegs- und unmittelbaren Nachkriegsjahren wurden Marianne und Germania auf deutscher und französischer Seite häufig als Zeichen der eigenen Größe und Kampfkraft und als Zerrbilder des Feindes gezeichnet. In den Zwischenkriegsjahren entstanden aber auch einige gemeinsame versöhnliche Darstellungen, wie z.B. eine Werbung für die Sektmarke Henkell aus dem Jahr 1905 oder eine französische Würdigung Goethes zu seinem hundertsten Todestag 1932, die Deutsche und Franzosen auffordert, sich aneinander anzunähern.

Nach 1945 taucht die Germania in der ost-, westdeutschen und französischen Presse nur sporadisch auf, in letzterer meist als Anspielung auf unliebsame Erinnerungen und alte Ängste, wohingegen die Marianne weiterhin häufig als Symbolfigur verwendet wird. Im Zuge der Maueröffnung erfand der französische Karikaturist Plantu eine sanfte Abwandlung der Germania, ein „Gretchen“ mit Zöpfen und Dirndl, das seitdem immer wieder auf seinen Zeichnungen zu sehen ist.

Die jüngste Karikatur, die Ursula Koch ihrer Sammlung hinzugefügt hat, zeigt den französischen Präsidenten François Hollande als Marianne in James-Bond-Pose, der 2012 für Eurobonds eintritt, und Angela Merkel als Germania im Hintergrund, die sich darüber empört.

In seiner Eröffnungsrede bezeichnete Thomas Bickelhaupt, Leiter des BTZ, die Ausstellung als „ein klares Bekenntnis zur Meinungsfreiheit mittels der Karikatur“, gerade nach dem Anschlag auf das Satiremagazin Charlie Hebdo vor einem Jahr.

Der islamistische Terror und das Erstarken des Rechtspopulismus werden auf ca. 50 aktuellen Arbeiten der beiden Karikaturisten Klaus Stuttmann (u.a. Der Tagesspiegel, taz, der Freitag) und Plantu (Le Monde, L’Express) thematisiert, die ebenfalls in der Studiengalerie zu sehen sind. Weitere aktuelle Problemfelder, die beide aufgreifen, sind die Flüchtlingskrise, die europäische Integration oder der Zustand der deutsch-französischen Beziehungen.

27. Januar

Martin Villinger

Eröffnung der Ausstellung „Marianne und Germania – Historische und aktuelle Karikaturen zu den deutsch-französischen Beziehungen mit Arbeiten von Klaus Stuttmann und Plantu“, Pädagogische Hochschule Ludwigsburg

27. – 28. Januar

Frank Baasner

Vorträge „The cultural dimension of European integration“, CIFE – Centre International de Formation Européenne, Berlin

1.4. « On y va – auf geht's – let's go ! » – rencontres à Ludwigsburg et Strasbourg

La nouvelle mouture du programme « On y va – auf geht's – let's go » prévoit l'organisation de séminaires auxquels sont invités les responsables des porteurs de projets subventionnés. Ces séminaires, organisés par le dfi en coopération avec la Robert Bosch Stiftung, reposent sur la conviction que des bénévoles, qui s'engagent avec des partenaires européens dans des projets internationaux, ont besoin d'aide financière mais aussi et surtout de soutien pour la planification et réalisation de leurs idées. Tel est l'objectif premier des rencontres « On y va », de même que la mise en réseau des bénévoles.

Le premier séminaire a eu lieu en mars 2016 à Ludwigsburg, le deuxième en septembre à Strasbourg. On a invités des représentants des institutions porteuses de projets subventionnés ainsi que des anciens participants du programme et des personnes intéressées.

Pendant les trois jours qu'ont duré les rencontres respectives, les participants ont pu présenter l'état actuel de leur projet et échanger sur les défis rencontrés lors de la mise en œuvre de leur idée. Par ailleurs ils ont pu découvrir le dfi et la Robert Bosch Stiftung et participer à des discussions et réflexions sur des thèmes communs comme la recherche de fonds, les méthodes de rencontre.

L'engagement et la motivation forte pour faire bouger les choses, que partagent tous les participants, ont grandement facilité la prise de contact et l'échange intense au-delà des langues, cultures et projets. Accompagnés par le dfi, les participants ont posé un œil critique sur leur propre travail, ont discuté des défis rencontrés et ont décrit leur forme propre de coopération avec les partenaires. Il s'est révélé que les contacts personnels, la confiance et le soutien des institutions sont des facteurs importants de réussite des projets de coopération internationale. D'un autre côté, la langue, bien que soulevant des défis pratiques, ne semble pas être un frein réel à la coopération.

Lors des séminaires, les représentants des projets ont senti tout l'intérêt porté à leur engagement et ont profité des échanges avec les autres bénévoles. Le soutien individuel a été très apprécié par tous et de nouveaux contacts se sont créés. Pour les personnes intéressées présentes, les séminaires ont également porté leurs fruits. Grâce aux échanges avec les participants et les représentants du dfi, ils ont pu concrétiser leur idée et ont obtenu des conseils pratiques pour la candidature et la réalisation de leur projet. Même si le groupe de participants à chaque séminaire « On y va » est très hétérogène, on en retient toujours la bonne humeur et la cohésion du groupe.

29. Januar

Stefan Seidendorf, Martin Villinger

Deutsch-Französischer Tag für Französischlehrerinnen und –lehrer, Institut Français Stuttgart

1.4. „On y va – auf geht's – let's go"-Seminare in Ludwigsburg und Straßburg

Die Neuauflage des Programms „On y va – auf geht's – let's go!" sieht vor, dass Projektverantwortliche der geförderten Projekte aus dem Ideenwettbewerb zu Seminaren eingeladen werden, die das dfi organisiert und gemeinsam mit der Robert Bosch Stiftung durchführt. Grundgedanke dieser Seminare ist, dass Projektträger, die sich ehrenamtlich und mit europäischen Partnern international engagieren, mehr als eine finanzielle Förderung benötigen und dass sie diese zusätzliche Unterstützung unter anderem während der Seminare erhalten sollen.

Das erste Seminar fand Anfang März in Ludwigsburg, das zweite Ende September in Straßburg statt. Eingeladen waren jeweils Vertreter aus den beteiligten Institutionen, die gemeinsam das internationale Vorhaben repräsentieren, Ehemalige des Programms sowie weitere interessierte Personen.

An jeweils drei Tagen konnten die Teilnehmer über den Stand ihres eigenen Projekts berichten und sich mit den anderen Anwesenden über Herausforderungen in der Projektarbeit austauschen. Sie konnten die Arbeit des dfi und der Robert Bosch Stiftung kennen lernen. Gleichzeitig waren weitere Themen zur Diskussion angeboten wie z.B. Drittmittelakquise oder Methodenworkshops, begleitet vom fachlichen Input des dfi und der Robert Bosch Stiftung.

Das engagierte und motivierte Interesse, etwas zu bewegen, das alle Teilnehmer gemeinsam haben, sorgte für ein schnelles Kennenlernen und vertiefte Gespräche über Länder, Sprachen und Projekte hinweg. Unterstützt durch die Organisatoren reflektierten die Teilnehmer in den jeweiligen Projektteams ihre Arbeit, sprachen über Herausforderungen und beschrieben ihre Kooperationswege. Dabei zeigte sich, dass die persönlichen Kontakte, das Vertrauen im Team und die Unterstützung in der eigenen Institution Faktoren für die gute Planung und die erfolgreiche Durchführung eines (internationalen) Projekts sind. In den Diskussionen stellte sich zudem heraus, dass die Problematik der verschiedenen Muttersprachen für die Kommunikation zwar manchmal eine praktische Schwierigkeit darstellt, aber trotzdem kein wirkliches Hindernis für die Zusammenarbeit ist.

Die Teilnehmer konnten während dieser Seminare spüren, dass ihre Arbeit wertgeschätzt wird und sie konnten vom Erfahrungsaustausch profitieren. Seitens der Teilnehmer wurde immer wieder betont, wie wichtig es sei, individuelle Hilfestellung und Unterstützung zu erhalten. Parallel wurden neue Kontakte geknüpft und Ideen für die Zukunft entwickelt. Auch für die Interessenten war das Seminar sehr hilfreich. Sie konnten im Austausch ihre Projektidee konkretisieren und individuelle Tipps für die Antragstellung erhalten. Die Synergie zwischen den Teilnehmern war bemerkenswert – trotz der Heterogenität der Gruppe.

1. Februar

Martin Villinger

Vortrag über die Materialsammlung „Nachhaltige Entwicklung in Deutschland und Frankreich" bei einer Tagung für AbiBac-Lehrer, Landesakademie für Fortbildung und Personalentwicklung an Schulen, Bad Wildbad

2. Februar

Frank Baasner

Vortrag zum „Front National", Eberhard Karls Universität Tübingen

1.5. François Fillon s'informe sur le « Azubi-BacPro » – Le projet transfrontalier de formation professionnelle suscite l'intérêt

Le 17 mars, le lycée professionnel de Pulversheim, au nord de Mulhouse, établissement de taille modeste mais dynamique, était au centre de l'attention. François Fillon, Premier ministre sous Nicolas Sarkozy et ancien ministre de l'Éducation nationale, sillonnait la France dans le cadre de la campagne des primaires à droite, en vue des prochaines élections présidentielles. Mais avant tout, il affirmait être à la recherche de bonnes idées et d'exemples probants de la manière de permettre à la France de sortir de la période actuelle de stagnation.

Fillon pense avoir trouvé à Pulversheim un exemple particulièrement intéressant. En effet, le lycée professionnel « Charles de Gaulle » prend part depuis 2015 au projet pilote « Azubi-BacPro », dont les participants profitent du conseil et de l'accompagnement du dfi. Dotés d'une bourse accordée par le partenaire de longue date du dfi, la Fondation Entente Franco-Allemande à Strasbourg, des élèves français issus de lycées professionnels peuvent, après sélection, suivre la partie pratique de leur formation au sein d'une entreprise allemande. Cela a des avantages des deux côtés : les jeunes Français poursuivent leur formation en restant dans le système scolaire de leur pays, plutôt que d'interrompre leur formation ou de changer de système scolaire. Ils achèvent ainsi leur formation avec le diplôme général du baccalauréat professionnel. Quant aux entreprises allemandes, elles peuvent dans l'idéal accompagner le même jeune durant trois ans (le temps de passer le diplôme) et durant cette période, apprendre à le connaître et le former durant 22 semaines dans leur entreprise. Il s'agit donc bien plus que d'un simple stage dans le cadre scolaire. Les deux parties doivent par conséquent être très motivées, afin de garantir que les exigences de formation du programme scolaire français coïncident avec les attentes de l'entreprise allemande.

Les jeunes qui participent à ce projet profitent durant leur préparation de cours d'allemand renforcés, qui comportent également des cours de conversation ainsi que des rencontres et des échanges avec des apprentis allemands. Dans le cadre de cette coopération entre le rectorat de l'Académie de Strasbourg et l'Académie pour la formation professionnelle du Bade-Wurtemberg, les négociations se concentrent encore actuellement sur la reconnaissance du diplôme professionnel français en Allemagne.

Il ne faut donc pas s'étonner de l'intérêt soulevé par ce projet ambitieux au-delà de Pulversheim. A la fin de la visite, François Fillon a déclaré qu'il serait selon lui souhaitable qu'à l'avenir, en France, le système de formation par alternance devienne la norme dans la formation professionnelle. D'ici là, il reste encore un certain nombre d'obstacles que François Fillon ne sera pas le seul à devoir surmonter.

Cette visite s'est achevée sur un temps d'échange au cours duquel Stefan Seidendorf, directeur adjoint du dfi, et Jean-Georges Mandon, président de la Fondation Entente Franco-Allemande (FEFA) à Strasbourg, ont plaidé pour des approches qui ne rompent pas avec les systèmes existants ou qui ne les transforment pas radicalement, mais plutôt qui les développent et les rendent compatibles l'un avec l'autre. Ce procédé semble à court et à moyen terme être couronné de succès, du moins dans la coopération transfrontalière. Si l'on parvenait ainsi à permettre aux jeunes Français d'accéder au marché de l'emploi allemand grâce à la reconnaissance des diplômes français, cela accroîtrait encore certainement l'attractivité de ce programme. Les portes s'ouvriraient alors des deux côtés du Rhin aux élèves des lycées professionnels, et pas uniquement ceux d'Alsace. Ce modèle, pour l'instant encore complètement gratuit pour les entreprises, doit aussi attirer les entreprises freinées par le manque d'apprentis et de main-d'œuvre qualifiée dans le pays de Bade.

11. Februar

Verleihung der Insignien eines Ritters im nationalen Verdienstorden durch Botschafter Philippe Etienne an Prof. Dr. Henrik Uterwedde im dfi, Ludwigsburg

1.5. François Fillon informiert sich über „Azubi-BacPro“ – das grenzüberschreitende Projekt in der Berufsbildung erfährt Aufmerksamkeit

Am 17. März stand das kleine, aber dynamische Berufsgymnasium (lycée professionnel) im elsässischen Pulversheim, nördlich von Mulhouse, im Mittelpunkt der Aufmerksamkeit. François Fillon, heute Präsidentschaftskandidat der konservativen „Les Républicains“ und ehemals Premierminister Nicolas Sarkozys und Bildungsminister, wollte sich im Rahmen seiner Vorwahlkampagne ausgerechnet hier über gute Ideen und Beispiele informieren, wie Frankreich aus seiner Stagnation herauszuführen sei.

Für den Besuch im Lycée Charles de Gaulle hatte Fillon gute Gründe. Seit 2015 nimmt die Einrichtung am Pilotprojekt „Azubi-BacPro“ teil, das vom dfi beraten und begleitet wird. Mit einem Stipendium des langjährigen Partners des dfi, der Strasbourger Stiftung FEFA (Fondation Entente Franco-Allemande), ausgestattet, können ausgewählte französische Berufsschüler den betrieblichen Teil ihrer dreijährigen schulischen Ausbildung in Elektrotechnik in deutschen Unternehmen absolvieren. Das hat für beide Seiten Vorteile: Die französischen Jugendlichen verbleiben in ihrem heimischen Schul- und Ausbildungssystem, das sie ansonsten verlassen oder abbrechen müssten. Sie schließen mit ihrem französischen Berufsabschluss und dem allgemeinbildenden „baccalauréat professionnel“ (Fachabitur) ab. Die deutschen Unternehmen können im Idealfall denselben Jugendlichen drei Jahre lang (solange dauert es bis zum Abschluss) begleiten und ihn in dieser Zeit während 22 Wochen in ihrem Betrieb ausbilden und kennenlernen. Es handelt sich also um mehr als ein Schulpraktikum. Beide Seiten müssen deshalb sehr motiviert bei der Sache sein, um sicherzustellen, dass die Ausbildungsanforderungen des französischen Lehrplans und die Vorstellungen der deutschen Unternehmen zusammenkommen.

Die teilnehmenden Jugendlichen profitieren in der Vorbereitung von einem verstärkten Deutschunterricht, der auch Konversationsklassen und Austauschbegegnungen mit deutschen Azubis umfasst. Im Rahmen des gemeinsam vom Oberschulamt (rectorat) und der Akademie für berufliche Bildung (ABB) des Landes Baden-Württemberg entwickelten Projekts laufen derzeit noch die Verhandlungen über die Anerkennung der französischen Abschlüsse in Deutschland.

Kein Wunder also, dass dieses ambitionierte Vorhaben Interesse über Pulversheim hinaus zeitigt. François Fillon legte sich am Ende seines Besuches sogar darauf fest, in Zukunft (falls er Präsident werden sollte) die duale Ausbildung als „Normalweg“ in den Beruf in Frankreich einzuführen. Bis dahin wird nicht nur der Kandidat der Konservativen noch einige Hürden aus dem Weg räumen müssen.

Beim abschließenden Austausch zwischen den Besuchern und den Betroffenen plädierten Stefan Seidendorf, stellvertretender Direktor des dfi, und Jean-Georges Mandon, Präsident der Straßburger Stiftung Fondation Entente Franco-Allemande (FEFA), deshalb für Ansätze, die die bestehenden Systeme nicht radikal brechen oder umgestalten, sondern weiterentwickeln und füreinander kompatibel machen. Zumindest in der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit scheint dieses Vorgehen kurz- und mittelfristig erfolgreich. Sollte es dabei gelingen, den Zugang zum deutschen Arbeitsmarkt durch Anerkennung der französischen Abschlüsse zu ermöglichen, würde dies die Attraktivität des Programms sicher nochmals steigern. Nicht nur den Elsässer Berufsschülern stünden dann die Türen beiderseits des Rheins offen. Auch für die von Fachkräfte- und Lehrlingsmangel geplagten Unternehmen auf der badischen Seite sollte dieses Modell, das derzeit für sie noch völlig kostenlos ist, verlockend sein.

11. – 13. Februar

Stefan Seidendorf

Seminar und Vortrag „Deutsch-Französische Kooperation und Kulturmanagement heute“, Universität Aix-en-Provence

4. – 6. März

Frank Baasner, Susanne Binder, Susanne Gehrig, Bénédicte King

On y va – Auf geht’s – Let’s go ! – Ideenwettbewerb für europäische Bürger | Concours d’idées pour citoyens européens | Ideas competition – Seminar, Ludwigsburg

1.6. « L'économie sociale et solidaire (ESS) en France et en Europe. Voie prometteuse pour sortir de la crise ou à l'Ouest, rien de nouveau » ? – XXXIIème Conférence annuelle du dfi

La XXXIIème Conférence annuelle du dfi a mis en avant un thème, l'économie sociale et solidaire (ESS), qui a régulièrement fait parler de lui ces dernières années en France. Depuis 2012, un membre du gouvernement milite en la faveur de l'ESS, tandis qu'en 2014, son cadre juridique a été renforcé. Pourtant, en Allemagne, on en sait relativement peu sur cette tendance en vogue dans le pays voisin. Les 2 et 3 juin, des experts reconnus de ce secteur économique venus d'Allemagne et de France ont donc discuté à Ludwigsburg de ce thème avec environ 60 représentants du monde des sciences, de l'économie et de l'administration, ainsi qu'avec des personnes intéressées par la France.

L'économie sociale et solidaire désigne en France un secteur économique qui a été au cœur de l'attention ces dernières années. L'ESS regroupe une série d'acteurs hétérogènes issus du domaine économique et social, pour qui il s'agit avant tout, outre la viabilité économique, d'apporter une valeur ajoutée sociale ou écologique. Au total, ce secteur, qui combine sous des formes très différentes aide publique, principes du marché et engagement de la société civile, emploie 2,4 millions de personnes en France. Cela correspond à 10,5 % de l'ensemble des actifs. On peut aussi observer une évolution similaire dans de nombreux autres pays européens.

Dans le cadre de la conférence annuelle, nous avons souhaité réunir des scientifiques, des hommes de terrain et des experts pour discuter des particularités et des perspectives de cette forme d'économie sous un angle comparé franco-allemand et européen, et pour mettre en lumière des aspects aussi bien théoriques que pratiques. En ouverture de la conférence s'est tenue une table ronde qui a permis avant tout à des experts de terrain de prendre la parole. Jean-Pierre Azaïs, de l'UDES, l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire, y a abordé les relations de travail au sein de l'ESS ainsi que l'importance pour l'ESS de la loi-cadre votée en 2014. Dans sa contribution, Nicole Alix a allié ses expériences dans le domaine du secteur financier, acquises au cours de son activité durant des années auprès du Crédit Coopératif, à son engagement auprès de plusieurs structures solidaires et orientées vers l'intérêt général. Andrea Maier, qui travaille pour la Commission européenne, a pour sa part comparé les conditions cadres et les définitions de l'entrepreneuriat social dans les États membres de l'Union européenne et a présenté les possibilités d'aide financière proposées par la Commission européenne.

Le vendredi matin, des scientifiques ont exposé dans deux groupes de travail parallèles les résultats de leurs recherches ainsi que leurs expériences pratiques dans divers domaines particuliers, avant de mener un débat animé sur les différentes formes que peut prendre l'ESS. Ils se sont également penchés sur les possibilités de coopération avec les entreprises traditionnelles, et sur les limites et le potentiel de développement du secteur. Il y a été question non seulement des chances tout comme des difficultés dans les domaines du reclassement professionnel, de la promotion des énergies renouvelables et de la rénovation urbaine, mais encore des questions de l'évolution de l'État social et de la coopération économique locale. La discussion a fait apparaître clairement que la poursuite du développement du secteur dépendra surtout du soutien, de l'engagement et de la considération qu'il pourra recevoir de la part de l'ensemble de la société, et de sa capacité à trouver, lorsque les ressources financières se font rares, des formes de financement qui ne se limitent pas aux subventions publiques.

Les résultats de la Conférence annuelle sont publiés comme chaque année dans le Frankreich Jahrbuch.

7. März

Frank Baasner

Vortrag für Französischlehrer „L'actualité en France", Tübingen

7. – 10. März

Dominik Gillmayer

Fortbildung am Institut National du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle – INTEFP, Lyon

1.6. „Sozial- und Solidarwirtschaft in Frankreich und Europa. Vielversprechender Weg aus der Krise oder im Westen nichts Neues“? – XXXII. dfi-Jahrestagung

Die XXXII. Jahrestagung des dfi rückte mit der Sozial- und Solidarwirtschaft (SSW) ein Thema in den Vordergrund, das in den vergangenen Jahren in Frankreich verstärkt auf sich aufmerksam gemacht hat. Seit 2012 wirbt ein Mitglied der Regierung dafür; 2014 wurde der rechtliche Rahmen gestärkt. Gleichwohl weiß man in Deutschland verhältnismäßig wenig über diese Entwicklungen im Nachbarland. Am 2. und 3. Juni diskutierten deshalb ausgewiesene Experten für diesen Wirtschaftssektor aus Deutschland und Frankreich das Thema mit rund 60 Vertretern aus Wissenschaft, Wirtschaft und Verwaltung sowie Frankreichinteressierten in Ludwigsburg.

Die sogenannte „économie sociale et solidaire“ beschreibt in Frankreich einen Wirtschaftssektor, der in den vergangenen Jahren vermehrt auf sich aufmerksam gemacht hat. Die ESS umfasst eine Reihe heterogener Akteure aus dem wirtschaftlichen und dem sozialen Bereich, denen es neben der wirtschaftlichen Tragfähigkeit vor allem um einen sozialen oder ökologischen Mehrwert geht. Insgesamt beschäftigt dieser Bereich, in dem sich staatliche Unterstützung, Marktprinzipien und zivilgesellschaftliches Engagement in ganz unterschiedlichen Formen überlappen, 2,4 Millionen Personen in Frankreich. Das entspricht 10,5% aller Beschäftigten. Ähnliche Entwicklungen sind auch in vielen anderen europäischen Ländern zu beobachten.

Im Rahmen der Jahrestagung ist es gelungen, Wissenschaftler, Praktiker und Experten zusammenzubringen, um Eigenschaften und Chancen dieser Wirtschaftsformen in einer vergleichenden deutsch-französischen und europäischen Perspektive zu diskutieren und sowohl theoretische als auch praktische Aspekte zu beleuchten. Auftakt der Tagung war eine Podiumsdiskussion, in der vor allem Experten aus der Praxis zu Wort kamen. Jean-Pierre Azaïs vom branchenübergreifenden Arbeitgeberverband der Sozial- und Solidar-Wirtschaft (UDES, Union des employeurs de l’économie sociale et solidaire) ging dabei auf die Arbeitsbeziehungen innerhalb der SSW ein sowie auf die Bedeutung des im Jahre 2014 verabschiedeten Rahmengesetzes für die SSW. Nicole Alix verband in ihrem Beitrag ihre Erfahrungen im Bereich der Finanzwirtschaft dank ihrer jahrelangen Betätigung beim Crédit Coopératif mit ihrem Engagement für mehrere solidarische und gemeinwohlorientierte Strukturen. Andrea Maier, die für die Europäische Kommission arbeitet, verglich die Rahmenbedingungen und Definitionen für soziales Unternehmertum in den Mitgliedsstaaten der Europäischen Union und stellte Förderungsmöglichkeiten durch die Europäische Kommission vor.

Am Freitagmorgen stellten Wissenschaftler in zwei parallelen Arbeitsgruppen ihre Forschungsergebnisse bzw. Praxiserfahrungen in einzelnen Bereichen vor und diskutierten angeregt über die unterschiedlichen Ausprägungsformen der Sozial- und Solidarwirtschaft, Kooperationsmöglichkeiten mit herkömmlichen Unternehmen sowie Grenzen und Entwicklungspotenziale des Sektors. Dabei kamen die Chancen, aber auch Schwierigkeiten aus den Bereichen der beruflichen Wiedereingliederung, der Förderung erneuerbarer Energien und der Stadterneuerung ebenso zur Sprache wie Fragen zum Wandel des Sozialstaats und der lokalen Wirtschaftskooperation. Es wurde deutlich, dass die weitere Entwicklung des Sektors vor allem davon abhängen wird, wie sehr er gesamtgesellschaftlich durch Engagement und Wertschätzung getragen wird und inwiefern es in Zeiten knapper Kassen gelingt, Finanzierungsformen jenseits staatlicher Zuschüsse zu finden.

Die Ergebnisse der Tagung werden wie jedes Jahr im Frankreich Jahrbuch veröffentlicht.

8. März

Martin Villinger

Online-Vortrag „Aufbau eines digitalen Lesesaals und einer virtuellen Ausstellung zur Städtepartnerschaft Ludwigsburg-Montbéliard“, Bibcast 2016

11. März

Martin Villinger

Führung einer Schülergruppe vom Schiller-Gymnasium Ludwigsburg durch die Ausstellung „Marianne und Germania – Historische und aktuelle Karikaturen zu den deutsch-französischen Beziehungen mit Arbeiten von Klaus Stuttmann und Plantu“, Pädagogische Hochschule Ludwigsburg

1.7. Conférence publique avec Prof. Dr. Lars P. Feld, Directeur de l'Institut Walter Eucken et membre du comité d'experts du gouvernement allemand sur le développement économique, sur le thème « A-t-on besoin de plus d'intérêt public ? Le tiers secteur vu dans le contexte économique global »

Avec Lars P. Feld, l'Institut franco-allemand pouvait s'enorgueillir d'un orateur de renom, qui s'est exprimé le 2 juin dans la salle des ordres du Château de Ludwigsburg devant environ 400 invités sur le thème « A-t-on besoin de plus d'intérêt public ? Le tiers secteur vu dans le contexte économique global ». En tant que membre du Conseil allemand des experts économiques, Feld est l'un des Cinq Sages de l'économie en Allemagne. En outre, il dirige l'Institut Walter Eucken, il est professeur de politique économique à l'Université de Fribourg-en-Brisgau et porte-parole du Kronberger Kreis. En dépit de la complexité de son sujet, Feld est parvenu à captiver son auditoire.

Dans son intervention, il s'est intéressé au secteur des organismes à but non lucratif, une partie de l'économie nationale qui n'appartient ni au secteur privé ni au secteur public. Il a commencé par définir sur le plan fiscal la notion d'utilité publique, qui selon le code fiscal allemand concerne les organisations dont l'activité est orientée de manière à « aider de manière désintéressée la collectivité sur le plan matériel, intellectuel ou moral » (§ 52 AO). Cette définition regroupe toute une série d'organisations qui vont de la science et la recherche, la formation et l'éducation, l'art et la culture, à la religion, l'entente entre les peuples, l'aide au développement, la protection des monuments, sans oublier l'aide à l'enfance et aux personnes âgées, ainsi que le sport. Du point de vue de l'emploi, c'est avant tout l'action sociale qui importe. Avec une part de 4 % de la valeur ajoutée brute, son poids dans l'ensemble de l'économie correspond à peu près à celui de la construction automobile et de l'industrie du bâtiment.

Du point de vue économique, Feld a précisé que l'exception fiscale dont profitent les organisations d'utilité publique repose sur le fait que ces organisations produisent des biens dits publics que les acteurs du marché ne fournissent pas. C'est pourquoi l'aide fiscale devrait aussi rester limitée précisément à de telles prestations. Feld voit d'un œil critique le fait que dans la pratique, le critère d'utilité publique n'est pas suffisamment examiné, et se limite exclusivement à l'utilisation désintéressée des bénéfices. De cette manière, on encourage les gestionnaires à mal utiliser leurs profits (par exemple, éviter de dégager des bénéfices en versant des salaires élevés). De la même manière, Feld évoque des pratiques qui faussent le jeu de la concurrence, lorsque des organismes du tiers secteur sont avantagés par la législation fiscale en comparaison avec des prestataires de services du secteur marchand, bien qu'ils proposent des produits comparables. C'est par exemple le cas pour les services de livraison à domicile de repas aux personnes dépendantes, mais aussi dans les secteurs de l'hôtellerie, de la garde d'enfants et de l'aide aux personnes âgées.

Néanmoins, le secteur de l'ESS est en progression et Feld voit dans cette tendance des opportunités à saisir. La demande liée aux services proposés par le tiers secteur (par exemple dans le domaine de la médecine, des soins, mais aussi de la culture) va notamment progresser en raison du changement démographique. Mais selon lui, le tiers secteur n'est pas destiné à devenir un modèle économique alternatif. De la même manière, il considère d'un œil critique les espoirs fondés sur une sorte de second marché de l'emploi qui pourrait lutter contre le chômage de masse auquel certains États européens se retrouvent confrontés. On n'échappe pas aux réformes structurelles telles que l'Allemagne les mène depuis le début des années 2000.

15. März

Frank Baasner, Dominik Grillmayer

Buchvorstellung „Stratégies pour un développement urbain durable en France et en Allemagne" - Croisement d'expériences de villes et métropoles allemandes et françaises. Vorstellung der Ergebnisse des Forschungsprojekts zur nachhaltigen Stadtentwicklung in Kooperation mit dem Kommunalverband „Bordeaux Métropole", Bordeaux

1.7. Öffentliche Vortragsveranstaltung mit Prof. Dr. Lars P. Feld, Direktor des Walter Eucken Instituts und Mitglied des Sachverständigenrates der Bundesregierung zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung, zum Thema „Brauchen wir mehr Gemeinnützigkeit? Der dritte Sektor im gesamtwirtschaftlichen Vergleich“

Mit Prof. Dr. Lars P. Feld hatte das Deutsch-Französische Institut einen hochkarätigen Redner gewonnen, der am 2. Juni im Ordenssaal des Ludwigsburger Schlosses vor rund 400 geladenen Gästen über das Thema „Brauchen wir mehr Gemeinnützigkeit? Der dritte Sektor im gesamtwirtschaftlichen Vergleich“ sprach. Als Mitglied im Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung ist Feld einer der fünf Wirtschaftsweisen in der Bundesrepublik Deutschland. Darüber hinaus leitet er das Walter Eucken Institut, er ist Professor für Wirtschaftspolitik an der Universität Freiburg und Sprecher des Kronberger Kreises. Feld gelang es, volkswirtschaftlich schwierige Sachverhalte so aufzubereiten, dass er die Zuhörer in seinen Bann ziehen konnte.

In seinem Vortrag ging es Feld um den Teilbereich des Nonprofit-Sektors, der weder marktorientierter noch staatlicher Teil einer Volkswirtschaft ist. Ausgangspunkt seines Vortrages war dabei die steuerliche Definition der Gemeinnützigkeit, die gemäß der Abgabenordnung jene Organisationen betrifft, deren Tätigkeit darauf ausgerichtet ist; die Allgemeinheit „auf materiellem, geistigem oder sittlichem Gebiet selbstlos zu fördern“ (§ 52 AO). Darunter fällt eine ganze Reihe von Organisationen, die von Wissenschaft und Forschung, Bildung und Erziehung, Kunst und Kultur, der Religion, der Völkerverständigung, der Entwicklungshilfe, dem Denkmalschutz, bis hin zur Jugend- und Altenhilfe sowie dem Sport reicht. Beschäftigungsmäßig betrachtet, ist dabei vor allem das Sozialwesen bedeutsam. Seine gesamtwirtschaftliche Bedeutung entspricht mit einem Anteil von 4% an der Bruttowertschöpfung in etwa dem des Fahrzeugbaus und des Baugewerbes.

Aus volkwirtschaftlicher Perspektive wies Feld darauf hin, dass die steuerliche Sonderstellung gemeinnütziger Organisationen darauf beruht, dass diese Organisationen sogenannte öffentliche Güter produzieren, die Marktakteure nicht bereitstellen. Deshalb sollte die steuerliche Förderung auch genau auf solche Leistungen beschränkt bleiben. Kritisch sieht Feld, dass in der Praxis das Kriterium der Gemeinnützigkeit nicht hinreichend geprüft werde, und ausschließlich auf die uneigennützige Gewinnverwendung abgehoben wird. Dadurch entstehen Anreize zur Fehlallokation (beispielsweise Gewinnvermeidung durch hohe Gehälter). Ebenso verweist Feld auf Wettbewerbsverzerrungen, wenn Träger aus dem Dritten Sektor steuerrechtlich im Vergleich zu kommerziellen Dienstleistern bessergestellt werden, obwohl sie vergleichbare Produkte anbieten. Das ist beispielsweise der Fall für Anbieter von „Essen auf Rädern“, aber auch Gästehäuser oder im Bereich der Kinderbetreuung und der Versorgung von Senioren.

Gleichwohl sieht Feld Chancen durch die tendenziell wachsende SSW. Insbesondere wird der Bedarf an Dienstleistungen, die vom Dritten Sektor bereitgestellt werden (beispielsweise im medizinischen und Pflegebereich, aber auch was kulturelle Angebote betrifft), durch den demografischen Wandel zunehmen. Er sieht im Dritten Sektor aber keinen Ansatz für ein alternatives Wirtschaftsmodell. Auch Hoffnungen auf eine Art zweiten Arbeitsmarkt, der die Massenarbeitslosigkeit bekämpfen könnte, mit der sich einige europäische Staaten konfrontiert sehen, sieht der Volkswirtschaftler kritisch. An strukturellen Reformen, wie sie Deutschland nach der Jahrtausendwende durchführte, führe kein Weg vorbei.

17. März

Henrik Uterwedde

Podium „Frankreich vor der Zerreißprobe?“, Heinrich-Böll-Stiftung, Frankfurt/Main

22. März

Martin Villinger

Führung einer Schülergruppe von der Louis-Leitz Schule Stuttgart durch die Ausstellung „Marianne und Germania – Historische und aktuelle Karikaturen zu den deutsch-französischen Beziehungen mit Arbeiten von Klaus Stuttmann und Plantu“, Pädagogische Hochschule Ludwigsburg

1.8. « France – Allemagne : relancer le moteur de l'Europe » – Conférence et discussion avec Philippe Gustin

La France et l'Allemagne forment un couple condamné à s'entendre. C'est la thèse que défend Philippe Gustin, ancien ambassadeur de France en Roumanie et actuellement haut fonctionnaire au conseil départemental de l'Eure, dans son ouvrage paru sous le titre « France – Allemagne : relancer le moteur de l'Europe ». Le 7 juin, 70 personnes environ étaient présentes à l'Institut franco-allemand (dfi) de Ludwigsburg pour assister avec intérêt à la présentation de son livre.

Philippe Gustin expose ainsi sa vision des choses : selon lui, le moteur franco-allemand est en panne. Les relations entre les deux pays sont devenues routinières, l'entente et la confiance ont disparu. Pourtant, les institutions sur lesquelles se fonde la coopération restent solides. Autre point positif, Français et Allemands ont une très bonne estime les uns des autres, évaluée par enquête à plus de 85 %, tandis que l'interdépendance économique demeure toujours très forte. Une bonne raison de penser que la société civile peut faire beaucoup pour améliorer la situation.

C'est sur ces bases ambivalentes mais néanmoins saines que Gustin veut construire, notamment lorsqu'il réclame deux ministres pour les relations franco-allemandes, et qu'il se montrerait même prêt à accorder à l'Allemagne, à côté de la France, un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Selon lui, l'Europe doit « continuer à exister » quoi qu'il en soit, son « moteur doit être relancé », et les relations entre les pays doivent être « approfondies et davantage politisées ». Et cela, même si l'objectif n'est pas encore défini.

Stefan Seidendorf, directeur adjoint du dfi, voit dans ces propositions un modèle prometteur pour la coopération de voisinage entre pays et un bon exemple de « gestion de la différence ». Il veut dire par là que les États membres de l'Union Européenne (UE) et leurs citoyens sont tous différents et qu'ils tiennent à conserver leur diversité. En dépit des divergences d'intérêts, les relations franco-allemandes et l'UE offrent un cadre pour traiter cela de manière constructive et trouver des compromis.

Dans la pratique politique, cela se traduit par exemple de la manière suivante : à l'origine, deux États s'opposent sur des conflits d'intérêts. Au fil des échanges et des négociations – prévus dans le cadre institutionnel – ils évoluent vers un compromis et vers la capacité à gérer de façon productive leurs désaccords. De la coopération entre des partenaires extrêmement différents peut émerger un consensus. C'est ainsi que s'est développé entre l'Allemagne et la France le moteur franco-allemand si souvent invoqué, dont l'efficacité en a fait de plus en plus un moteur européen, à condition qu'il reste ouvert aux intérêts des autres États membres.

22. März

Stefan Seidendorf

Vortrag „Territorialreform aus deutscher Sicht", Goethe Institut, Nancy

23. März

Martin Villinger

Führung von Mitgliedern des Vereins „SPD am Nachmittag" durch die Ausstellung „Marianne und Germania – Historische und aktuelle Karikaturen zu den deutsch-französischen Beziehungen mit Arbeiten von Klaus Stuttmann und Plantu", Pädagogische Hochschule Ludwigsburg

1.8. „Frankreich – Deutschland. Der Neustart des europäischen Motors“ – Vortrag und Diskussion mit Philippe Gustin

Frankreich und Deutschland sind ein Paar, das dazu verdammt ist, sich zu verstehen. Für Philippe Gustin, ehemaliger Botschafter in Rumänien, heute hoher Beamter im Departement Eure im Westen Frankreichs, steht diese These im Mittelpunkt seines Buches „Frankreich – Deutschland: Der Neustart des europäischen Motors“. Gut 70 interessierte Zuhörer waren zur Buchvorstellung am 7. Juni ins Deutsch-Französische Institut (dfi) in Ludwigsburg gekommen.

Seine Sicht der Dinge stellt Gustin so dar: Der deutsch-französische Motor hat eine Panne. Die Beziehungen sind banal geworden, Verständnis und Vertrauen sind verloren gegangen. Gleichzeitig ist es so, dass die Institutionen der Zusammenarbeit stabil sind. Die gegenseitige Wertschätzung der Menschen in beiden Ländern ist mit über 85 % überwältigend, die wirtschaftliche Verflechtung nach wie vor sehr groß. Dies vorausgesetzt, kann die Zivilgesellschaft sehr viel Arbeit übernehmen.

Auf diesem zwiespältigen und gleichzeitig soliden Grundstock will Gustin aufbauen, wenn er zwei Minister für deutsch-französische Beziehungen fordert und sogar bereit wäre, Deutschland neben Frankreich einen ständigen Sitz im Weltsicherheitsrat der UNO einzuräumen. Für ihn muss Europa auf jeden Fall „weiter bestehen“, sein „Motor neu gestartet“, die Beziehungen untereinander „tiefer und politischer“ gestaltet werden. Auch wenn das Ziel noch offen ist.

Stefan Seidendorf, stellvertretender Direktor des dfi, sieht im Beschriebenen ein vielversprechendes Modell für die nachbarschaftliche Zusammenarbeit von Ländern und ein gutes Beispiel für den „Umgang mit Differenz“. Das bedeutet: Die Mitgliedstaaten der EU und ihre Bürger sind verschieden und wollen ihre Unterschiede auch beibehalten. Trotz der unterschiedlichen Interessen bieten die deutsch-französischen Beziehungen und die EU einen Rahmen, um konstruktiv damit umzugehen und Kompromisse zu finden.

In der politischen Praxis sieht das so aus: Am Anfang steht der Interessenkonflikt zwischen zwei Staaten. Im Zuge – institutionell eingebetteter – Gespräche und Verhandlungen wandelt sich dieser zu einem Kompromiss und zur Fähigkeit, mit Gegensätzen produktiv umzugehen. In der Kooperation höchst unterschiedlicher Partner kommt es zum Konsens. Zwischen Deutschland und Frankreich hat sich auf dieser Grundlage der vielbeschworene deutsch-französische Motor entwickelt, der sich mehr und mehr auch als europäischer Motor bewährt, wenn er offen und anschlussfähig für die Belange der anderen Mitgliedstaaten bleibt.

6. April

Xavier Froidevaux, Henrik Uterwedde

Besuch von Studenten der Hochschule für öffentliche Verwaltung und Finanzen, Ludwigsburg

18. – 20. April

Stefan Seidendorf

Vorträge über europäische Identität, CIFE – Centre International de Formation Européenne, Berlin

1.9. Évènements avec l'Institut du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (INTEFP)

Depuis 2014, le dfi travaille avec l'Institut du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (INTEFP), le centre de formation dépendant du Ministère français du travail et de l'emploi. Concrètement, la coopération porte sur une formation continue abordant des questions relatives au dialogue social, aux relations professionnelles et à la transformation du monde du travail, et à laquelle participent des syndicalistes français, des responsables du personnel et des représentants de groupements d'entreprises ainsi que des représentants de l'État et des collectivités territoriales françaises.

La 34ème session nationale de formation qui s'est tenue entre juin 2015 et juin 2016, portait sur les réseaux d'acteurs locaux destinés à soutenir le développement économique et le marché de l'emploi. Pour la première fois lors de cette session, un représentant étranger était convié au sein du conseil scientifique. Dominik Grillmayer, du dfi a pris cette place permettant ainsi de compléter le point de vue spécifiquement français sur les structures de coopération locales par une perspective internationale.

Voyage d'étude à Munich
En janvier 2016, le groupe a fait le déplacement jusqu'à Munich afin de s'informer sur la coopération entre acteurs publics et privés dans les domaines de l'innovation, de la formation, des relations professionnelles et du marché de l'emploi. C'est dans ce cadre que se sont déroulés notamment des entretiens avec des représentants du ministère du Travail ainsi que du ministère de l'Économie de la Bavière, de la Chambre de Commerce et d'Industrie (IHK) et de l'Agence pour l'Emploi.

En tant que membre du comité scientifique du programme de formation continue pour cette année, Dominik Grillmayer (dfi) a développé le programme en collaboration avec les responsables de l'INTEFP et a organisé et coordonné les rencontres avec les différents intervenants à Munich. Comme, à l'heure du numérique, les profils professionnels évoluent de plus en plus rapidement, et comme la qualification constitue la meilleure protection contre le chômage, les capacités d'adaptation du système de formation aux besoins de l'économie jouent un rôle essentiel. Au cours de la semaine, il a donc été question à plusieurs reprises du système allemand de formation professionnelle. Des conférences portant sur le mode de fonctionnement de ce système ont été complétées par des visites dans des centres de formation et de formation continue.

Par ailleurs, la coopération entre partenaires sociaux est une clé pour comprendre les réseaux régionaux et locaux. Ainsi, des discussions avec des représentants du patronat et des salariés étaient également au programme. Enfin, un autre élément important est la coopération entre entreprises, et entre centres de formation ou de recherche et entreprises.

Colloque à Paris
Le 16 juin, le programme de formation continu d'une durée d'un an s'est achevé avec une manifestation qui s'est déroulée à la Maison de la Chimie à Paris. Frank Baasner et Dominik Grillmayer ont présenté la situation en Allemagne devant une centaine d'auditeurs.

Les conclusions des participants à cette formation continue sont désormais rassemblées dans une publication coordonnée par l'INTEFP en coopération avec le CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) et le dfi, qui paraîtra vraisemblablement lors du deuxième trimestre 2017.

La 35ème session nationale de l'INTEFP, portant sur les conséquences de la transformation numérique, a démarré en décembre 2016. Le dfi est de nouveau représenté au conseil scientifique et présentera, dans le cadre d'un des cinq modules de la formation, les mesures prises par la politique et par les entreprises pour concevoir et gérer le changement.

27. April

Eileen Keller

Vortrag „Kollektives Lernen und Bankenreformen nach der Finanzkrise. Ein deutsch-französischer Vergleich" Eberhard Karls Universität Tübingen

3. Mai

Frank Baasner

Podiumsdiskussion mit Frank Baasner und der Journalistin Annika Joeres „Vive la famille – Was wir von den Franzosen übers Familienglück lernen können", Kulturzentrum, Ludwigsburg

1.9. Veranstaltungen mit dem Institut du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (INTEFP)

Seit 2014 arbeitet das dfi mit dem „Institut du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle" (INTEFP), dem Aus- und Fortbildungszentrum des französischen Arbeitsministeriums, zusammen. Konkret geht es dabei um eine einjährige Fortbildung, die sich Fragen des sozialen Dialogs, der Arbeitsbeziehungen sowie der Veränderung der Arbeitswelt widmet und an dem französische Gewerkschafter, Personalverantwortliche und Unternehmensverbandsvertreter sowie Repräsentanten des französischen Staates und der Gebietskörperschaften teilnehmen.

Im Rahmen der 34. Auflage des nationalen Fortbildungsprogramms von Juni 2015 bis Juni 2016 standen dezentrale Akteursnetzwerke zur Förderung der wirtschaftlichen Entwicklung und des Arbeitsmarkts im Mittelpunkt. Mit Dominik Grillmayer (dfi) war erstmals ein nicht französischer Vertreter in den wissenschaftlichen Beirat berufen worden, um die spezifisch französische um eine internationale Perspektive in Bezug auf lokale Kooperationsstrukturen zu ergänzen.

Studienreise nach München
Im Januar 2016 kam die Gruppe nach München, um sich über die Zusammenarbeit öffentlicher und privater Akteure in den Bereichen Innovation, Ausbildung, Arbeitsbeziehungen und Arbeitsmarkt zu informieren. In diesem Rahmen fanden u.a. Gespräche mit Vertretern des Bayerischen Arbeitsministeriums sowie des Bayerischen Wirtschaftsministeriums, der IHK, des Jobcenters und der Agentur für Arbeit statt.

Zusammen mit den Verantwortlichen des INTEFP entwickelte Dominik Grillmayer das Programm und koordinierte die Termine mit den verschiedenen Gesprächspartnern in München. Da sich der Wandel der Berufsbilder in Zeiten der Digitalisierung immer rascher vollzieht und Qualifizierung der beste Schutz vor Arbeitslosigkeit ist, kommt der Anpassungsfähigkeit des Ausbildungssystems an die Bedürfnisse der Wirtschaft eine zentrale Rolle zu. Entsprechend rückte im Verlauf der Woche auch mehrfach das deutsche Berufsbildungssystem in den Mittelpunkt des Interesses. Vorträge zu dessen Funktionsweise wurden ergänzt durch Besuche von Aus- und Fortbildungseinrichtungen.

Ein Schlüssel für das Verständnis regionaler und lokaler Netzwerke ist ferner die Kooperation der Sozialpartner. Entsprechend standen auch Gespräche mit Vertretern von Arbeitgebern und Arbeitnehmern auf der Agenda. Ein weiteres wichtiges Element war die Kooperation zwischen Unternehmen sowie zwischen Ausbildungs- bzw. Forschungseinrichtungen und Unternehmen.

Kolloquium in Paris
Am 16. Juni fand in der Maison de la Chimie in Paris dann ein eintägiges Kolloquium statt, das den Abschluss der einjährigen Fortbildung bildete. Frank Baasner und Dominik Grillmayer vom dfi beleuchteten vor rund einhundert Zuhörern die Situation in Deutschland.

Die Schlussfolgerungen der Fortbildungsteilnehmer werden nun in einer vom INTEFP in Kooperation mit dem CEREQ und dem dfi koordinierten Veröffentlichung gebündelt, die voraussichtlich zu Beginn des zweiten Quartals 2017 erscheint.

Im Dezember 2016 startete die 35. Auflage des Fortbildungsprogramms, das sich mit den Folgen des digitalen Wandels auseinandersetzt. Das dfi ist erneut im wissenschaftlichen Beirat vertreten und wird im Rahmen eines der fünf Fortbildungsmodule die Maßnahmen vorstellen, die in Deutschland von Politik und Wirtschaft zur Gestaltung dieses Wandels ergriffen werden.

6. Mai

Stefan Seidendorf

Vortrag: „La France, l'Allemagne et l'avenir de l'Europe", Europe Ensemble, Blois

10. Mai

Xavier Froidevaux, Martin Villinger

Besuch einer Schülergruppe aus Weil der Stadt im dfi, Ludwigsburg

1.10. Assemblée générale du dfi et discours de Philippe Richert, Président de la Région Grand Est et Président de Régions de France

Perpétuant la tradition des grands discours sur l'Europe prononcés à Ludwigsburg depuis celui du général de Gaulle en 1962, le président du conseil régional du Grand Est, Philippe Richert, s'est adressé en allemand à son auditoire lors de l'assemblée générale de l'Institut franco-allemand le 21 novembre. Après une introduction du président du dfi, Erwin Teufel, il a exposé dans la salle comble de la Musikhalle de Ludwigsburg les enjeux qui découlent pour lui en tant qu'Alsacien de la fusion de sa région natale avec les deux anciennes régions Champagne-Ardenne et Lorraine – sans oublier les défis qui en résultent pour les voisins européens de la nouvelle région « Grand Est ».

Richert n'a pas eu peur d'énoncer des vérités fondamentales : « Tout l'avenir de l'Europe se joue autour de la capacité de la France et de l'Allemagne à échanger leurs points de vue, à définir une stratégie commune et à reprendre l'initiative d'un commun accord ». Pourquoi ? « Il incombe à la France et à l'Allemagne de faire avancer l'Europe. Personne ne le fera à leur place. »

Le discours de Richert n'était cependant en aucune façon un « discours de circonstance pro-européen » – le président du conseil régional n'a pas été avare de critiques ni de paroles fortes, sans pour autant verser dans le populisme « contre Bruxelles » ou « les technocrates » ou nier les responsabilités de l'Europe dans sa propre situation : nous ne devons pas « condamner ceux qui votent en France pour le Front National et en Allemagne pour l'AFD. Hier encore, ils nous donnaient leur voix. Hier encore, ils nous offraient leur confiance. Nous avons perdu leur confiance. Ils se sont détournés de nous. »

Contre la tentation populiste, Richert mise sur le travail commun et sur une Europe qui suscite l'enthousiasme ; une Europe pour les citoyens, une Europe capable d'agir politiquement : « Nous avons besoin d'une Europe qui permette à chacun d'entre nous d'avancer avec le but de dépasser les frontières et de créer à long terme des espaces de vie communs. ». Si l'on accepte cela, alors une chose est sûre : « L'UE a fait ses preuves essentiellement grâce à deux formes de politique : la politique de cohésion sociale et la politique agricole. Nous n'avons pas le droit de renoncer à ces deux axes. Si nous devions le faire, cela reviendrait à condamner l'Europe à l'inaction. »

Enfin, il a exposé son projet pour la nouvelle grande région à l'ouest du Bade-Wurtemberg. Chacun a pu apprécier à quel point Richert considère le Grand Est comme une région d'excellence en France et en Europe en matière de recherche, d'innovation et de compétitivité. Le grand projet français d'« usine du futur » et les objectifs extrêmement ambitieux d'offrir un accès généralisé à internet à haut débit illustrent cette exigence. Cependant, Richert fonde sa conviction que l'on peut remporter les enjeux actuels et futurs sur une autre raison. Lorsqu'on lui demande pourquoi c'est précisément lui qui devrait réussir à créer la première région plurilingue de France, il répond : « Parce que je crois en l'Europe ». Si cette croyance était plus répandue, il déplacerait des montagnes...

Le discours de Philippe Richerts en allemand et en français peut être téléchargé sur la page web du dfi, www.dfi.de.

17. Mai

Frank Baasner

Moderation des Podiums für deutsch-französische Wirtschaftsbeziehungen, Wirtschaftsrat, Saarbrücken

23. – 24. Mai

Martin Villinger

Atelier bei der Tagung „Standardsituationen im bilingualen Sachfachunterricht erfolgreich gestalten!", des Goethe-Instituts Paris und Libingua, Hessische Lehrkräfteakademie Weilburg

1.10. Mitgliederversammlung und Vortrag von Philippe Richert, Präsident des Regionalrats der „Region Grand Est" und Präsident der „Association des Régions de France" zum Thema „Die neuen französischen Großregionen, die grenzüberschreitende Zusammenarbeit und Europa"

Ganz in der Tradition der großen Ludwigsburger Europareden seit General de Gaulle 1962 wandte sich der Präsident der französischen Region Grand Est, Philippe Richert, auf der Mitgliederversammlung des deutsch-französischen Instituts am 21. November auf Deutsch an seine Zuhörer. Eingeführt durch den Präsidenten des dfi, Erwin Teufel, vermittelte er im bis auf den letzten Platz besetzten Saal der Ludwigsburger Musikhalle die Herausforderungen, die sich für ihn als Elsässer durch die Zusammenlegung seiner Heimatregion mit den beiden Regionen Champagne-Ardenne und Lothringen ergeben – ohne die Herausforderungen zu vergessen, die daraus für die Nachbarn der neuen Region „Grand Est" in Europa entstehen.

Dabei hatte Richert keine Angst vor grundsätzlichen Wahrheiten: „Die gesamte Zukunft Europas dreht sich um die Fähigkeit von Frankreich und Deutschland, ihre Gesichtspunkte auszutauschen, eine gemeinsame Strategie festzulegen und im Einvernehmen die Initiative wieder zu ergreifen". Warum? „Es obliegt Frankreich und Deutschland, Europa voranzubringen. Keiner wird es an ihrer Stelle tun."

Die Rede Richerts war dabei mitnichten eine „europäische Sonntagsrede" – der Regionalratspräsident sparte nicht mit Kritik und deutlichen Worten, ohne in Populismus „gegen Brüssel" oder „die Technokraten" abzugleiten oder eigene Verantwortlichkeiten am Zustand Europas zu leugnen: Wir dürfen „diejenigen, die in Frankreich den Front National und in Deutschland die AFD wählen, nicht verurteilen. Gestern noch gaben sie uns ihre Stimmen. Gestern noch schenkten sie uns ihr Vertrauen. Wir haben ihr Vertrauen verloren. Sie haben sich von uns abgewandt."

Gegen populistische Verführer setzt Richert auf gemeinsame Arbeit und ein Europa, das begeistert; ein Europa für die Menschen, ein Europa, das politisch handeln kann: „Wir brauchen ein Europa, das einem jeden von uns ein Vorwärtskommen ermöglicht, mit dem Ziel, Grenzen zu überwinden und langfristig gemeinsame Lebensräume zu gestalten". Lässt man sich darauf ein, dann stehe fest: „Die EU hat sich im Wesentlichen durch zwei Formen der Politik bewährt: durch die soziale Kohäsionspolitik und durch die Landwirtschaftspolitik. Wir haben nicht das Recht auf diese zwei Formen zu verzichten. Würden wir es jemals tun, hieße dies, Europa zur Tatenlosigkeit zu verurteilen."

Schließlich erläuterte er sein Projekt für die neue große Region im Westen Baden-Württembergs. Dabei wurde deutlich, wie sehr Richert den Grand Est als französische und europäische Spitzenregion im Hinblick auf Forschung, Innovation und Wettbewerbsfähigkeit versteht. Das größte französische Projekt zur „Fabrik der Zukunft" und die überaus ambitionierten Ziele bei der flächendeckenden Versorgung mit Ultrabreitband-Internet illustrieren diesen Anspruch. Seine Überzeugung, dass die aktuellen und zukünftigen Herausforderungen gemeistert werden können, bezieht Richert jedoch aus einer anderen Quelle. Gefragt, warum ausgerechnet ihm die Schaffung der ersten mehrsprachigen Region Frankreichs gelingen sollte, antwortet er: „Weil ich an Europa glaube". Gäbe es nur mehr von diesem Glauben, er würde Berge versetzen...

Das Manuskript der Rede Philippe Richerts kann auf Deutsch und Französisch auf der Webseite des dfi, www.dfi.de, heruntergeladen werden.

30. Mai – 2. Juni

Forschungsseminar der Universität des Saarlandes in der Frankreich-Bibliothek zum Thema „Der Front National, Wandel der politischen Kultur in Frankreich?", Studentengruppe mit Prof. Dr. Hüser und Prof. Dr. Gilzmer im dfi, Ludwigsburg

1. Juni

Martin Villinger

Vortrag „Die Frankreich-Bibliothek des Deutsch-Französischen Instituts in Ludwigsburg: zentrales Arbeitsinstrument für Landeskunde und Kulturwissenschaft des französischen und frankophonen Raums", Universität Kassel

1.11. Séminaire de clôture de la session 2016 et rencontre des anciens du programme pour jeunes journalistes à Rome

Le programme pour jeunes journalistes, qui, en coopération et avec le soutien de la Robert Bosch Stiftung, rassemble depuis 10 ans à un rythme annuel 20 journalistes venus d'Allemagne, de France, plus récemment de Tunisie et du Maroc et depuis 2016 également d'Italie, pour des séminaires intensifs à Berlin, Paris et depuis peu en Italie, souhaite permettre aux participants de poser un regard sans filtre, immédiat et intense sur l'actualité européenne. Le groupe s'est rendu à Rome du 23 au 27 novembre pour une série de rencontres avec des responsables de la politique italienne.

Berlin et Paris passent pour être les deux pôles de l'axe franco-allemand. Or, tous les Européens se rendent compte depuis quelques années que la fonction de leader de l'Allemagne et de la France risque toujours soit d'être perçue comme une domination, soit au contraire d'être trop faible pour assumer véritablement un rôle directeur dans une Europe des 28. C'est pourquoi, après mûre réflexion, le programme s'est ouvert à l'Italie.

La pertinence du lieu et de la thématique étaient évidentes : sans une Italie en bonne santé économique et stable sur le plan politique, la zone euro et l'UE n'ont globalement pas de bonnes perspectives d'avenir. C'est pourquoi le reste des Européens ne peut pas être indifférent au fait de savoir si l'endettement public est ou non maîtrisé, si le gouvernement sera à nouveau dissous et si l'humoriste et militant politique Beppe Grillo, certes populaire mais dépourvu de tout plan, aura l'opportunité de saisir sa chance à l'occasion des nouvelles élections anticipées.

Le séminaire a tourné autour de la politique actuelle de l'Italie. La visite a commencé par une entrevue à la Cour constitutionnelle de la République italienne en présence de Daria de Pretis, juge à la Cour constitutionnelle – le président de la plus haute juridiction d'Italie, Paolo Grossi, a tenu à saluer en personne notre groupe, en français. Madame de Pretis a ensuite défini en toute clarté le rôle et la tâche de la Cour constitutionnelle, tout en glissant régulièrement des comparaisons avec l'Allemagne et la France. Du domaine institutionnel, le programme a bifurqué vers la pratique de la politique gouvernementale. L'entretien avec Sandro Gozi, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, à propos de la politique européenne de l'Italie a montré clairement qu'une nouvelle génération d'Européens convaincus mais aussi impatients imprime sa marque sur le gouvernement. L'après-midi, le préfet Morcone, chargé de la politique d'immigration et de l'accueil des réfugiés en Italie, a présenté l'approche italienne sur la question des réfugiés : mise en œuvre totale des décisions prises au niveau européen, mais refus de la demande de détenir contre leur volonté et après leur enregistrement les réfugiés qui arrivent. Le lendemain, le groupe était à la Chambre des députés pour participer à un entretien avec la présidente du groupe parlementaire du parti « Movimento 5 Stelle », Giulia Grillo. Cet entretien était pour les participants intéressant dans la mesure où ce parti récent a certes des exigences morales très élevées, mais manifestement peu de connaissances des relations internationales et de la réglementation européenne. Suite à cela, le groupe s'est rendu au Ministère du développement économique, où lui ont été présentés des plans très détaillés pour dynamiser l'économie italienne.

Depuis le gouvernement Renzi a été remplacé, suite à l'échec au référendum, par un gouvernement dirigé par l'ancien ministre des Affaires étrangères Gentiloni. Il n'est pas du tout clair, par contre, si l'année 2017 verra des élections anticipées, si le futur immédiat de l'Italie sera dominé par la stabilité ou des bouleversements politiques.

2. – 3. Juni

Jahrestagung des dfi „Sozial- und Solidarwirtschaft (SSW) in Frankreich und Europa. Vielversprechender Weg aus der Krise oder ‚im Westen nichts Neues'?" im dfi, Ludwigsburg

2. Juni

Öffentliche Vortragsveranstaltung mit Prof. Dr. Lars Feld, Direktor des Walter Eucken Instituts und Mitglied des Sachverständigenrates der Bundesregierung zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung „Brauchen wir mehr Gemeinnützigkeit? Der dritte Sektor im gesamtwirtschaftlichen Vergleich", Residenzschloss Ludwigsburg

1.11. Abschlussseminar des Jahrgangs 2016 und Treffen der Ehemaligen des Nachwuchsjournalisten-Programms in Rom

Das Programm für Nachwuchsjournalisten, das in Zusammenarbeit und mit Unterstützung der Robert Bosch Stiftung seit 10 Jahren im jährlichen Rhythmus 20 Journalisten aus Deutschland, Frankreich, später auch Tunesien und Marokko, seit 2016 auch aus Italien, für intensive Seminare in Berlin, Paris und neuerdings Italien zusammenbringt, will den Teilnehmern einen unmittelbaren, intensiven und unverstellten Blick auf die Aktualität Europas ermöglichen. Vom 23. bis 27. November war die Gruppe zu Treffen mit wichtigen Vertretern der italienischen Politik in Rom.

Berlin und Paris gelten als die beiden Pole der deutsch-französischen Achse – aber es ist allen Europäern seit einigen Jahren bewusst, dass die Führungsrolle Deutschlands und Frankreichs immer Gefahr läuft, entweder als Direktorium empfunden zu werden oder aber zu schwach zu sein, um in einem Europa der 28 wirklich Leitungsfunktion zu übernehmen. Deshalb ist das Programm nach reiflicher Überlegung nach Italien geöffnet worden.

Die Relevanz des Ortes Rom und der Thematik Italien lag auf der Hand: Ohne ein wirtschaftlich gesundes und politisch stabiles Italien haben die Eurozone und die EU insgesamt keine gute Zukunft. Deshalb kann es den übrigen Europäern auch nicht gleichgültig sein, ob die Staatsverschuldung völlig aus dem Ruder läuft, ob die Regierung schon wieder gekippt wird und ob der zwar populäre, doch planlose Politclown Beppe Grillo die Chance für vorgezogene Neuwahlen bekommt.

Das Seminar drehte sich um die aktuelle Politik Italiens. Der Besuch begann mit einem Gespräch im italienischen Verfassungsgericht mit der Verfassungsrichterin Daria de Pretis – der Präsident des höchsten italienischen Gerichts, Professor Grossi, hat es sich nicht nehmen lassen, unsere Gruppe persönlich in französischer Sprache zu begrüßen. Frau de Pretis erläuterte anschließend in vorbildhafter Klarheit die Rolle und Aufgabe des Verfassungsgerichts, wobei sie immer wieder Vergleiche zu Deutschland und Frankreich einfließen ließ. Von der institutionellen Ordnung führte das Programm in die Praxis der Regierungspolitik. Das Gespräch mit Europa-Staatsminister Sandro Gozi zur italienischen Europapolitik machte deutlich, dass hier eine neue Generation überzeugter, aber auch ungeduldiger Europäer die Regierung prägen. Am Nachmittag erläuterte der für die Einwanderungspolitik und Flüchtlingsaufnahme Italiens zuständige Präfekt Morcone den italienischen Ansatz in der Flüchtlingsfrage: völlige Umsetzung der auf europäischer Ebene getroffenen Entscheidungen, aber Verweigerung gegenüber der Forderung, die ankommenden Flüchtlinge nach der Registrierung entgegen ihrem Willen festzuhalten. Am folgenden Tag war die Gruppe im Abgeordnetenpalast zu einem Gespräch mit der Fraktionsvorsitzenden der Partei „Movimento 5 Stelle“, Giulia Grillo. Das Gespräch war für die Teilnehmer insofern interessant, als diese junge Partei zwar einen sehr hohen moralischen Anspruch, aber offensichtlich wenige Kenntnisse über die internationalen Zusammenhänge und das europäische Regelwerk hat. Im Anschluss ging es zum Ministerium für wirtschaftliche Entwicklung, wo sehr detaillierte und durchdachte Pläne für die Dynamisierung der italienischen Wirtschaft vorgestellt wurden.

Seitdem ist die Regierung Renzi durch ein neues Kabinett unter Gentiloni abgelöst worden. Ob es vorgezogene Neuwahlen gibt und ob das Jahr 2017 für Italien stabile oder unberechenbare Verhältnisse bringen wird, ist völlig offen.

7. Juni

Lesung / Vortrag mit Philippe Gustin „Frankreich-Deutschland. Der Neustart des europäischen Motors“ im dfi, Ludwigsburg

9. Juni

Frank Baasner, Martin Villinger

„Märwertstunde“ im Rahmen des Deutsch-Französischen Märchenfestivals mit Schülern des Goethe-Gymnasiums „Welche Werte sollten Gesellschaft und Wirtschaft bestimmen?“ im dfi, Ludwigsburg

2. Activités et grands axes thématiques du dfi

2.1. Les activités du dfi

Le dfi est un centre indépendant de recherche et d'expertise dédié aux relations franco-allemandes dans le contexte européen. Il rassemble et présente les connaissances disponibles sur cette thématique, et les enrichit grâce à sa propre activité de recherche. Il aborde des thèmes qui agitent le débat public, sur lesquels il forge ses propres positions, et il contribue activement à la formation de la volonté politique. Depuis 68 ans, le dfi est l'un des acteurs centraux dans le réseau diversifié de la coopération franco-allemande.

La bibliothèque spécialisée du dfi, publique, offre aux chercheurs ainsi qu'à tout public intéressé un fonds de qualité et des ressources exhaustives. L'indexation, effectuée par la bibliothèque, des ressources intéressantes concernant l'actualité en Allemagne, en France et dans l'Union européenne constitue un outil indispensable à notre travail.

2.1.1. Conseil et expertise scientifique

L'actualité politique était au cœur des débats auxquels a participé le dfi : Quelles sont les répercussions de la réforme territoriale française sur la coopération avec l'Allemagne? Comment faut-il comprendre les primaires dans la campagne présidentielle française ? Est-ce que les gouvernements allemands et français pourront surmonter les défis liés à l'islamisme radical, au terrorisme, aux guerres et aux réfugiés? Comment doit-on traiter les mouvements populistes en Europe ? Des journalistes ainsi que des acteurs du secteur public comme du secteur privé ont manifesté leur intérêt pour les positions et les expertises scientifiques du dfi. L'excellent réseau relationnel que l'Institut cultive dans le monde de la politique, de l'économie et de la société garantit l'actualité et la fiabilité des informations diffusées ainsi que le caractère pratique des analyses. Le dfi n'est lié à aucun parti, ce qui assure la parfaite indépendance politique de ses prises de position.

Les médias ont régulièrement recours aux évaluations et aux analyses dûment étayées du dfi. Ainsi, on dénombre en 2016 plus de 200 rapports, citations et interventions des collaborateurs du dfi dans la presse, à la radio, à la télévision et sur différents sites internet. Des quotidiens tels que La Croix, Dernières Nouvelles d'Alsace (DNA), Le Monde, Libération, Badische Zeitung, Frankfurter Neue Presse, Rhein-Neckar-Zeitung, Die Rheinpfalz, Reutlinger Generalanzeiger, Saarbrücker Zeitung, Stuttgarter Nachrichten, Stuttgarter Zeitung, Südwest Presse, der Tagesspiegel, Westfälische Nachrichten, des hebdomadaires comme Challenges, Le Point, des pages internet comme 20 minutes, atlantico.fr, Eurojournalist, Handelsblatt, Schwäbische Zeitung, sfr.ch, Sputniknews.com, Presseportal, et des stations de radio et chaîne de télévision telles que Deutsche Welle, SFR 1, SFR 4, Deutschlandfunk, rfi, Radio Télévision Suisse (RTS), Radio France Internationale, BR, HR, MDR, NDR, SR, SWR, WDR, France Culture, Arte, BFM, ntv, 3 Sat, ORF (Österreich), RTBF (Belgien), TV 5 et ZDF, tous ont fait appel à l'expertise du dfi. Les contributions les plus significatives figurent dans la revue de presse du dfi, qui paraît deux fois par an.

2.1.2. Une plate-forme du dialogue entre acteurs ou pour des conférences, des séminaires et des présentations

Par ses conférences et ses séminaires, le dfi alimente le débat public sur des questions d'actualité. A cela s'ajoutent des colloques préparés en collaboration avec différents partenaires de projet. Lors de tous ces forums, le rôle du dfi ne se réduit pas à celui d'un expert scientifique, mais également comme celui d'un animateur et d'un organisateur, qui met sa longue expérience au service d'initiatives et de structures émanant de la société civile. Des représentants du monde de la recherche, de la politique, de l'économie et de la société ont ainsi l'opportunité de discuter ensemble et de mener un dialogue interculturel. C'est pour eux l'occasion d'échanger leurs points de vue et de présenter des options politiques ou des alternatives pour agir.

Les collaborateurs du dfi ont participé en 2016 à environ 60 podiums et colloques en tant qu'animateurs ou intervenants. Ces manifestations se sont déroulées en Allemagne et en France, en Autriche, en Italie et en Suède. Le travail accompli au sein des réseaux de discussion contribue pour beaucoup à l'émergence d'un public spécialisé européen.

9. Juni

Frank Baasner

Vortrag „Frankreich in der Krise", IHK Ludwigsburg

10. Juni

Stefan Seidendorf

Vortrag „In Vielfalt geeint: Über den demokratischen Umgang mit Differenz" im Rahmen des Deutsch-französischen Graduierten-Colloquiums 2016: Konstellationen der Souveränität in Europa, Internationales Zentrum für Kultur- und Technikforschung – IZKT – Universität Stuttgart

2. Aktionsformen und thematische Schwerpunkte des dfi

2.1. Aktionsformen des dfi

Das dfi ist ein unabhängiges Forschungs- und Beratungszentrum zu den deutsch-französischen Beziehungen im europäischen Umfeld. Es sammelt und dokumentiert das zum Thema verfügbare Wissen und erweitert es durch eigene Forschung. Es greift Themen der öffentlichen Debatte auf, erarbeitet dazu eigene Positionen und Stellungnahmen und wirkt aktiv an der politischen Willensbildung mit. Seit 68 Jahren ist das dfi einer der zentralen Akteure im vielfältigen Geflecht der deutsch-französischen Zusammenarbeit.

Die gut sortierte Spezial-Bibliothek des dfi ist öffentlich und bietet Wissenschaftlern und allen Interessierten wertvolle Ressourcen. Die durch die Bibliothek geleistete Erschließung der verlässlichen Quellen zur Aktualität in Deutschland, Frankreich und der Europäischen Union ist für unsere Arbeit eine unverzichtbare Voraussetzung.

2.1.1. Beratung und wissenschaftliche Expertise

Die politische Aktualität stand im Fokus der Debatten, an denen das dfi beteiligt war: Wie wirkt sich die französische Territorialreform auf die Zusammenarbeit mit Deutschland aus? Wie muss man die Vorwahlen im französischen Präsidentschaftswahlkampf verstehen? Können die deutsche und französische Regierung die großen Aufgaben bewältigen, die mit Islamismus, Terror, Krieg und Flüchtigen in Zusammenhang stehen? Wie soll man mit den populistischen Bewegungen in Europa umgehen? Journalisten, öffentliche und private Stellen interessieren sich für die wissenschaftlich fundierten Stellungnahmen und Expertisen des dfi. Die ausgezeichnete Vernetzung des Instituts in Politik, Wirtschaft und Gesellschaft garantiert aktuelle und verlässliche Informationen sowie praxisnahe Analysen. Das dfi ist nicht parteilich gebunden und somit in seinen Stellungnahmen politisch unabhängig.

Die Medien greifen regelmäßig auf die fundierten Analysen und Einschätzungen des dfi zurück. Mehr als 200 Berichte, Zitate und Interviews der dfi-Mitarbeiter sind im Jahr 2016 in Zeitungen, im Rundfunk, im Fernsehen und auf unterschiedlichen Internetplattformen erschienen. Tageszeitungen wie La Croix, Dernières Nouvelles d'Alsace (DNA), Le Monde, Libération, Badische Zeitung, Frankfurter Neue Presse, Rhein-Neckar-Zeitung, Die Rheinpfalz, Reutlinger Generalanzeiger, Saarbrücker Zeitung, Stuttgarter Nachrichten, Stuttgarter Zeitung, Südwest Presse, der Tagesspiegel, Westfälische Nachrichten, Zeitschriften wie Challenges, Le Point, die Internetseiten von 20 minutes, atlantico.fr, Eurojournalist, Handelsblatt, Schwäbische Zeitung, sfr.ch, Sputniknews.com, Presseportal, sowie Radio-und Fernsehsender wie Deutsche Welle, SFR 1, SFR 4, Deutschlandfunk, rfi, Radio Télévision Suisse (RTS), Radio France Internationale, BR, HR, MDR, NDR, SR, SWR, WDR, France Culture, Arte, BFM, ntv, 3 Sat, ORF (Österreich), RTBF (Belgien), TV 5 und ZDF und haben die Fachkenntnisse der Experten des dfi genutzt. Die wichtigsten Beiträge sind im Pressespiegel des dfi dokumentiert, der zwei Mal im Jahr erscheint.

2.1.2. Plattform für den Dialog von Akteuren, für Vorträge, Seminare und Moderationen

Mit Vorträgen und Seminaren trägt das dfi zur öffentlichen Diskussion aktueller Fragen bei. Hinzu kommen Fachtagungen, die in Zusammenarbeit mit unterschiedlichen Projektpartnern vorbereitet werden. Bei all diesen Foren versteht sich das dfi nicht nur als wissenschaftlicher Experte, sondern auch als Moderator und Organisator, der seine langjährige Erfahrung für gesellschaftliche Initiativen und Strukturen nutzbar macht. Vertreter aus Forschung, Politik, Wirtschaft und Gesellschaft kommen so miteinander ins fachliche und interkulturelle Gespräch. Standpunkte werden ausgetauscht, politische Optionen sichtbar gemacht und Handlungsalternativen herausgearbeitet.

Vertreter des dfi sind 2016 bei circa 60 Podien und Kolloquien als Moderatoren und mit eigenen Vorträgen aufgetreten. Die Veranstaltungen haben in Deutschland und Frankreich, Österreich, Italien und in Schweden stattgefunden. Die Diskussionsnetzwerke liefern einen wichtigen Beitrag zur Schaffung einer europäischen Fachöffentlichkeit.

13. – 16. Juni

Forschungsseminar der Universität Kassel, Studentengruppe mit Prof. Dr. Requate im dfi, Ludwigsburg

oben: Sandro Gozi, italienischer Staatssekretär für Europäische Angelegenheiten, und die Nachwuchsjournalisten (Kap. 1.11).
unten: Die Teilnehmer des Seminars „On y va – auf geht's – let's go" in Straßburg (Kap. 1.4).

oben: Susi de Pretis; Daria de Pretis, Richterin am italienischen Verfassungsgericht; Frank Baasner, Direktor des dfi; Paolo Grossi, Präsident des italienischen Verfassungsgerichts (Kap. 1.11).

unten: Frank Baasner; Noëlle Lenoir, ehemalige französische Europaministerin; Peter Friedrich, ehemaliger Europaminister von Baden-Württemberg (Kap. 1.11).

oben: François Fillon, Abgeordneter von Paris, Kandidat bei der Präsidentschaftswahl 2017, und Stefan Seidendorf, dfi, bei der Präsentation von Azubi-BacPro (Kap. 1.5).
unten: Erwin Teufel und Prof. Dr. Lars P. Feld, Direktor des Walter-Eucken-Instituts, im Ludwigsburger Schloss (Kap. 1.7).

oben: Gespräche während der Jahrestagung (Kap. 1.6).
unten: Teilnehmerinnen der Jahrestagung am 3. Juni (Kap. 1.6).

oben links: Andreas Jung, MdB, Mitglied der CDU/CSU-Fraktion, Vorsitzender der deutsch-französischen Parlamentariergruppe beim Programm für Nachwuchsjournalisten in Berlin (Kap. 3.3).

oben rechts: Franziska Brantner, MdB, Mitglied der Fraktion Bündnis 90/Die Grünen, beim Programm für Nachwuchsjournalisten in Berlin (Kap. 3.3).

unten: Podiumsdiskussion mit Moderatorin Marie-Dominique Wetzel (SWR), Stefan Krämer, Wüstenrot Stiftung, und dem Oberbürgermeister der Stadt Karlsruhe, Frank Mentrup, bei der Buchpräsentation in Karlsruhe (Kap. 3.2).

oben: Botschafter S.E. Philippe Étienne bei der Ordensverleihung an Henrik Uterwedde (Kap. 1.1).
unten: Philipp Richert, Wolfgang Spec, Oberbürgermeister der Stadt Ludwigsburg, Frank Baasner und Erwin Teufel bei der Mitgliederversammlung (Kap. 1.10).

2.1.3. Recherche et dossiers thématiques sur l'actualité politique et sociale
Les contributions de l'institut au débat, sous forme de publications et de conférences, résultent de projets de recherche que le dfi mène de sa propre initiative ou en collaboration avec d'autres partenaires. Les méthodes de recherche et d'analyse sont orientées sur celles employées en sciences sociales et en sciences humaines. Les axes de travail de l'Institut sont variés et évoluent constamment, tout en s'ordonnant selon des domaines principaux (c.f. § 2.2.).

Missionné par des services gouvernementaux, des collectivités locales, des entreprises ou des associations, le dfi travaille sur des thématiques actuelles en lien direct avec les débats politiques qui se déroulent en Allemagne et en France. Il propose des publications régulières sous forme de séries telles que Aktuelle Frankreich Analyse (AFA), dfi compact et le Frankreich Jahrbuch. La bibliothèque propose en outre des dossiers thématiques régulièrement actualisés sur une sélection de sujets pertinents.

2.1.4. La Bibliothèque du dfi
La bibliothèque du dfi est une bibliothèque de référence d'ouvrages à consulter sur place, ce qui en fait un lieu idéal pour les chercheurs, les étudiants, les professeurs et les élèves (c.f. également § 4). Elle met à disposition un vaste choix de livres (environ 70.000 ouvrages), des abonnements (environ 250 revues spécialisées), des archives de presse (comptant pas loin de 600.000 articles et 2000 caricatures) et un riche fonds de « littérature grise ». Un catalogue en ligne permet des recherches précises dans l'ensemble de ce fonds.

En tant que bibliothèque spécialisée, elle trouve l'ensemble des questions et des aspects relatifs au thème des « relations franco-allemandes dans le contexte européen ». En 2016, les collaborateurs ont ainsi eu à répondre comme chaque année à des centaines de demandes émanant d'utilisateurs ainsi que d'institutions. Cela recouvre les renseignements par téléphone, la réalisation sur demande de bibliographies et de documentations sur des thèmes particuliers ou encore l'envoi postal de copies. Ces services sont facturés.

La bibliothèque du dfi est membre du FIV, réseau d'information spécialisée « Relations internationales et études régionales ».

2.1.5. Formation continue et transmission de compétences
Si l'Institut n'est pas un centre de formation à proprement parler et ne peut pas par conséquent délivrer de diplômes, il a en revanche acquis au fil des ans une solide expérience en tant qu'organisme de formation continue. Ses offres s'adressent principalement aux universités et établissements d'enseignement supérieur en France, en Allemagne et dans les autres pays européens, mais également aux cadres, qu'ils soient en entreprise ou dans l'administration. Les collaborateurs du dfi assurent la formation, participent à des conférences et proposent des séminaires intensifs.

Les entreprises privées peuvent s'adresser au dfi pour organiser des formations continues spécifiques adaptées à leurs besoins. Ces formations sont axées sur la compétence interculturelle et sur l'examen de dossiers thématiques et d'expertises sur des questions politiques et sociales actuelles. Il est possible d'organiser des séminaires ciblés sur la préparation de projets de coopération planifiés.

2.1.6. Séminaires pour journalistes et jeunes journalistes
En collaboration avec la Robert Bosch Stiftung, le dfi organise depuis plusieurs années des voyages en France destinés aux journalistes allemands, et des voyages en Allemagne pour les jeunes journalistes français. A cela viennent s'ajouter des voyages vers des pays voisins tels que l'Italie. De jeunes journalistes français et allemands se confrontent via un programme d'échange à l'actualité du pays voisin. Ils peuvent nouer des contacts avec des représentants politiques, économiques, médiatiques et de la société civile et ainsi se forger leur propre point de vue.

Ces voyages et séminaires permettent aux professionnels des médias d'accumuler de l'expérience dans un pays étranger et d'ébaucher un réseau d'interlocuteurs et de contacts potentiels, qui faciliteront par la suite leurs investigations.

16. Juni

Frank Baasner,
Dominik Grillmayer

Abschlusskolloquium INTEFP,
Paris

2.1.3. Forschung und Themendossiers zur politischen und gesellschaftlichen Aktualität

Die Beiträge des Instituts zur wissenschaftlichen Debatte in Form von Publikationen und Fachvorträgen gehen aus Forschungsprojekten hervor, die das dfi auf Eigeninitiative oder in Zusammenarbeit mit Partnern durchführt. Die Forschungs- und Analysemethoden sind sozial- und kulturwissenschaftlich ausgerichtet. Die Themen der wissenschaftlichen Arbeit des Instituts sind vielfältig und entwickeln sich kontinuierlich, lassen sich aber gewachsenen Schwerpunkten zuordnen (siehe hierzu 2.2.).

Im Auftrag von Regierungsstellen, Gebietskörperschaften, Unternehmen oder Verbänden bearbeitet das dfi aktuelle Themenkomplexe der politischen Debatte in Deutschland und Frankreich. Bewährte Publikationsformate sind die Aktuellen Frankreich Analysen (AFA), das dfi compact und das Frankreich Jahrbuch. Die Bibliothek bietet Themendossiers zu ausgewählten relevanten Sachbereichen an.

2.1.4. Die Frankreich-Bibliothek des dfi

Die Bibliothek des dfi ist eine Präsenzbibliothek und damit eine wichtige Anlaufstelle für Wissenschaftler, Studierende, Lehrer und Schüler (vgl. dazu auch Punkt 4). Sie hält ein breites Angebot von Büchern (etwa 70.000 Bände), Abonnements (rund 250 Fachzeitschriften), ein Pressearchiv (mit rund 600.000 Artikeln und 2.000 Karikaturen) und umfangreiche Bestände „grauer Literatur“ bereit. Der elektronische Katalog OPAC erlaubt eine präzise online- Recherche in ihren Beständen.

Die Frankreich-Bibliothek ist eine Spezialbibliothek. Sie versucht, alle Aspekte und Fragestellungen des Themas „deutsch-französische Beziehungen im europäischen Umfeld“ bestmöglich abzudecken. Die Mitarbeiter haben auch 2016 wieder hunderte Anfragen von individuellen und institutionellen Nutzern beantwortet. Dazu gehören telefonische Kurzauskünfte, die Bereitstellung spezieller Bibliografien und Materialsammlungen zu vorgegebenen Themen oder auch der Direktversand von Kopien. Anfallende Kosten werden in Rechnung gestellt.

Die Bibliothek des dfi ist Mitglied im Fachinformationsverbund „Internationale Beziehungen und Länderkunde“.

2.1.5. Fortbildung und Vermittlung von Schlüsselkompetenzen

Das Institut ist selbst keine Ausbildungsstätte und kann daher keine Diplome vergeben, allerdings hat es als Fortbildungseinrichtung seit Jahrzehnten Erfahrungen gesammelt. Seine Angebote richten sich überwiegend sowohl an Universitäten und Hochschulen in Frankreich, Deutschland und weiteren europäischen Ländern, als auch an Führungskräfte aus Unternehmen und Verwaltung. Die Mitarbeiter des dfi nehmen Lehraufträge wahr und bieten Gastvorträge und Intensivseminare an.

Privatunternehmen können spezifische und auf ihre Bedürfnisse abgestimmte Fortbildungen beim dfi anfordern. Dabei geht es um interkulturelle Kompetenz und um die Aufbereitung von thematischen Dossiers und Expertisen zu aktuellen Fragen der Politik und Gesellschaft. Seminare für die gezielte Vorbereitung geplanter Kooperationen sind möglich.

2.1.6. Seminare für Journalisten und Nachwuchsjournalisten

In Zusammenarbeit mit der Robert Bosch Stiftung richtet das dfi seit vielen Jahren Reisen für deutsche Journalisten nach Frankreich und für Franzosen nach Deutschland aus. Journalistenreisen in andere Nachbarstaaten wie Tunesien und Italien sind hinzugekommen. Nachwuchsjournalisten aus Frankreich, Deutschland und Italien werden in einem Austauschprogramm an die Aktualität der beteiligten Länder herangeführt. Sie sollen Kontakte mit Vertretern aus Politik, Wirtschaft, Gesellschaft, Medien knüpfen und sich selbst ein Bild von wichtigen Personen, Sachverhalten und Ereignissen machen.

Die Reisen und Studienprogramme erlauben, eigene Erfahrungen im anderen Land zu sammeln und ein Netz potenzieller Gesprächspartner aufzubauen, das journalistische Recherchen enorm erleichtert.

20. Juni

Frank Baasner, Dominik Grillmayer

Podiumsdiskussion mit dem Oberbürgermeister der Stadt Karlsruhe, Dr. Frank Mentrup und Dr. Stefan Krämer (Wüstenrot Stiftung): „Auf dem Weg zur nachhaltigen Stadt: Deutsche und französische Perspektiven“, Karlsruhe

23. – 24. Juni

Henrik Uterwedde

Eröffnungsvortrag der Tagung „Die Wettbewerbsfähigkeit der deutschen und französischen Automobilindustrie“, Eberhard Karls Universität Tübingen

2. Activités et grands axes thématiques du dfi

2.2. Les grands axes thématiques du dfi

2.2.1. Europe

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les tentatives pour organiser et consolider les rapports franco-allemands sont étroitement liées aux efforts pour parvenir à une réconciliation et à une entente durables au sein de l'Europe. Pour de nombreux observateurs, parvenir à surmonter l'antagonisme franco-allemand constituait la principale justification historique au projet d'intégration européenne. Inversement, la relation franco-allemande est considérée, aujourd'hui comme par le passé, comme le « moteur » de la construction européenne et comme à la pointe du lien toujours plus étroit unissant les États-nations européens. Les relations franco-allemandes ne peuvent donc être analysées sans prendre en compte leur place dans l'intégration européenne, et l'Union européenne et ses multiples facettes ne peuvent pas être comprises sans étudier systématiquement le rôle de la relation franco-allemande dans le processus d'intégration.

Dans le contexte actuel de crise, le dfi explore par différents projets de recherche deux axes thématiques : le premier porte, au plan de l'action gouvernementale, sur les questions de la résolution de la crise actuelle de l'UE et de sa forme à l'avenir. Au centre de cette réflexion, il s'agit de déterminer sous quelles conditions les nombreux instruments de coopération franco-allemande peuvent exercer une influence sur le développement de l'UE. D'autre part, le dfi oriente ses recherches sur les phénomènes de « rapprochement sociétal » dans l'Union européenne. Les questions de la légitimité de l'UE et de son acceptation, de son caractère démocratique et de son ancrage social sont étroitement liées à l'apparition en Europe de formes d'action et de contestation émanant de la société civile. A cela se rattachent aussi des études publiées sur le populisme et le séparatisme croissants dans plusieurs États membres (« Jeder für sich oder alle gemeinsam in der EU ? », Baden-Baden, ed. Nomos 2013).

Contact : Stefan Seidendorf (seidendorf@dfi.de)

2.2.2. Économie

L'approfondissement de l'Union économique et monétaire européenne et la mondialisation ont durablement modifié les conditions de la politique économique nationale.

De nos jours, les compétences nationales et européennes sont en général intimement imbriquées – à un degré variable d'un domaine à l'autre. La mondialisation des relations économiques a conduit à une intensification de la concurrence internationale. Ces évolutions soulèvent la question des capacités d'adaptation, et même des capacités de survie du « capitalisme rhénan » et du « capitalisme à la française ». De plus, depuis le début de la crise de la dette dans la zone euro, les chances et conditions de réalisation d'un modèle économique et social européen sont à nouveau l'objet de vives controverses. Enfin, l'attention se focalise de plus en plus sur les divergences entre les principes de réglementation dans la politique économique et monétaire européenne et sur la possibilité de leur convergence.

Les interactions entre processus d'intégration européenne, mondialisation et politiques économiques nationales sont au centre des travaux de ce domaine de compétence du dfi, tout comme les adaptations et réformes nécessaires en France et en Allemagne.

Principaux thèmes :

- Développement économique et politique économique en France et en Allemagne
- Relations entre État, économie et société : transformation des modèles de capitalisme
- Transformation de la politique économique : de la politique industrielle à la politique de compétitivité globale
- Mutations au sein des systèmes financiers et le rôle des banques
- Crise de la zone euro et avenir de l'UEM : positions allemandes et françaises
- Quelle politique économique pour l'Europe ?

Contact : Eileen Keller (keller@dfi.de)

23. – 24. Juni

Susanne Gehrig

Teilnahme am Deutsch-Französischen Dialog „Mehrsprachigkeit in Grenzregionen: Analyse, Politik, Praxis", Europäische Akademie Otzenhausen

24. Juni

Martin Villinger

Besuch einer Referendargruppe aus Rottweil im dfi Ludwigsburg

2. Aktionsformen und thematische Schwerpunkte des dfi

2.2. Die Themenschwerpunkte des dfi

2.2.1. Europa

Seit dem Ende des Zweiten Weltkrieges sind die Versuche, das deutsch-französische Verhältnis konstruktiv zu gestalten, eng mit den Bemühungen um eine weitergehende europäische Aussöhnung und Einigung verbunden. Für viele Beobachter war die Überwindung des deutsch-französischen Gegensatzes die wichtigste historische Einzelbegründung des europäischen Integrationsprojektes. Umgekehrt wurde und wird die deutsch-französische Beziehung als „Motor" der europäischen Einigung und Avantgarde der immer engeren Verbindung der europäischen Nationalstaaten angesehen. Die deutsch-französischen Beziehungen können deshalb nicht ohne ihre Einbettung in die europäische Integration analysiert werden, die Europäische Union und ihre vielfältigen Facetten können nicht ohne die systematische Untersuchung der Rolle der deutsch-französischen Beziehung für den Integrationsprozess verstanden werden.

In der aktuellen Krisensituation forscht das dfi mit verschiedenen Einzelprojekten zu zwei großen Themenkomplexen: Zum einen auf der Ebene des Regierungshandelns zu Fragen der Überwindung der gegenwärtigen Krise der EU und ihrer zukünftigen Gestalt. Im Mittelpunkt stehen dabei systematische Untersuchungen der Frage, unter welchen Bedingungen die zahlreichen deutsch-französischen Kooperationsinstrumente die Weiterentwicklung der EU beeinflussen können. Zum anderen forscht das dfi zu Fragen der „Vergesellschaftung" der Europäischen Union. Mit der Herausbildung zivilgesellschaftlicher Aktionsformen in der EU eng verbunden sind Fragen nach Legitimität und Akzeptanz der EU, nach ihrer demokratischen Qualität und sozialen Verankerung. Dazu gehören auch Studien zum wachsenden Populismus und Separatismus in mehreren EU-Mitgliedstaaten („Jeder für sich oder alle gemeinsam in der EU?", Baden-Baden: Nomos 2013).

Ansprechpartner: Stefan Seidendorf (seidendorf@dfi.de)

2.2.2. Wirtschaft

Die Vertiefung der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion und die Globalisierung haben die Bedingungen für nationale Wirtschaftspolitik nachhaltig verändert.

Heute sind nationale und europäische Kompetenzen in hohem Maße – wenn auch je nach Teilbereich unterschiedlich – verflochten. Mit der Globalisierung der Wirtschaftsbeziehungen hat sich der weltweite Standortwettbewerb intensiviert. Vor diesem Hintergrund stellt sich die Frage nach der Anpassungs- und Überlebensfähigkeit des „rheinischen Kapitalismus" und des „capitalisme à la française". Seit Beginn der Krise der europäischen Währung wird zudem wieder verstärkt über die Chancen und Realisierungsbedingungen eines europäischen Wirtschafts- und Sozialmodells diskutiert. Ferner geraten zunehmend die Unterschiede der ordnungspolitischen Grundansätze in der europäischen Wirtschafts- und Währungspolitik sowie die Möglichkeit ihrer Konvergenz in den Fokus.

Im Mittelpunkt des Arbeitsfeldes stehen die Wechselwirkungen zwischen europäischer Integration, Globalisierung und nationaler Wirtschaftspolitik sowie die notwendigen Anpassungen und Reformen in Frankreich und in Deutschland.

Thematische Schwerpunkte:

- Französische und deutsche Wirtschaftsentwicklung und Wirtschaftspolitik
- Staat, Wirtschaft und Gesellschaft: Kapitalismusmodelle im Wandel
- Wandel der Wirtschaftspolitik: von der Industrie- zur Standortpolitik
- Veränderungen in den Finanzsystemen und die Rolle der Banken
- Krise des Euroraums und Zukunft der Europäischen Währungsunion: deutsche und französische Positionen
- Welche Wirtschaftspolitik in Europa?

Ansprechpartner: Eileen Keller (keller@dfi.de)

1. Juli

Stefan Seidendorf

Teilnahme am Workshop „deutsch-französische Beziehungen", Association pour le progrès du management, Paris

2. – 3. Juli

Frank Baasner, Dominik Grillmayer, Eileen Keller, Valérie Lejeune, Stefan Seidendorf

Auftakttreffen Nachwuchsjournalisten-Programm, Berlin

2.2.3. Société

La mondialisation et la concurrence accrue entre sites d'activité qui en résulte ont entraîné des transformations profondes du monde du travail et placent l'État social traditionnel face à de nouveaux défis.

En France et en Allemagne, États où l'industrialisation est ancienne, ce sont aujourd'hui essentiellement les personnes peu qualifiées qui se retrouvent exclues durablement du marché du travail. A cela s'ajoutent les retombées du développement démographique sur le système de protection sociale, particulièrement lourdes en Allemagne. Cette situation a poussé les gouvernements des deux pays à engager une réforme du système de protection sociale et à chercher de nouvelles solutions en matière de politique d'emploi au cours des dernières années.

Le domaine thématique « société » se consacre aux évolutions dans ces domaines et en étudie les conséquences pour la cohésion sociale dans nos sociétés. Il se penche en particulier sur la question de savoir si les modèles d'intégration respectifs de la France et de l'Allemagne sont efficaces, ce dont on peut le mieux se rendre compte à l'échelle locale. C'est pourquoi, depuis de nombreuses années déjà, nous étudions de façon poussée les projets de développement urbain français et allemands qui se donnent pour but d'organiser la vie collective dans nos sociétés. Nous nous consacrons en particulier aux tensions qui accompagnent le changement démographique et l'immigration.

En même temps, le développement durable gagne de plus en plus en importance, entraînant des conséquences pour la population. A côté des questions économiques et sociales, il s'agit de tenir compte du quotidien des habitants, afin de rendre nos villes vivables et pas seulement viables. À cette condition seulement, la ville européenne, qui peut être considérée comme une réussite civilisationnelle, pourra se projeter dans l'avenir. Par conséquent, la dimension sociale du développement durable fait aussi partie de notre analyse.

Principaux thèmes :

- Les réformes politiques dans le domaine de la protection sociale : retraites / chômage / famille / système de santé
- Politique de l'emploi et chômage des jeunes
- Intégration et égalité des chances
- Développement urbain durable

Contact : Dominik Grillmayer (grillmayer@dfi.de)

2.2.4 Coopérations en contexte interculturel

Le partenariat franco-allemand et le discours sur la réconciliation qui a cours depuis des années sont de plus en plus considérés comme un modèle pour d'autres coopérations bilatérales. Ce que l'on y voit, c'est avant tout la capacité à surmonter les conflits historiques et les divergences d'intérêt de manière coopérative. Les récents travaux de recherche du dfi ont exploré cette question de manière plus systématique et ont en partie reconstitué les mécanismes et les éléments de cette coopération dès 2012 („Deutsch-Französische Beziehungen als Modellbaukasten?", publié par Stefan Seidendorf, Nomos Verlag, Baden-Baden). Cet ouvrage de recherche prend acte de l'intérêt croissant pour ce thème d'universités internationales, de gouvernements et d'entreprises. Celui-ci est paru en langue française. Dans d'autres recherches, nous allons analyser comment la coopération fonctionne malgré toute la diversité des systèmes. Ainsi les différences entre les cultures nationales et des institutions qui sont souvent évoquées ne seront pas au premier plan de cette analyse. Il faudra au contraire observer les mécanismes réels de coopération au niveau individuel, ainsi qu'au niveau organisationnel. L'hypothèse de base ici est que les mécanismes de collaboration réussie, au-delà des barrières linguistiques et culturelles sont étonnamment semblables dans leurs aspects essentiels – largement indépendantes de la culture d'origine des personnes impliquées.

Contacts : Frank Baasner (baasner@dfi.de),
Susanne Gehrig (gehrig@dfi.de)

3. – 9. Juli

Frank Baasner, Dominik Grillmayer, Valérie Lejeune

Seminar für französische und italienische Nachwuchsjournalisten, Berlin

8. – 9. Juli

Stefan Seidendorf

Atelier deutscher und französischer Thinktanks zur Zukunft der EU, Thinktanks Tandem II, Terra Nova / Institut Jacques Delors, Vaux-de-Cernay

2.2.3. Gesellschaft

Die Globalisierung und die daraus resultierende Verschärfung des weltweiten Standortwettbewerbs haben zu erheblichen Veränderungen der Arbeitswelt geführt und stellen den tradierten Sozialstaat vor große Herausforderungen.

In den alten Industriestaaten Frankreich und Deutschland bleiben heutzutage vor allem gering qualifizierte Menschen dauerhaft vom Arbeitsmarkt ausgeschlossen. Zusätzlich wirkt sich die demographische Entwicklung – vor allem in Deutschland – belastend auf die sozialen Sicherungssysteme aus. Vor diesem Hintergrund haben die Regierungen beider Länder in den vergangenen Jahren mit dem Umbau der Sozialsysteme begonnen und nach neuen Wegen in der Beschäftigungspolitik gesucht.

Das Arbeitsfeld „Gesellschaft" analysiert die Entwicklungen in diesen Bereichen und untersucht die Folgen für den sozialen Zusammenhalt unserer Gesellschaften. In diesem Kontext stellt sich auch verstärkt die Frage nach der Funktionsfähigkeit der jeweiligen Integrationsmodelle in Frankreich und Deutschland, die sich zuallererst auf lokaler Ebene erweist. Entsprechend beschäftigen wir uns schon seit vielen Jahren intensiv mit den Stadtentwicklungskonzepten beider Länder, die darauf abzielen, das künftige Zusammenleben der Menschen in unseren Gesellschaften zu organisieren. Der durch Zuwanderung und demographischen Wandel ausgelöste Anpassungsdruck steht dabei im Mittelpunkt.

Doch auch das Thema Nachhaltigkeit gewinnt immer mehr an Bedeutung, mit entsprechenden Folgen für die Bevölkerung. Neben wirtschaftlichen und finanziellen Fragen geht es um die Berücksichtigung der Lebensgewohnheiten der Menschen, um unsere Städte nicht nur lebensfähig, sondern vor allem lebenswert zu erhalten, und damit ein zivilisatorisches Erfolgsmodell zukunftsfest zu machen. Daher rückt auch die gesellschaftliche Dimension nachhaltiger Entwicklung zunehmend in den Fokus unserer Arbeit.

Thematische Schwerpunkte:

- Reformpolitiken im Bereich der sozialen Sicherung: Rente / Arbeitslosigkeit / Familie / Gesundheit
- Beschäftigungspolitik und Jugendarbeitslosigkeit
- Integration und Chancengleichheit
- Nachhaltige Stadtentwicklung

Ansprechpartner: Dominik Grillmayer (grillmayer@dfi.de)

2.2.4. Kooperationen im interkulturellen Kontext

Die deutsch-französische Partnerschaft und der über Jahrzehnte geführte Diskurs der Aussöhnung werden mehr und mehr als Vorbild für andere bilaterale Kooperationen gesehen. Gefragt ist dabei vor allem die Fähigkeit, historische Konflikte und Interessenunterschiede kooperativ zu überwinden. Jüngere Forschungen des dfi-Teams gehen dieser Frage systematisch nach und haben die Mechanismen und Bausteine dieser Kooperation bereits 2012 in Teilen nachgezeichnet. (Deutsch-Französische Beziehungen als Modellbaukasten, hrsg. von Stefan Seidendorf, Nomos Verlag, Baden-Baden). Das fachwissenschaftliche Buch trägt der wachsenden Nachfrage von internationalen Universitäten, Regierungen und Unternehmen Rechnung und ist auch in französischer Sprache erschienen. In weiteren Untersuchungen werden wir analysieren, wie trotz aller Systemunterschiede Kooperation gelingt. Dabei stehen nicht die bereits oft dargestellten Unterschiede zwischen nationalen Kulturen und Institutionen im Vordergrund, sondern die Mechanismen der Kooperation, die sowohl auf individueller Ebene als auch auf der Organisationsebene zu beobachten sind. Die Grundhypothese dabei ist, dass sich die Mechanismen erfolgreicher Zusammenarbeit über Sprach- und Kulturgrenzen hinweg in ihren wesentlichen Merkmalen erstaunlich ähneln – weitgehend unabhängig von der Ausgangskultur der beteiligten Personen.

Ansprechpartner: Frank Baasner (baasner@dfi.de), Susanne Gehrig (gehrig@dfi.de)

11. Juli

Xavier Froidevaux, Henrik Uterwedde, Martin Villinger

Besuch einer Referendargruppe vom Seminar Esslingen im dfi, Ludwigsburg

14. Juli

Frank Baasner

Vortrag „Europas Grundwerte" zum französischen Nationalfeiertag, Mitteltal

oben links: Abschluss-Seminar und Treffen der Ehemaligen des Programms für Nachwuchsjournalisten in Rom (Kap. 1.11).
oben rechts: Daria de Pretis und Frank Baasner beim Programm für Nachwuchsjournalisten in Rom (Kap. 1.11).
unten links: Stefan Seidendorf, dfi, im Gespräch mit Jean-Pierre Chevènement, Minister a.D. (Kap. 3.3).
unten rechts: Beim Programm für Nachwuchsjournalisten in Paris (Kap. 3.3).

16. Juli

Eileen Keller

Podiumsdiskussion „Europa am Scheideweg“ anlässlich eines Begegnungswochenendes mit den französischen Partnergemeinden in Walheim

20. Juli

Henrik Uterwedde

Moderation des 5. deutsch-französischen Wirtschaftsgesprächs „Die Umsetzung der Digitalisierung in der Praxis“, Institut Français Stuttgart

oben links: Beim Programm für Nachwuchsjournalisten in Berlin; eine geführte Tour durch das ARD-Hauptstadtstudio (Kap. 1.3).
oben rechts: Philipp Richert bei seinem Vortrag in der Musikhalle, Ludwigsburg (Kap. 1.10).
unten links: Die Organisatoren des On-y-va-Treffens, Susanne Binder, Susanne Gehrig, Bénédicte King (Kap. 1.4).
unten rechts: Stefan Seidendorf im Gespräch mit Prof. Adolf Kimmel während der Jahrestagung (Kap.1.6).

10. September

Stefan Seidendorf

Vortrag „France, Germany and European Integration“, Konrad-Adenauer-Stiftung, Straßburg

14. September

Stefan Seidendorf

Vortrag „Obstacles to European Integration: Youth unemployment and cross-border job markets“, Konrad-Adenauer-Stiftung, Straßburg

3. Projets de recherche

3.1. Projet « On y va – auf geht's – let's go! » – concours d'idées pour citoyens européens

La société européenne n'est pas seulement marquée par la stabilité de ses institutions mais aussi par des citoyens actifs. L'engagement de chacun de ces citoyens contribue à la vivacité du système démocratique. Les domaines politiques et économiques sont déjà très étroitement liés, surtout au niveau européen. Le réseau de la société civile est quant à lui encore à développer.

C'est pour cette raison que le programme « On y va – auf geht's – let's go! » souhaite encourager les citoyens à orienter leurs projets concrets vers l'international et à créer ce réseau de citoyens européens engagés.

Le concours d'idées est basé sur l'évaluation du programme antérieur, lancé en 2007 par la Robert Bosch Stiftung, dans le cadre duquel 58 projets, principalement franco-allemands ont été subventionnés. La nouvelle mouture du concours prend appui sur les expériences acquises dans la coopération franco-allemande et les développent en les rendant visibles pour d'autres partenaires. Dans le même temps le programme est caractérisé par un suivi étroit des équipes porteuses des projets et l'entretien actif du réseau par le biais d'une plateforme d'échanges en ligne. Sur la durée totale du programme (2015-2017), 24 projets recevront une subvention d'un montant maximal de 5 000 Euros chacun.

La participation au programme « On y va – auf geht's – let's go ! » se fait en deux étapes. Condition première est la formation d'une équipe composée d'une institution en Allemagne, une en France et une troisième venant d'un autre pays de l'Union Européenne. La participation d'une quatrième institution est possible, qu'elle soit européenne ou non. En outre, l'ouverture à l'internationale doit constituer une plus-value pour l'idée proposée et pour les acteurs impliqués et l'échange entre les participants doit être placé au premier plan. Après vérification des critères formels, les projets sont présentés sur le site Internet et soumis à un vote public. Les six projets qui reçoivent le plus grand nombre de voix sont subventionnés.

Au-delà du soutien financier, les équipes porteuses des projets prennent part à la plateforme d'échange en ligne, ont la possibilité de rendre compte de l'évolution de leurs activités et de se pencher sur des questions autour de l'engagement citoyen avec les anciens participants du programme. De plus, le dfi organise avec le soutien de la Robert Bosch Stiftung deux fois par an un séminaire, auxquels sont invités des représentants des projets subventionnés, mais aussi des anciens participants au concours et des personnes intéressées.

www.on-y-va-ensemble.eu

Contacts : Bénédicte King et Susanne Binder (ideenwettbewerb@dfi.de)

20. September

Henrik Uterwedde

Vortrag „Frankreichs Wirtschaftslage", Vereinigung der Französischlehrer Rheinland-Pfalz, Mainz

23. – 25. September

Frank Baasner, Susanne Binder, Susanne Gehrig, Bénédicte King

On y va – Auf geht's – Let's go ! Ideenwettbewerb für europäische Bürger - Concours d'idées pour citoyens européens – Ideas competition, Straßburg

3. Forschung und Projekte

3.1. „On y va – auf geht's – let's go!"– Ideenwettbewerb für europäische Bürger

Die europäischen Gesellschaften sind nicht nur von stabilen Institutionen, sondern auch von einer aktiven Bürgerschaft geprägt. Das Engagement jedes einzelnen Bürgers trägt zur Lebendigkeit des demokratischen Systems bei. Politik und Wirtschaft sind heute bereits international sehr eng vernetzt, vor allem auf europäischer Ebene. Im Bereich der aktiven Bürgerschaft ist das Netzwerk noch ausbaufähig.

Daher möchte der Ideenwettbewerb „On y va – auf geht's – let's go!" europäische Bürger dabei unterstützen, ihr Engagement in konkreten Projekten international auszurichten und gleichzeitig ein Netzwerk aus engagierten europäischen Bürgern zu etablieren.

Der Ideenwettbewerb basiert auf dem Vorgängerprogramm, initiiert von der Robert Bosch Stiftung, im Rahmen dessen seit 2007 58 überwiegend deutsch-französische Projekte gefördert wurden. Auf die Erfahrungen aus der deutsch-französischen Zusammenarbeit wird insofern aufgebaut, als diese für weitere Partner nutzbar gemacht werden. Gleichzeitig wird ein Schwerpunkt auf eine intensive Betreuung der Projektteams und eine aktive Pflege des gesamten Netzwerks mit Hilfe einer online Austauschplattform gelegt. In der Laufzeit von 2 Jahren (2015-2017) sollen 24 Kooperationsprojekte mit einer Höchstsumme von jeweils 5.000 Euro gefördert werden.

„On y va – auf geht's – let's go!" ist als zweistufiges Verfahren konzipiert. Bewerben können sich Teams, bestehend aus einem Partner in Deutschland, einem in Frankreich und einem dritten Partner aus einem weiteren EU-Mitgliedstaat. Die Einbeziehung zusätzlicher Partner, auch aus Nicht EU-Ländern, ist möglich. Weiterhin sollen der Mehrwert durch Internationalisierung, sowie der Austauschgedanke im Vordergrund des Vorhabens stehen. Erfüllen die Bewerbungen die formalen Kriterien, so werden die Projekte auf der Website des Programms vorgestellt und zur öffentlichen online Abstimmung zugelassen. Die sechs Projekte, die die meisten Stimmen erhalten, werden gefördert.

Neben der Förderung nehmen die Projektteams an der Austauschplattform teil, können dort über den Verlauf ihres Projekts berichten und gemeinsame Fragen auch mit ehemaligen Teilnehmern des Programms diskutieren. Gemeinsam mit der Robert Bosch Stiftung veranstaltet das dfi zudem zwei Mal im Jahr ein Seminar, an dem neben Vertretern der laufenden Projekte auch Ehemalige und weitere Interessenten teilnehmen können.

www.auf-gehts-mitmachen.eu

Ansprechpartner: Bénédicte King und Susanne Binder (ideenwettbewerb@dfi.de)

22. - 23. September

Eileen Keller

Workshop „Gesellschaft des 21. Jahrhunderts neu denken", Fondation Maison des sciences de l'homme und WZB Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung, Paris

25. September – 1. Oktober

Frank Baasner, Viktoria Ebel, Eileen Keller, Stefan Seidendorf

Seminar für deutsche und italienische Nachwuchsjournalisten, Paris

3.2. Stratégies pour un développement urbain durable en France et en Allemagne

Le développement urbain durable gagne en importance depuis une dizaine d'années, non seulement pour des raisons écologiques, mais aussi économiques. L'économie verte et la ville verte sont sur toutes les lèvres. Pour les communautés urbaines, cette étiquette peut aussi servir d'image de marque pour augmenter leur attractivité face à une compétition renforcée entre communes et régions en Europe.

C'est dans ce contexte que l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg (dfi) et la Fondation Wüstenrot ont réalisé, entre 2012 et 2015, un projet encourageant l'échange transfrontalier de connaissances et d'expériences et qui s'inscrivait dans une série de consultations entre communes allemandes et françaises sur des thématiques importantes relatives au développement urbain. Les résultats sont présentés dans une publication en français et en allemand parue en automne 2015 (« Stratégies pour un Développement urbain durable en France et en Allemagne », Dir.pub.: Wüstenrot Stiftung, Deutsch-Französisches Institut (dfi), 2015, 255 pages, Ill.). Elle résume les points communs et les différences sur la liste des priorités nationales, les structures de gouvernance ainsi que les défis économiques et sociaux qui se posent dans le cadre du débat sur la gestion durable, et les illustre à l'aide d'exemples concrets des villes impliquées dans l'échange.

En 2016, l'ouvrage a été présenté dans deux villes. C'est le maire de Bordeaux, Alain Juppé, qui a développé un intérêt marqué pour le développement durable dans l'agglomération de Bordeaux depuis sa première élection en 1995, qui avait lancé l'invitation pour une manifestation devant un public spécialisé le 15 mars dans les locaux de la communauté urbaine de « Bordeaux Métropole ». Lors d'une table ronde, trois des auteurs français (Jean-Baptiste Rigaudy, Sébastien Fournier et Laurent Gaillard) ont exposé les spécificités de leurs agglomérations respectives, Bordeaux, Lille et Grenoble. Le responsable du projet au dfi, Dominik Grillmayer, a quant à lui développé la perspective des études de cas allemandes. Au cours de la discussion animée par le journaliste Etienne Millien (Sud-Ouest), quelques points communs sont clairement apparus entre les villes concernées, en dépit de toutes leurs différences. Premier constat : la stratégie de développement durable doit prendre en compte au cas par cas les conditions géographiques, sociales et urbanistiques propres à chaque ville. Deuxièmement : beaucoup de choses dépendent des structures de gouvernance développées au sein des instances municipales. Troisièmement : les résultats sont surtout visibles dès lors que les maires élus peuvent suivre une stratégie à long terme et que les planifications ne sont pas complètement remises en question au moindre changement politique à la tête de la ville.

Le 20 juin, le maire de Karlsruhe, Frank Mentrup, a lancé l'invitation à une table ronde dans la salle de l'Hôtel de ville, à l'occasion de la publication de l'ouvrage collectif, afin de discuter sur la ville durable et des perspectives françaises et allemandes. Sous la direction de la journaliste de SWR Marie-Dominique Wetzel, Monsieur Mentrup, ainsi que Stefan Krämer de la Fondation Wüstenrot et Dominik Grillmayer (dfi) ont débattu des contraintes qui surviennent forcément au niveau local lorsqu'il s'agit de concilier des questions écologiques, économiques et sociales. On peut certes constater des différences dans les conditions générales auxquelles sont soumises les villes allemandes et françaises qui ont décidé de mettre en place ce processus – précisément au regard des marges de manœuvre au niveau local. Mais, même si les solutions développées par une commune ne se laissent jamais transposer telles quelles à une autre commune, des effets d'apprentissage intéressants se produisent constamment dans les échanges transfrontaliers sur les questions du développement urbain, qui peuvent inspirer des actions locales dans le pays voisin.

L'approche comparative entre des espaces urbains allemands, français ou situés dans d'autres régions européennes s'est donc avérée juste et fournira également à l'avenir des résultats féconds grâce à des échanges d'expériences. En 2017, le dfi et la Fondation Wüstenrot lanceront un nouveau projet qui sera consacré aux enjeux et défis rencontrés aujourd'hui par les grands pôles urbains.

Contact : Dominik Grillmayer (grillmayer@dfi.de)

5. Oktober

Frank Baasner

Vortrag „Die Arbeit des Deutsch-Französischen Instituts" für den Club Rotaract im dfi, Ludwigsburg

11. Oktober

Dominik Grillmayer

Vortrag „Nachhaltige Stadtentwicklung", Deutsch-Französisches Treffen des Projekts TANDEM, Ettlingen

3.2. Strategien für eine nachhaltige Stadtentwicklung in Deutschland und Frankreich

Nachhaltige Stadtentwicklung gewinnt seit einigen Jahren immer mehr an Bedeutung – nicht nur aus ökologischen, sondern auch aus ökonomischen Gründen. Die Begriffe „grüne Stadt“ und „grüne Wirtschaft“ sind in aller Munde. Für die Kommunen und Kommunalverbände kann dieses Label auch dazu beitragen, ihre Attraktivität angesichts des zunehmenden Wettbewerbs der Städte und Regionen in Europa zu steigern.

Vor diesem Hintergrund haben das Deutsch-Französische Institut und die Wüstenrot Stiftung in den Jahren 2012-2015 ein Projekt zum grenzüberschreitenden Wissens- und Erfahrungsaustausch durchgeführt, das sich in eine Serie von Konsultationen zwischen deutschen und französischen Kommunen zu wichtigen Themen der Stadtentwicklung einreihte. Am Ende stand eine Publikation, die im Herbst 2015 auf Deutsch und auf Französisch erschienen ist („Strategien nachhaltiger Stadtentwicklung in Deutschland und Frankreich“, Hrsg.: Wüstenrot Stiftung, Deutsch-Französisches Institut – dfi, 2015, 255 S. mit Abb.). Sie arbeitet die Gemeinsamkeiten und Unterschiede bei der Prioritätensetzung, die Governance-Strukturen sowie den Umgang mit ökonomischen und sozialen Herausforderungen heraus, die im Rahmen der Nachhaltigkeitsdebatte auftreten und veranschaulicht sie anhand von Beispielen aus den am Projekt beteiligten Städten.

Im Jahr 2016 wurde der Sammelband in zwei dieser Städte vorgestellt. Zu der Buchpräsentation am 15. März in den Räumen des Kommunalverbands „Bordeaux Métropole“ hatte Oberbürgermeister Alain Juppé eingeladen, dem die nachhaltige Entwicklung des Großraums Bordeaux seit seiner ersten Wahl 1995 ein persönliches Anliegen ist. Im Rahmen einer Podiumsdiskussion erläuterten drei der französischen Autoren (Jean-Baptiste Rigaudy, Sébastien Fournier und Laurent Gaillard) die Besonderheiten ihrer städtischen Großräume Bordeaux, Lille und Grenoble. Der Projektleiter am dfi, Dominik Grillmayer, brachte die Perspektive der deutschen Fallstudien ein. Unter der fachkundigen Moderation des Journalisten Etienne Millien (Sud-Ouest) zeichneten sich, trotz aller Unterschiede, einige gemeinsame Beobachtungen zwischen den beteiligten Städten deutlich ab. Erste Beobachtung: Die Nachhaltigkeitsstrategie muss den jeweiligen geographischen, sozialen und städtebaulichen Bedingungen Rechnung tragen. Zweitens: Viel hängt von den Gouvernance-Strukturen ab, die sich in den städtischen Gremien entwickelt haben. Drittens: Erfolge hat man vor allem dann, wenn die gewählten Bürgermeister eine langfristige Strategie verfolgen können und die Planungen nicht beim ersten politischen Wechsel an der Spitze der Stadt völlig infrage gestellt werden.

Am 20. Juni lud der Oberbürgermeister der Stadt Karlsruhe, Dr. Frank Mentrup, in den Rathaussaal, um anlässlich der Buchvorstellung über deutsche und französische Perspektiven auf dem Weg zur nachhaltigen Stadt zu diskutieren. Unter der Leitung von SWR-Journalistin Marie-Dominique Wetzel diskutierte Mentrup mit Dr. Stefan Krämer von der Wüstenrot Stiftung und Dominik Grillmayer (dfi) über die Spannungsfelder, die sich auf lokaler Ebene zwangsläufig ergeben, wenn es gilt, ökologische, ökonomische und soziale Fragen miteinander in Einklang zu bringen. Dabei wurde klar, dass es zwar Unterschiede in den Rahmenbedingungen gibt, unter denen deutsche und französische Städte bei der Gestaltung dieses Prozesses operieren – gerade mit Blick auf die Handlungsspielräume auf lokaler Ebene. Doch auch wenn sich Rezepte, die von einer Kommune entwickelt wurden, nie gänzlich übertragen lassen, so ergeben sich beim grenzüberschreitenden Austausch über Fragen der Stadtentwicklung stets interessante Lerneffekte, die lokales Handeln im Nachbarland inspirieren können.

Der vergleichende Ansatz zwischen deutschen, französischen und auch weiteren europäischen städtischen Räumen hat sich also bewährt und wird auch in Zukunft durch den Austausch von Erfahrungen fruchtbare Ergebnisse erbringen. 2017 startet ein neues gemeinsames Projekt der Wüstenrot Stiftung und des dfi, das sich mit den Herausforderungen beschäftigen wird, denen sich urbane Großräume heute stellen müssen.

Ansprechpartner: Dominik Grillmayer (grillmayer@dfi.de)

12. Oktober

Henrik Uterwedde

Teilnahme am Podium „Wohin geht der Wirtschaftsstandort Frankreich?“, Wirtschaftsrat Deutschland, Filderstadt

12. Oktober

Xavier Froidevaux, Martin Villinger

Besuch von Studenten des FIFA (Filière intégrée franco-allemande)-Studiengangs Stuttgart-Bordeaux im dfi, Ludwigsburg

3.3. Programme franco-allemand pour jeunes journalistes

Le rôle des médias dans la transmission des informations, des images et des représentations que nous nous faisons d'autres nations est essentiel. Le programme, créé en 2007, s'adresse à des jeunes journalistes en formation ou en début de carrière, venant d'Allemagne, de France, mais également depuis 2016 d'Italie. Grâce à des séminaires, à des stages et à leur propre travail journalistique, les participants (8 Français, 8 Allemands et jusqu'à 4 Italiens) s'initient à la réalité politique et sociale de la France et de l'Allemagne et acquièrent une expérience professionnelle. Le programme vise à renforcer la dimension internationale de la formation des journalistes ainsi qu'à approfondir leur connaissance du pays voisin et de l'Europe. Ce programme est mené par l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg (dfi) en coopération avec la Robert Bosch Stiftung.

Dans le cadre de ce programme, les participants français et une collègue italienne sont partis en été pour une semaine de séminaire à Berlin. Au programme, des interventions d'experts du métier et d'acteurs de terrain s'alternent avec des tables rondes, des visites d'institutions et des exercices journalistiques pratiques. En tant que journaliste français ou italien, pour pouvoir écrire et parler sur l'Allemagne de manière compétente et informée, on doit connaître le contexte dans lequel les décisions politiques interviennent. C'est là que réside l'intérêt de ce séminaire. Une série d'entretiens avec des représentants des ministères fédéraux, du Bundestag et de fédérations ainsi qu'avec des experts permet aux participants de considérer sous différents angles des thèmes actuels discutés en politique et dans le débat public (pour certains sujets à controverse), afin de mieux pouvoir plus tard les replacer dans leur contexte.

Cette année, le Brexit était l'un des thèmes principaux. En été, il est venu détrôner l'autre grand sujet, on ne peut moins polémique, qui occupe l'Allemagne depuis des mois: la politique envers les demandeurs d'asile et les réfugiés. De nombreux rendez-vous au cours de ce séminaire ont donc aussi abordé la question de savoir ce que le monde politique mais aussi l'administration et la société civile peuvent faire afin de faciliter l'intégration des migrants. L'entretien à la Chancellerie ainsi que la rencontre avec des personnes responsables de l'hébergement et de l'encadrement de réfugiés a bien montré l'ampleur des défis que rencontrent tous les acteurs concernés. Autre visite, autre thème. Les participants se sont rendus à la société Berlin Chemie AG à Adlershof et y ont découvert une entreprise de l'ancienne RDA qui a réussi à se maintenir avec succès après la réunification. Conformément au public cible de ce programme, la découverte du paysage médiatique de l'Allemagne était également au programme. Au cours de la semaine, les participants français et italiens ont eu l'occasion de visiter la rédaction du quotidien Tagesspiegel, les studios de la chaine ARD, de discuter avec un correspondant et se sont ainsi fait une image des pratiques journalistiques dans le pays voisin. Enfin, un rendez-vous chez les Neue deutsche Medienmacher a permis de faire le lien entre la scène médiatique et le thème de l'intégration.

A l'issue du séminaire, les participants ont effectué un stage organisé par le dfi auprès d'un média allemand.

Les participants francophones venus d'Allemagne et d'Italie sont partis quant à eux à l'automne pour une semaine à Paris. Au regard de l'actualité en France, trois thématiques ont été privilégiées cette année : en premier lieu, la campagne des primaires en vue des élections présidentielles. Lors d'une discussion avec le député socialiste Pierre-Yves Le Borgn' et avec le porte-parole des Verts Julien Bayou, les participants ont pu s'informer sur le bilan du Président Hollande et sur la campagne des primaires à gauche. La discussion avec l'historien et journaliste Alexandre Adler leur a également fourni des précisions sur la campagne des primaires à droite. Frédéric Dabi, directeur adjoint de l'IFOP (Institut Français d'Opinion Publique), a expliqué quelles étaient les chances de succès aux élections des différents candidats et a présenté les principaux thèmes de campagne en France.

13. Oktober

Frank Baasner, Susanne Gehrig, Dominik Grillmayer

Workshops und Gesprächsabend mit Roland Ries und Fritz Kuhn, Oberbürgermeister der Partnerstädte Straßburg und Stuttgart zum Thema „Zusammenleben in einer Stadtgesellschaft", Rathaus Stuttgart

15. Oktober

Martin Villinger

Präsentation eines Projekts zur Erstellung einer Konkordanz von einer Systematik auf einen Thesaurus bei der Projektbörse der Hochschule der Medien, Stuttgart

3.3. Deutsch-französisches Austauschprogramm für Nachwuchsjournalisten

Medien spielen bei der Vermittlung von Informationen, Bildern und Vorstellungen über andere Nationen eine Schlüsselrolle. Das Programm, das 2007 ins Leben gerufen wurde, richtet sich an junge Journalisten aus Deutschland, Frankreich und seit 2016 auch aus Italien, die noch in der Ausbildung sind oder am Anfang ihres Berufslebens stehen. Durch Seminare, Praktika und eigene journalistische Arbeit werden die je acht deutschen und französischen Teilnehmer sowie bis zu vier italienischen Teilnehmer an die politische und soziale Wirklichkeit Frankreichs und Deutschlands herangeführt und sammeln praktische Erfahrungen. Mit diesem Programm soll ein Beitrag zur Internationalisierung der Journalistenausbildung geleistet und die Kenntnis über das Nachbarland und über Europa vertieft werden. Das Programm wird vom Deutsch-Französischen Institut in Ludwigsburg und der Journalistenschule des „Institut d'Etudes Politiques" in Paris in Kooperation mit der Robert Bosch Stiftung durchgeführt.

Die französischen Teilnehmer fuhren zusammen mit einer Kollegin aus Italien im Sommer für eine Woche zu einem Seminar nach Berlin. Vorträge von erfahrenen Praktikern und Wissenschaftlern sowie Diskussionsrunden wechseln mit Besuchen von Institutionen und praktischen Aufgaben ab. Um als französischer oder italienischer Journalist kompetent über Deutschland berichten zu können, muss man den Kontext kennen, in dem politische Entscheidungen zustande kommen. Hierfür leistet das Seminar einen wichtigen Beitrag. Eine Reihe von Gesprächen mit Vertretern aus Bundesministerien, Bundestag, Verbänden sowie mit Experten ermöglicht es den Teilnehmern, aktuelle Themen, die in Politik und Öffentlichkeit (teils kontrovers) diskutiert werden, aus unterschiedlichen Blickwinkeln zu betrachten, um sie anschließend besser einordnen zu können.

Ein Thema war in diesem Jahr der Brexit. Er überlagerte im Sommer ein wenig das andere große Thema, das in Deutschland seit Monaten angeregt diskutiert wird (nicht selten auch polemisch): Die Flüchtlings- und Asylpolitik. Entsprechend ging es bei den zahlreichen Terminen in Berlin auch viel um die Frage, was Politik, Verwaltung und Zivilgesellschaft tun (können), um die gesellschaftliche Integration von Zuwanderern zu fördern. Bei Gesprächen im Kanzleramt sowie mit Verantwortlichen, die sich um die Unterbringung und Betreuung von Flüchtlingen kümmern, wurden die Herausforderungen deutlich, mit denen die Akteure konfrontiert sind. Beim Besuch der Berlin Chemie AG in Adlershof konnten sich die Teilnehmer außerdem über ein Beispiel für die erfolgreiche Fortführung eines ehemaligen DDR-Betriebs nach der Wiedervereinigung informieren. Ein weiterer Schwerpunkt des einwöchigen Seminars war naturgemäß die deutsche Medienlandschaft. Über Besuche beim Tagesspiegel und im ARD-Hauptstadtstudio sowie im Austausch mit einer französischen Korrespondentin konnten die jungen Journalisten aus Frankreich und Italien tiefere Einblicke in die journalistische Praxis im Partnerland bekommen. Ein Termin bei den neuen deutschen Medienmachern bildete dann die Brücke zu den vorangegangenen Gesprächen über Integration.

Im Anschluss an das Seminar traten die Teilnehmer ihr vom dfi vermitteltes Medienpraktikum an.

Die französischsprachigen Teilnehmer aus Deutschland (sowie zwei Journalistinnen aus Italien) fuhren im Herbst für eine Woche nach Paris. Bezogen auf die Aktualität Frankreichs standen in diesem Jahr drei Themenkomplexe im Vordergrund: Erstens der französische Vorwahlkampf für die Präsidentschaftswahlen. Im Gespräch mit dem sozialistischen Abgeordneten Yves Le Borgn' und dem Sprecher der französischen Grünen Julien Bayou konnten sich die Teilnehmer über die Bilanz Hollandes und den Vorwahlkampf des linken Lagers informieren. Aufschlüsse über den Wahlkampf der Rechten gab insbesondere auch das Gespräch mit dem Historiker und Journalisten Alexandre Adler. Frédéric Dabi, stellvertretender Direktor des französischen Meinungsforschungsinstitutes IFOP, klärte die Teilnehmerinnen über die Wahlchancen unterschiedlicher Kandidaten und die wichtigsten Wahlkampfthemen der Franzosen auf.

20. – 22. Oktober

Frank Baasner

Vortrag „Phänomene der Grenze(n), des/der Anderen, der Differenz, von Aus- und Eingrenzung etc. in den Literaturen", Österreichischer Wissenschaftstag, Semmering

21. – 22. Oktober

Stefan Seidendorf

Atelier deutscher und französischer Thinktanks zur Zukunft der EU, Thinktanks Tandem III, Stiftung Genshagen, Genshagen

La seconde thématique a porté sur les conséquences des attentats terroristes des mois derniers. Au cours de l'entretien avec le directeur adjoint du service en charge de la sécurité à Paris, les jeunes journalistes se sont informées sur l'efficacité des différentes mesures de politique de sécurité. Le député républicain Georges Fenech a pour sa part donné des précisions sur le travail de la commission parlementaire qui se consacre aux attentats du 13 novembre. Jean-Pierre Chevènement a pointé les efforts déployés visant à aider l'islam en France grâce à une Fondation spéciale. L'activiste Youssouf Baki a quant à lui évoqué les tentatives pour mobiliser les Français par-delà les voies politiques déjà existantes.

Pour conclure, les participantes ont pu faire le point sur les évolutions récentes du paysage médiatique français auprès d'un panel de rédacteurs en chef et établir la comparaison avec la situation dans leurs pays respectifs. Au regard du lancement d'un canal d'information public France Info en septembre, l'accent a été mis avant tout sur la diversité des formats d'information, avec des visites auprès de la chaîne de télévision d'information en continu i-Télé, de l'émission matinale de France Inter et de la rédaction de TF1.

Suite au séminaire de Paris, les participants ont pu approfondir les questions discutées dans le cadre du séminaire durant leur stage auprès de rédactions françaises. Le programme s'est achevé par un séminaire commun de quatre jours à Rome réunissant tous les participants (cf. 1.11). Ce dernier leur permet d'échanger leurs expériences et de nouer des contacts transfrontaliers.

Il existe en outre depuis 2007 un réseau d'anciens qui permet aux participants des années précédentes de rester en contact les uns avec les autres et d'échanger. Cette année, ses membres se sont également retrouvés à Rome, à l'occasion du séminaire de clôture. La forte participation a montré une fois de plus qu'un tel réseau peut bien fonctionner dès lors qu'il est maintenu activement à jour par une institution.

Contact : Frank Baasner (baasner@dfi.de)

3.4. Analyse des Associations franco-allemandes

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il existe une structure d'organisation florissante en France et en Allemagne, bien implantées dans l'ensemble de la société : les deutsch-französischen Gesellschaften (DFG) et leur pendant français, les Associations franco-allemandes (AFA). Toutes deux sont ancrées dans des organisations cadres et bénéficient d'une bonne visibilité. C'est pourquoi nous désirons analyser ces formes répandues d'engagement émanant de la société civile en étudiant leur mode de fonctionnement, leurs forces et leurs faiblesses, et en les faisant dialoguer.

Cette analyse relevant des sciences sociales et des sciences de la culture est menée par le dfi en étroite collaboration avec la Fondation ASKO EUROPA-STIFTUNG. Première étape de ce projet, une large enquête va être opérée au moyen d'un questionnaire adressé à toutes les DFG et à l'ensemble des AFA. Dans une seconde étape, les résultats seront exploités et formeront la base d'une conférence qui réunira les DFG et les AFA à l'Académie européenne d'Otzenhausen du 7 au 9 juin 2017. Les résultats doivent y être discutés et approfondis dans des groupes de travail, puis complétés par des éléments qualitatifs.

Contact : Frank Baasner (baasner@dfi.de)

8. November

Henrik Uterwedde

Vortrag „Wirtschaftspolitik in Deutschland und Frankreich", Universität des Saarlandes, Saarbücken

8. - 10. November

Eileen Keller

Podiumsdiskussion „France – Allemagne: la grande divergence ?" im Rahmen der Journées de l'Economie, Fondation pour l'Université de Lyon, Lyon

Zweitens die Auswirkungen der Terroranschläge der vergangenen Monate. Im Gespräch mit dem stellvertretenden Direktor der Abteilung für die Sicherheit vor Ort in Paris informierten sich die Teilnehmerinnen über die Wirksamkeit unterschiedlicher sicherheitspolitischer Maßnahmen. Der republikanische Abgeordnete Georges Fenech gab Auskunft über die Arbeit der parlamentarischen Kommission, die sich mit den Anschlägen vom 13. November befasste. Jean-Pierre Chevènement berichtete von den Bemühungen, den Islam in Frankreich mit einer speziellen Stiftung zu fördern. Der Aktivist Youssouf Baki erzählte von den Versuchen, die Franzosen jenseits bestehender politischer Kanäle zu mobilisieren.

Abschließend konnten die Teilnehmerinnen jüngere Entwicklungen in der französischen Medienlandschaft mit ausgewählten Chefredakteuren erörtern und mit der Situation im jeweiligen Heimatland vergleichen. Angesichts der Einführung eines öffentlichen Informationskanals mit franceinfo im September dieses Jahres standen vor allem unterschiedliche Informationsformate im Mittelpunkt mit Besuchen beim Nachrichtenkanal i-Télé, der Morgensendung von France Inter sowie der Nachrichtenredaktion von TF1.

Im Anschluss an das Pariser Seminar konnten die Teilnehmer die im Rahmen des Seminars diskutierten Fragen bei Hospitanzen in französischen Redaktionen weiter verfolgen. Zum Abschluss des Programms kommen alle Teilnehmer zu einem viertägigen, gemeinsamen Seminar zusammen, das in diesem Jahr in Rom stattfand (siehe 1.11). Dieses diente dem Austausch von Erfahrungen und dem Aufbau von grenzüberschreitenden Kontakten.

Bereits seit 2007 existiert daher auch ein Ehemaligen-Netzwerk, das den Teilnehmern der bisherigen Jahrgänge ermöglicht, sich untereinander auszutauschen. In diesem Jahr trafen sich die Ehemaligen anlässlich des Abschluss-Seminars ebenfalls in Rom. Die hohe Beteiligung hat einmal mehr gezeigt, dass ein solches Netzwerk dann gut funktionieren kann, wenn es von einer Institution aktuell und aktiv gehalten wird.

Ansprechpartner: Frank Baasner (baasner@dfi.de)

3.4. Erforschung der Deutsch-Französischen Gesellschaften

Es gibt eine Organisationsstruktur, die in Deutschland und in Frankreich seit dem Ende des 2.Weltkriegs floriert und in der Breite der Gesellschaft gut aufgestellt ist: die deutsch-französischen Gesellschaften (DFG) und ihr französisches Gegenüber, die Associations franco-allemandes (AFA). Beide sind in Dachorganisationen verankert und gut sichtbar. Deshalb wollen wir diese breite Form des zivilgesellschaftlichen Engagements in ihrer Funktionsweise, ihren Stärken und Schwächen untersuchen und miteinander ins Gespräch bringen.

Die sozial- und kulturwissenschaftlich ausgerichtete Untersuchung wird vom dfi in enger Zusammenarbeit mit der ASKO EUROPA-STIFTUNG durchgeführt. Ein erster Schritt ist eine breite Fragebogenaktion, die an alle DFGs und die Gesamtheit der AFAs gerichtet wird. In einem zweiten Schritt werden die Ergebnisse ausgewertet und bilden die Grundlage für eine Fachtagung mit den DFGs und AFAs in der Europäischen Akademie Otzenhausen vom 7. - 9. Juni 2017. Dort sollen die Ergebnisse diskutiert und in Arbeitsgruppen vertieft bzw. um qualitative Elemente ergänzt werden.

Ansprechpartner: Frank Baasner (baasner@dfi.de)

11. – 12. November

Martin Villinger

Projektpräsentation „Ludwigsburg - Montbéliard. Ein deutsch-französisches Zeitzeugenprojekt“ im Rahmen des Deutsch-Französischen Kongresses „La Paix – Frieden“, Technische Universität Dresden

15. November

Frank Baasner

Vortrag „L’Europe dans le doute: quel rôle pour le partenariat franco-allemand?“, Société des Amis des Universités de l’Académie de Strasbourg, Straßburg

3.5. Nouvelle étude sur l'avenir de la coopération transfrontalière / Le dfi participe avec succès à l'appel d'offres du ministère d'État du Bade-Wurtemberg

En juin 2014, créant un effet de surprise, François Hollande a annoncé une grande réforme territoriale. Au lieu des 22 régions initiales, certaines ont fusionné et on ne compte plus que 13 collectivités régionales depuis le 1er janvier 2016. Avec les élections régionales de décembre 2015, le processus de réforme administrative a été bien lancé, et il doit aboutir à la création de régions puissantes et compétitives sur le plan international, dotées d'une administration efficace et allégée. Alors qu'en 2015, la Conférence annuelle du dfi portait déjà sur la réforme territoriale, l'Institut continuait en 2016, sur commande du ministère d'État du Bade-Wurtemberg, à porter un intérêt particulier à l'avenir de la coopération transfrontalière après la réforme française.

Au centre de l'analyse se trouve la situation dans l'Est de la France. Ici, la réforme a abouti à créer une nouvelle grande région, qui rassemble dix départements et les anciennes régions Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne. Cette « région européenne » française se retrouve ainsi bordée par quatre pays voisins (la Suisse, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg). Du point de vue allemand, les projets de coopération dans le Rhin Supérieur et en Sarre, développés jusqu'à présent de manière indépendante, se poursuivent donc aujourd'hui avec le même partenaire français, en l'occurrence avec le « Grand Est ».

Un risque ou une chance ?
Le dfi voulait déterminer les enjeux créés par cette nouvelle constellation et comment les gérer au mieux. Après tout, cette situation offre l'occasion unique de développer conjointement une grande région transfrontalière au cœur de l'Europe, allant de Bâle à Luxembourg. Mais la diversité des acteurs et des intérêts concernés engendre également le risque d'un blocage sous l'effet duquel le large potentiel de croissance et les perspectives particulières de cette région pourraient demeurer inutilisés.

Le dfi a présenté l'étude à la rentrée 2016. Publiée ensuite dans la série « dfi-compact » (no. 14), elle peut être commandé auprès du dfi.

Contact : Stefan Seidendorf (seidendorf@dfi.de)

17. November

Dominik Grillmayer

Vortrag „Die Territorialreform in Frankreich: Neuerfindung der Republik?", Institut Culturel Franco-Allemand, Tübingen

21. November

Mitgliederversammlung des dfi und Vortrag „Die neuen französischen Großregionen, die grenzüberschreitende Zusammenarbeit und Europa" von Philippe Richert, Präsident des Regionalrats der Region Grand Est und Präsident der Association des Régions de France, Musikhalle, Ludwigsburg

3.5. Studie zur Zukunft der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit / dfi gewann eine Ausschreibung des Staatsministeriums Baden-Württemberg

Im Juni 2014 hatte François Hollande, für viele überraschend, eine große Territorialreform angekündigt. Anstelle der ursprünglich 22 französischen Regionen existieren seit 1. Januar 2016 nur noch 13 fusionierte Gebietskörperschaften. Mit den französischen Regionalwahlen im Dezember 2015 ist der Prozess der Verwaltungsreform, an dessen Ende schlagkräftige und international wettbewerbsfähige Regionen mit einer effizienten und gestrafften Verwaltung stehen sollen, in vollem Gange. Nachdem das dfi schon 2015 seine Jahreskonferenz zum Thema Territorialreform ausgerichtet hat, führte das Institut 2016 im Auftrag des Staatsministeriums Baden-Württemberg eine Studie zur Zukunft der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit aus.

Im Mittelpunkt stand dabei die Situation im Osten Frankreichs. Durch die Reform ist hier eine neue Großregion entstanden, die zehn Departements zusammenführt und die alten Regionen Alsace, Lorraine und Champagne-Ardenne fusioniert. Damit grenzt diese „europäischste Region“ Frankreichs an vier Nachbarländer (Schweiz, Deutschland, Belgien, Luxemburg). Aus deutscher Sicht sind die bisher weitgehend unabhängig entwickelten Kooperationsansätze am Oberrhein und an der Saar nun also mit demselben französischen Partner konfrontiert, dem „Grand Est“.

Risiko oder Chance?
Das dfi wollte herausfinden, welche Herausforderungen durch diese neue Konstellation entstanden sind und wie damit am besten umzugehen ist. Immerhin bietet sich nun die einmalige Chance, eine große, grenzüberschreitende Kernregion im Herzen Europas, von Basel bis Luxembourg, gemeinsam zu entwickeln. Durch die Vielzahl der beteiligten Akteure und Interessen besteht aber auch die Gefahr einer Blockade, in der wichtige Wachstumspotenziale und Chancen dieser Region ungenützt bleiben.

Die Studie wurde im Spätsommer vorgestellt und anschließend als dfi-compact Nr. 14 veröffentlicht. Sie kann gegen Gebühr beim dfi bestellt werden.

Ansprechpartner: Stefan Seidendorf (seidendorf@dfi.de)

23. November

Henrik Uterwedde

Vortrag „Frankreichs Leiden an, Frankreichs Rolle in der EU“, Institut für politische Bildung Baden-Württemberg e.V., Studienhaus Wiesneck, Buchenbach

23. – 27. November

Frank Baasner, Dominik Grillmayer, Eileen Keller, Till Raczek, Stefan Seidendorf

Abschluss-Seminar des Deutsch-Französischen Programms für Nachwuchsjournalisten, Rom

3.6. Projet pilote AzubiBacPro

En 2013-2014, sur commande du ministère d'État du Bade-Wurtemberg, le dfi a cherché à déterminer les facteurs qui retiennent les jeunes à s'engager dans une formation professionnelle transfrontalière (il est possible de commander cette étude à l'adresse info@dfi.de). Les résultats soulèvent aujourd'hui encore un grand intérêt dans les deux pays. Une multitude d'initiatives existent maintenant au niveau local, notamment le long du Rhin supérieur, où différents acteurs de la formation professionnelle essaient de se rassembler afin de réaliser concrètement les opportunités créées politiquement.

En collaboration avec notre partenaire de longue date, la Fondation Entente Franco-Allemande (FEFA), le dfi avait décidé en 2015 d'accompagner et de conseiller le projet « AzubiBacPro ».

Le projet « AzubiBacPro » est l'approfondissement institutionnel des échanges entre lycées professionnels, créés et promus depuis 2005 par „l'Akademie für berufliche Bildung" (ABB) siégeant à Esslingen. L'ABB a été fondée par le Land du Bade-Wurtemberg en collaboration avec les académies de Dijon, Lyon et Strasbourg. Entre-temps ce sont huit lycées professionnels français et huit écoles professionnelles allemandes qui participent au projet.

À côté des modules de formation qualifiante dans des entreprises de l'autre pays, la force de ce projet réside dans la coopération au niveau scolaire : grâce à des instruments ayant fait leurs preuves tels que les échanges scolaires, les projets communs et la coopération, on parvient mieux à approcher les réalités du monde du travail dans le pays voisin, dans des conditions plus « protégées » – la langue constituant bien sûr notamment une part de cette réalité.

Cette préparation permet aux élèves de passer ensuite une partie qualifiante de leur formation avec des entreprises du pays partenaire. Dans le meilleur des cas, un jeune Français pourrait ainsi par exemple passer six semaines dans une entreprise allemande durant sa première année de formation, huit semaines la deuxième année, et à nouveau huit semaines dans la même entreprise la troisième année. Comme il s'agit de modules de formation qualifiante, l'entreprise allemande doit s'engager à dispenser les contenus d'enseignement obligatoires de l'autre pays, et à les évaluer à la fin. L'avantage pour l'entreprise est le suivant : elle peut former en trois ans un collaborateur potentiel, évaluer ses qualités et ses capacités, et le fidéliser rapidement. La FEFA finance les élèves français durant la phase pilote du projet.

Le 14 octobre, le projet a pu franchir un nouveau cap. Comme ce qui s'était déjà fait auparavant entre le lycée professionnel de Pulversheim et l'Agence pour l'emploi de Fribourg dans le domaine électrotechnique, un accord a été signé à l'hôtel de ville de Vieux-Brisach, accord qui approfondit la coopération entre le lycée professionnel de Colmar et les entreprises commerciales de la ville de Vieux-Brisach.

Cette coopération est à nouveau soutenue par l'Agence pour l'emploi de Fribourg. Le document était signé par Dorothea Störr-Ritter (présidente du Landkreis de Brisgau-Haute-Forêt-Noire), Patricia Essner (proviseur du lycée professionnel Martin Schongauer à Colmar), Theresia Denzer-Urschel (directrice adjointe de l'Agence pour l'emploi de Fribourg), Oliver Rein (maire de Vieux-Brisach) et enfin Jean-Georges Mandon, président de la Fondation Entente Franco-Allemande (FEFA).

On trouve ainsi à Vieux-Brisach un véritable intérêt du côté des petits commerçants allemands, qui ont grand besoin de collaborateurs bilingues pour leur clientèle constituée à 50% d'Alsaciens. Dans cette situation, à Vieux-Brisach et dans le secteur du commerce de détail, on parvient mieux à surmonter les difficultés dans la reconnaissance réciproque des diplômes professionnels que dans le cas des électrotechniciens de Pulversheim, où le manque de reconnaissance des diplômes français par les chambres consulaires fait toujours obstacle à leur embauche finale.

Contact : Stefan Seidendorf (seidendorf@dfi.de)

25. – 27. November

Frank Baasner, Dominik Grillmayer, Eileen Keller, Till Raczek, Stefan Seidendorf

Ehemaligentreffen des Deutsch-Französischen Programms für Nachwuchsjournalisten, Rom

8. Dezember

Dominik Grillmayer

Vortrag „Deutsch-Französische Beziehungen" vor einer Studentengruppe der Universität Cergy-Pontoise, Institut Français, München

3.6. Pilotprojekt „AzubiBacPro – Ausbildung überwindet Grenzen“ nimmt weitere Hürden

Im Jahr 2013 - 2014 untersuchte das dfi im Auftrag des Staatsministeriums Baden-Württemberg, welche Faktoren Jugendliche von einer grenzüberschreitenden Berufsbildung abhalten (die Studie kann unter info@dfi.de angefordert werden). Die Ergebnisse dieser Untersuchung stoßen nach wie vor in beiden Ländern auf großes Interesse. Vor Ort am Oberrhein bestehen eine Vielzahl von Initiativen, die unterschiedliche Akteure der Berufsbildung bei dem Versuch zusammenbringen, die politisch geschaffenen Möglichkeiten praktisch zu nutzen.

In Zusammenarbeit mit der Fondation Entente Franco-Allemande (FEFA), dem langjährigen Partner des dfi, hatte sich das dfi 2015 entschlossen, das Projekt „AzubiBacPro“ beratend zu begleiten und zu unterstützen.

„AzubiBacPro“ ist eine Weiterentwicklung von Austauschprojekten zwischen beruflichen Schulen, die seit 2005 von der in Esslingen ansässigen und vom Kultusministerium Baden-Württemberg in Zusammenarbeit mit den Akademien von Dijon, Lyon und Straßburg gegründeten Akademie für berufliche Bildung (ABB) entwickelt und gefördert werden. Mittlerweile nehmen daran acht deutsche und acht französische berufliche Schulen teil.

Neben den praktischen Erfahrungen in Betrieben im anderen Land ist die Stärke des Projekts die Kooperation auf schulischer Ebene: Über die bewährten Instrumente Schüleraustausch, gemeinsame Projektarbeit und Kooperation gelingt eine bessere und „geschütztere“ Annäherung an die Realitäten des Arbeitslebens im anderen Land, wozu nicht zuletzt natürlich die Sprache gehört.

Damit gelingt es den Schülern dann, qualifizierende Teile ihrer betrieblichen Ausbildung in Betrieben des Partnerlandes zu realisieren. Im besten Fall könnte damit beispielsweise ein französischer Jugendlicher im ersten Ausbildungsjahr sechs Wochen, im zweiten und dritten jeweils acht Wochen im gleichen deutschen Betrieb verbringen. Der deutsche Betrieb muss sich darauf einlassen, die jeweils im anderen Land vorgeschriebenen Ausbildungsinhalte zu vermitteln und am Ende zu bewerten. Der Vorteil für den Betrieb: er kann über drei Jahre einen potenziellen Mitarbeiter kennenlernen, seine Qualitäten und Fähigkeiten bewerten und diesen frühzeitig an den Betrieb binden. In der Pilotphase finanziert die FEFA die französischen Berufsschüler.

Am 14. Oktober konnte das Projekt eine weitere Hürde nehmen. Ähnlich wie zuvor schon zwischen dem beruflichen Gymnasium (lycée professionnel) Pulversheim und der Agentur für Arbeit in Freiburg im Fachbereich Elektrotechnik, wurde in Breisach ein Abkommen unterzeichnet, das die Zusammenarbeit zwischen dem beruflichen Gymnasium in Colmar und den kaufmännischen Betrieben der Stadt Breisach vertieft.

Unterstützt wird diese Kooperation erneut durch die Agentur für Arbeit Freiburg. Unterzeichner waren Dorothea Störr-Ritter (Landrätin des Landkreises Breisgau-Hochschwarzwald), Patricia Essner (Schulleiterin des beruflichen Gymnasiums Martin Schongauer in Colmar), Theresia Denzer-Urschel (stellvertretende Geschäftsführerin der Agentur für Arbeit Freiburg), Oliver Rein (Bürgermeister der Stadt Breisach am Rhein) und Jean-Georges Mandon als Präsident der Stiftung Fondation Entente Franco-Allemande (FEFA).

Dabei gibt es in Breisach ein echtes Interesse der deutschen Einzelhändler, die für ihre Elsässer Kundschaft dringend nach zweisprachigen Mitarbeitern suchen. In dieser Situation gelingt es wesentlich besser, die Schwierigkeiten bei der gegenseitigen Anerkennung der beruflichen Abschlüsse zu überwinden, als dies im Fall der Pulversheimer Elektrotechniker der Fall ist, wo die bislang fehlende Anerkennung durch die deutsche Handwerkskammer einer Anstellung am Ende doch wieder im Wege steht.

Ansprechpartner: Stefan Seidendorf (seidendorf@dfi.de)

13. Dezember

Frank Baasner

Vortrag „Berufsperspektiven für Romanisten“, Universität Salzburg

3.7. Bourses d'études pour jeunes chercheurs

L'Institut franco-allemand a poursuivi en 2016 le nouveau programme de bourses d'études pour jeunes chercheurs lancé en 2014. L'objectif du programme est de soutenir de jeunes scientifiques en sciences humaines et en sciences sociales en leur permettant de séjourner au dfi. Cette offre s'adresse à des Français et des Allemands, mais également à des scientifiques d'autres pays qui se consacrent à des thèmes en lien avec les relations franco-allemandes.

Pourquoi avons-nous mis en place ce programme avec le soutien de la Fondation Gips-Schüle et de la Fondation Wüstenrot ? Nous estimons qu'il convient de promouvoir l'échange de jeunes scientifiques en sciences humaines et en sciences sociales, car les disciplines qu'elles recouvrent connaissent toujours de fortes traditions nationales. Ce programme de bourses s'avère particulièrement fécond lorsqu'un boursier allemand et un boursier français se retrouvent en même temps au dfi, car les contacts personnels qu'ils nouent ainsi constituent une source d'enrichissement mutuel.

Durant leur séjour, les boursiers peuvent travailler sur leur projet, en achever la rédaction et réfléchir à de nouveaux sujets. Les sponsors et le dfi attachent néanmoins une grande importance au fait qu'ils discutent et soumettent aussi à un large public leurs thèmes de recherche et leurs résultats. Les expériences faites jusqu'ici montrent que le fait de présenter les résultats de leur recherche en dehors du cercle restreint des spécialistes présente un grand attrait pour les jeunes chercheurs.

Contact : Frank Baasner (baasner@dfi.de)

3.8. La coopération comme condition de base de la mondialisation : que nous enseigne la coopération franco-allemande ?

La coopération internationale est la base de la mondialisation. Ce constat banal peut se traduire dans de très nombreux cas concrets. Aucune autre structure de coopération bilatérale n'a atteint une densité et une qualité telles que celles qui caractérisent la coopération entre Français et Allemands, notamment sur le plan économique et administratif, tout comme en politique et dans la société. Il est donc logique d'utiliser le cas particulier de la coopération franco-allemande comme étude de cas pour des analyses générales portant sur la coopération. L'hypothèse de départ est que l'empreinte culturelle nationale peut certes exercer une influence sur les comportements, mais qu'elle ne joue pas de rôle décisif dans l'organisation pratique de la coopération, car les phénomènes structurels de coopération ont davantage de poids.

Différentes études de cas développent cette hypothèse. Plusieurs domaines de coopération doivent être étudiés. Le domaine de la recherche et de la formation doit quant à lui être abordé en se fondant sur des réseaux internationaux d'universités. Les exemples de coopération internationale dans le secteur à but non lucratif constitueront un second champ d'investigation. En troisième lieu, nous analyserons les études de cas tirées du secteur privé, avant d'aborder pour finir les mécanismes de la coopération en politique et dans l'administration.

Contact : Frank Baasner (baasner@dfi.de)

3.7. Stipendienprogramm für Nachwuchswissenschaftler

Das Deutsch-Französische Institut hat das 2014 neu entwickelte Stipendienprogramm für Nachwuchswissenschaftler im Berichtsjahr 2016 fortgeführt. Ziel des Programms ist die Förderung junger Wissenschaftler der Geistes- und Sozialwissenschaften durch einen Aufenthalt am dfi. Die Förderung richtet sich an Franzosen und Deutsche, aber auch an Wissenschaftler anderer Länder, die sich mit Themen beschäftigen, die für die deutsch-französischen Beziehungen von Interesse sind.

Warum haben wir mit Unterstützung der Gips-Schüle-Stiftung und der Wüstenrot Stiftung dieses Programm aufgelegt? Gerade in den Geistes- und Sozialwissenschaften muss der Austausch jüngerer Wissenschaftler gefördert werden, weil die Fächer der „sciences humaines et sociales“ noch immer starke nationale Traditionen kennen. Besonders fruchtbar ist das Stipendienprogramm, wenn ein deutscher und ein französischer Stipendiat zeitgleich am dfi sind, weil sich so im persönlichen Austausch viel gegenseitige Bereicherung erzielen lässt.

Während des Aufenthalts können die Stipendiaten an ihren Projekten arbeiten, Manuskripte fertigstellen und neue Themen konzipieren. Seitens der Förderer und des dfi wird aber großer Wert darauf gelegt, dass die Forschungsfragen und -ergebnisse auch in einer größeren Öffentlichkeit diskutiert werden. Die bisherigen Erfahrungen zeigen, dass es für die jungen Forscher sehr reizvoll und auch ungewohnt ist, außerhalb der reinen Fachwelt über ihre Forschungen zu berichten.

Ansprechpartner: Frank Baasner (baasner@dfi.de)

3.8. Kooperation als Grundlage der Globalisierung: Lehren aus der deutsch-französischen Zusammenarbeit

Internationale Zusammenarbeit ist die Grundlage der Globalisierung. Diese banale Feststellung kann in sehr unterschiedliche praktische Realitäten übersetzt werden. Keine andere bilaterale Kooperationsstruktur hat eine solche Dichte und Qualität erreicht wie die Zusammenarbeit zwischen Deutschen und Franzosen, und zwar in Wirtschaft und Verwaltung ebenso wie in Politik und Gesellschaft. Es liegt also nah, den Sonderfall deutsch-französischer Kooperation als Fallstudie für Kooperationsanalysen allgemein zu nutzen. Die Grundhypothese dabei ist, dass nationale kulturelle Prägungen zwar Einfluss auf Verhaltensweisen haben können, aber für die praktische Gestaltung der Zusammenarbeit keine entscheidende Rolle spielen, weil strukturelle Kooperationsphänomene die größte Bedeutung haben. Dieser Hypothese wird in unterschiedlichen Fallstudien nachgegangen.

Mehrere Kooperationsbereiche sollen bearbeitet werden. Anhand internationaler Netzwerke von Universitäten soll der Forschungs- und Bildungsbereich in den Blick genommen werden. Die Beispiele internationaler Zusammenarbeit im non-profit Bereich werden ein zweites Untersuchungsfeld sein. Drittens werden Fallstudien aus dem privatwirtschaftlichen Bereich untersucht und schließlich werden wir uns auch mit den Mechanismen der Kooperation in Politik und Verwaltung beschäftigen.

Ansprechpartner: Frank Baasner (baasner@dfi.de)

3.9. Analyse des partenariats entre collectivités

Depuis la déclaration Schuman en 1950, qui avait su anticiper l'avenir, et les traités de Rome en 1957, l'intégration européenne n'a jamais été remise si profondément en question qu'aujourd'hui. Aiguillonnés par les crises de ces dernières années, des partis qui ont en commun un rejet massif des institutions communes et de la politique commune se sont profilés dans de nombreux États membres, incarnant une tentative de retour en arrière dans un monde qui s'est depuis longtemps transformé. C'est ainsi que des décennies de rapprochement réussi et d'équilibre des intérêts ont été compromises de manière irréfléchie.

Au regard de cette évolution, la question se pose de savoir quelle force ont à présent les relations entre les citoyens de l'UE. L'hypothèse selon laquelle les populations se sont rapprochées durant les années passées grâce aux programmes d'échange et à la coopération internationale est-elle exacte ? Les citoyens peuvent-ils appréhender l'Europe au quotidien, là où ils vivent ?

Les relations entre villes européennes, surtout les jumelages qui sont durables sur le plan structurel, constituent un fort potentiel pour consolider la conscience européenne de larges couches de la population. Si nous nous concentrons dans le cadre de ce projet sur les jumelages franco-allemands, c'est en raison de leur nombre particulièrement élevé (plus de 2 200), de leur stabilité à long terme et du fait qu'ils apparaissent comme des modèles pour bien d'autres jumelages européens.

Dans une étude commune, la Fondation Bertelsmann et l'Institut franco-allemand poursuivent la question de savoir comment les jumelages franco-allemands sont organisés, quels publics ils touchent par leurs échanges et quel bénéfice les villes elles-mêmes et les citoyens voient dans leur jumelage. L'enquête vise à identifier les facteurs de réussite des jumelages actifs et qui fonctionnent bien, et à développer des recommandations pour mieux exploiter le potentiel de coopération entre villes au sein de l'Europe. L'étude est fondée sur la conviction que les villes sont des espaces multiculturels, pluralistes et qui s'organisent eux-mêmes, dans lesquels l'européanisation et l'internationalisation sont déjà vécues au quotidien au niveau local.

Dans une première étape, un questionnaire est envoyé à tous les jumelages franco-allemands répertoriés. Nous avons été aidés dans l'élaboration de ce questionnaire par des communes sélectionnées. Dans une seconde étape, nous approfondirons à titre d'exemples, avec différents groupes de personnes ayant participé à des échanges, les aspects qualitatifs de l'enquête. Les résultats de cette étude seront disponibles fin 2017.

Contacts : Frank Baasner (baasner@dfi.de),
Eileen Keller (keller@dfi.de)

3.9. Untersuchung der kommunalen Partnerschaften

Seit der weitsichtigen Erklärung von Robert Schuman 1950 und den römischen Verträgen 1957 ist die europäische Integration nie so grundlegend infrage gestellt worden wie heute. Beflügelt durch die Krisen der letzten Jahre haben sich in vielen Mitgliedstaaten Parteien mit einer pauschalen Ablehnung der gemeinschaftlichen Institutionen und gemeinsamer Politik profiliert – der Versuch eines Rückschrittes in eine Welt, die sich längst gewandelt hat. Damit werden leichtfertig Jahrzehnte der erfolgreichen Annäherung und des Interessenausgleichs aufs Spiel gesetzt.

Angesichts dieser Entwicklung stellt sich die Frage, wie stark die Verbindungen unter den Bürgern der EU mittlerweile sind. Ist die Annahme zutreffend, dass sich die Bevölkerungen in den vergangenen Jahrzehnten durch Austauschprogramme und internationale Zusammenarbeit näher gekommen sind? Ist Europa für die Bürger im Alltag in ihren jeweiligen Wohnorten greifbar?

Die Verbindungen zwischen europäischen Städten, vor allem die strukturell nachhaltigen Städtepartnerschaften, bilden ein großes Potenzial für die Stärkung des europäischen Bewusstseins breiter Bevölkerungsschichten. Wenn wir uns bei diesem Projekt auf die deutsch-französischen kommunalen Partnerschaften konzentrieren, dann wegen ihrer besonders großen Anzahl (mehr als 2.200), ihrer langjährigen Stabilität und ihrer Modellhaftigkeit für viele weitere europäische Kommunalpartnerschaften.

In einer gemeinsamen Untersuchung gehen die Bertelsmann Stiftung und das Deutsch-Französische Institut der Frage nach, wie die deutsch-französischen kommunalen Partnerschaften organisiert sind, wen sie mit ihren Austauschmaßnahmen erreichen und welchen Nutzen die Städte selbst und die Bürgerinnen und Bürger in der Partnerschaft sehen. Die Studie zielt darauf ab, die Erfolgsfaktoren der aktiven und erfolgreichen Städtepartnerschaften zu erkennen und Empfehlungen für eine bessere Nutzung des Potenzials städtischer Zusammenarbeit in Europa zu entwickeln. Die Studie beruht auf der Überzeugung, dass Städte multikulturelle, pluralistische und sich selbst organisierende Räume sind, in denen Europäisierung und Internationalisierung auf lokaler Ebene bereits tagtäglich gelebt wird.

In einem ersten Schritt wird ein Fragebogen an alle registrierten deutsch-französischen Partnerkommunen verschickt. Bei der Ausarbeitung des Fragebogens wurden wir von ausgewählten Kommunen unterstützt. In einem zweiten Schritt werden wir mit unterschiedlichen Gruppen von Teilnehmern an Austauschmaßnahmen die qualitativen Aspekte der Untersuchung beispielhaft vertiefen. Ergebnisse der Untersuchung werden Ende 2017 vorliegen.

Ansprechpartner: Frank Baasner (baasner@dfi.de), Eileen Keller (keller@dfi.de)

oben links: Ursula Koch und Klaus Stuttmann vor aktuellen Karikaturen von Stuttmann und Plantu (Kap. 1.3).

oben rechts: Treffen deutscher und französischer Thinktanks zur Zukunft der EU in Genshagen mit den beiden Europaministern Michael Roth und Harlem Désir.

unten links: Philippe Gustin, Botschafter a.D., und Stefan Seidendorf, dfi (Kap. 1.8).

unten rechts: Michel Boiron, Direktor des CAVILAM; Georges Leyenberger, Institut Français Stuttgart; Stefan Seidendorf, dfi; Jürgen Mertens, PH Ludwigsburg; Annette Laur und Michette Eyser, Ministerium für Kultus, Jugend und Sport Baden-Württemberg; Martin Villinger, dfi, beim deutsch-französischen Lehrertag (Kap. 1.2).

oben links: Rainer Wieland MdEP; Eileen Keller, dfi; Roger Classine, Partnerschaftskomitee des Verwaltungsverbands „des Grées“ und Klaus Goldmann, Freunde Frankreichs der Gemeinde Walheim; Ulrike Trampus, Chefredakteurin der Ludwigsburger Kreiszeitung (Mitte). Quelle: Gemeinde Walheim.

oben rechts: Henrik Uterwedde, dfi, und Rainer Haas, Landrat des Landkreises Ludwigsburg, bei der Ordensverleihung (Kap. 1.1).

unten links: Dr. Heinz-Werner Schulte, Vorstand der Kreissparkasse Ludwigsburg, Präsident (bis Ende 2016) der IHK Luswigsburg; Sigrid Zimmerling, Geschäftsführerin der IHK Ludwigsburg; Frank Baasner. Im Hintergrund ein Porträt von IHK-Gründungspräsident Dr. Carl Schaefer.

unten rechts: Eileen Keller bei den Journées de l'Économie in Lyon, dfi. Quelle: Clement Zermati/Jéco.

4. Bibliothèque et centre de documentation

Au cours de l'année 2016, la Frankreich-Bibliothek a continué d'élargir le panel de ses services en ligne. Elle s'adapte ainsi à l'évolution des pratiques des utilisateurs dans les domaines de la recherche et des sciences, qui sont de plus en plus nombreux à vouloir trouver des documents pertinents directement sur internet, ou du moins à pouvoir y accéder rapidement.

En même temps, elle offre ainsi aux professeurs, aux étudiants, aux élèves ainsi qu'à tous les publics intéressés la possibilité d'avoir accès directement sur le site web de la bibliothèque à la littérature souhaitée ainsi qu'à des articles de presse.

Tous les services proposés par la Frankreich-Bibliothek reposent sur ses archives de presse et sur les banques de données du réseau d'information spécialisée « Relations internationales et études régionales » (FIV-IBLK).

Tous les documents référencés par la Frankreich-Bibliothek (ouvrages, articles de journaux ou revues et contributions dans des publications) sur la politique, l'économie et la société en France après 1944 et sur les relations franco-allemandes dans leur contexte européen peuvent être recherchés dans un catalogue en ligne accessible depuis le site du dfi. Pour environ 10 % des références, l'utilisateur peut accéder directement au texte intégral correspondant. Ce dernier offre aux utilisateurs des possibilités de recherche plus souples et leur donne la possibilité de s'assurer de la disponibilité d'un document dans le Karlsruher Virtuellen Katalog (KVK), et de vérifier, grâce au service « Journals Online & Print », si un périodique est consultable directement en ligne et s'il est matériellement disponible à proximité.

Le travail de digitalisation des archives de presse s'est poursuivi, si bien qu'elles comptent désormais plus de 100 000 articles. Pour la période du 1.1.2016 au 31.12.2016, environ 15 000 nouveaux articles ont été archivés, dont 70,5 % proviennent de médias français, 25 % de médias germanophones et 4,5 % de médias anglophones. Par ailleurs, un certain nombre d'utilisateurs ont fait usage de la possibilité qui leur est offerte de commander en ligne les articles de presse concernant le développement politique, économique et social actuel de la France, ainsi que les questions des relations franco-allemandes. Les dessins classés sous la rubrique « Caricatures franco-allemandes » ont été exploités et mis en valeur de telle sorte que l'on peut à présent les rechercher de manière ciblée grâce à une interface conçue spécialement à cette fin. L'indexation détaillée des caricatures franco-allemandes par mots clés s'est poursuivie. La collection contient à ce jour 2 650 caricatures.

A intervalles réguliers, la Frankreich-Bibliothek a livré des données relatives à des documents en lien avec la France issus de la banque de données WAO, ainsi que des données de ses archives de presse, à la bibliothèque numérique Langue et Littérature romane – Vifarom. Cette dernière a été développée avec la participation de la Frankreich-Bibliothek grâce à des fonds attribués par la Deutsche Forschungsgemeinschaft.

En outre, en décembre 2015, environ 13.000 données concernant l'histoire de la France et des relations franco-allemandes ont été livrées à la Bayerische Staatsbibliothek pour un portail de recherche sur l'histoire européenne planifié par le service de l'information spécialisée sur l'histoire.

Pour ce qui est des relations de coopération avec nos partenaires externes, l'axe essentiel, comme l'an passé, a été la collaboration au sein du réseau d'information spécialisée « Relations internationales et études régionales » (FIV-IBLK).

Au cours de l'année 2016, près de 2.000 documents ont été catalogués et indexés par les collaborateurs de la Frankreich-Bibliothek dans la banque de données commune du FIV-IBLK World Affairs Online (WAO). En outre, le portail spécialisé IREON (International RElations and areastudies Online) du FIV-IBLK est accessible au public à l'adresse www.ireon-portal.de.

4. Frankreich-Bibliothek und Dokumentationszentrum

Die Frankreich-Bibliothek hat im Jahr 2016 ihre internetbasierten Angebote weiter ausgebaut. Damit trägt sie der in Forschung und Wissenschaft zunehmend verbreiteten Erwartung Rechnung, dass relevante Quellen direkt online verfügbar sind oder zumindest schnell beschafft werden können.

Gleichzeitig bietet sie Lehrern, Studenten und Schülern und allen anderen Interessierten die Möglichkeit, über die Webseiten der Bibliothek direkt auf Literatur und Presseartikel zuzugreifen.

Basis für alle Angebote in diesem Bereich sind die Datenbank des Fachinformationsverbunds „Internationale Beziehungen und Länderkunde“ (FIV-IBLK) und das Pressearchiv der Frankreich-Bibliothek.

Alle von der Frankreich-Bibliothek nachgewiesenen Dokumente (Monographien, Zeitschriften- und Buchbeiträge) zu Frankreichs Politik, Wirtschaft und Gesellschaft nach 1944 und die deutsch-französischen Beziehungen in ihrem europäischen Umfeld können in einem über die Website des dfi zugänglichen Online-Katalog recherchiert werden. Von ca. 10 % der Nachweise aus kann der Nutzer direkt auf den zugehörigen Volltext zugreifen. Der Katalog bietet komfortable Recherchemöglichkeiten und über Verbindungen mit dem Karlsruher Virtuellen Katalog (KVK) und dem Dienst „Journals Online & Print“ die Möglichkeit zu prüfen, ob ein Dokument direkt online eingesehen werden kann und ob es in der Nähe des Nutzers physisch verfügbar ist.

Das digitale Pressearchiv beinhaltet mittlerweile über 100.000 Artikelnachweise. Für den Berichtszeitraum 1.1.2016 bis 31.12.2016 wurden über 15.000 Artikel archiviert, von denen 70,5 % aus französischsprachigen, 25 % aus deutschsprachigen und 4,5 % aus englischsprachigen Medien stammen. Von der Möglichkeit, die Presseartikel zur aktuellen politischen, wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklung Frankreichs sowie zu Fragen der deutsch-französischen Beziehungen online zu bestellen, wurde verschiedentlich Gebrauch gemacht. Die tiefere inhaltliche Erschließung deutsch-französischer Karikaturen über Schlagworte wurde fortgeführt. Diese Sammlung umfasst inzwischen 2.650 Karikaturen.

In regelmäßigen Abständen lieferte die Frankreich-Bibliothek Datensätze von Dokumenten mit Frankreichbezug aus der Datenbank WAO sowie Daten ihrer Pressearchivdatenbank an die virtuelle Fachbibliothek Romanischer Kulturkreis – Vifarom, die unter Beteiligung der Frankreich-Bibliothek mit Mitteln aus der DFG-Förderung aufgebaut worden ist.

Im Dezember 2015 wurden außerdem für ein vom Fachinformationsdienst Geschichte geplantes Rechercheangebot zur Europäischen Geschichte ca. 13.000 Datensätze zur Geschichte Frankreichs und der deutsch-französischen Beziehungen an die Bayerische Staatsbibliothek geliefert.

Bei den Kooperationsbeziehungen mit externen Partnern lag wie in den Vorjahren der Schwerpunkt auf der Mitarbeit im Fachinformationsverbund „Internationale Beziehungen und Länderkunde“ (FIV-IBLK).

Im Verlauf des Jahres 2016 wurden knapp 2.000 Dokumente von den Mitarbeitern der Frankreich-Bibliothek für die gemeinsame Datenbank World Affairs Online (WAO) katalogisiert und indexiert. Das Fachportal IREON („International RElations and areastudies ONline“) des FIV-IBLK steht der Öffentlichkeit weiterhin unter der Adresse www.ireon-portal.de zur Nutzung offen.

Le fait que le nombre de documents indexés soit inférieur à celui des années précédentes tient à ce que le budget dédié en 2016 à l'acquisition de livres a dû être réduit. C'est pourquoi le fonds matériel de la Frankreich-Bibliothek n'a augmenté en 2016 que de 820 titres pour atteindre à présent un total de 44.000 volumes, tandis que le fonds de périodiques est demeuré stable avec pas loin de 250 abonnements en cours.

La fréquentation de la Frankreich-Bibliothek, mesurée au nombre de visiteurs et de requêtes externes (demandes de recherche, emprunts à distance) témoigne d'un intérêt persistant pour les fonds documentaires présents à Ludwigsburg. En 2016, la bibliothèque a accueilli quelque 600 visiteurs et son équipe a répondu à 70 requêtes externes. A cela s'ajoutent 497 demandes de prêt à distance soumises par d'autres bibliothèques.

La collaboration avec la bibliothèque de périodiques numériques (EZB) de l'Université de Ratisbonne est toujours d'actualité.

La collaboration à long terme se poursuit avec le Bibliotheksservice-Zentrum Baden-Württemberg (BSZ). Celui-ci héberge et gère les archives de presse et la salle de lecture virtuelle dédiée au jumelage entre Ludwigsburg et Montbéliard et intègre les données de la WAO dans la base de données du SWB. Sa banque de données, dans laquelle le fonds de la Frankreich-Bibliothek est référencé depuis de nombreuses années, permet au dfi d'être rattaché au système de prêt entre bibliothèques.

Contact : Martin Villinger (villinger@dfi.de)

Die im Vergleich zu den Vorjahren niedrigere Zahl erschlossener Dokumentationseinheiten hat ihre Ursache darin, dass 2016 das Budget für Buchanschaffungen gekürzt werden musste. Aus diesem Grund wuchs der physische Medienbestand im Jahr 2016 nur um knapp 820 Titel und umfasst nun insgesamt knapp 44.000 Bände, der Zeitschriftenbestand blieb mit knapp 250 laufend abonnierten Titeln nahezu unverändert.

Die Nutzung der Frankreich-Bibliothek durch Besucher, aber auch durch externe Nutzer (Anfragen, Fernleihe) zeugt vom fortdauernden Interesse an den in Ludwigsburg vorhandenen Beständen. Neben rund 600 Besuchen vor Ort waren im Jahr 2016 70 externe Anfragen zu verzeichnen, die von den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern bearbeitet wurden. Hinzu kamen 497 positiv erledigte Fernleih-Anfragen anderer Bibliotheken.

Die Mitarbeit an der Elektronischen Zeitschriftenbibliothek (EZB) der Universität Regensburg wurde fortgesetzt.

Die langjährige, vertrauensvolle Zusammenarbeit mit dem Bibliotheksservice-Zentrum Baden-Württemberg (BSZ), das das Pressearchiv und den digitalen Lesesaal zur Städtepartnerschaft Ludwigsburg-Montbéliard hostet und betreut und die WAO-Daten in die Verbunddatenbank des Südwestdeutschen Bibliotheksverbunds (SWB) integriert und so dem dfi die Anbindung an das Fernleihsystem ermöglicht, wurde im Jahr 2016 fortgesetzt.

Ansprechpartner: Martin Villinger (villinger@dfi.de)

5. Annexe | Anhang

5.1. Publications 2016 | Publikationen 2016

5.1.1 Livres | Selbständige Publikationen

Baasner, Frank; Seidendorf, Stefan: Zukunft der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit nach der französischen Regionalreform: aktuelle Situation und mögliche Entwicklungsszenarien. – Ludwigsburg: Deutsch-Französisches Institut, 2016. - 94 S. (DFI compact; 14)

5.1.2. Aufsätze /Articles

Grillmayer, Dominik: Die Territorialreform in Frankreich: eine erste Bilanz. - In: Frankreich nach der Territorialreform / Deutsch-Französisches Institut (Hrsg.). - Wiesbaden: Springer VS, 2016. (Frankreich-Jahrbuch; 2015), S. 17-28

Grillmayer, Dominik: Vorwahlkampf in Frankreich. - Ludwigsburg: Deutsch-Französisches Institut, 2016. - 17 S. (Aktuelle Frankreich-Analysen; 31)
*Online verfügbar unter http://www.dfi.de/pdf-Dateien/Veroeffentlichungen/afa/afa31.pdf

Keller, Eileen: Noisy business politics: lobbying strategies and business influence after the financial crisis. - In: Journal of European Public Policy, 2016. - 20 S.
*Online verfügbar unter http://dx.doi.org/10.1080/13501763.2016.1249013

Lasserre, René; Uterwedde, Henrik: Le modèle allemand en question. - In: L'Allemagne entre rayonnement et retenue / Dominique Herbet, Hélène Miard-Delacroix et Hans Stark (dir.) - Villeneuve d'Asq: Presses Universitaires du Septentrion 2016, S. 169-181

Seidendorf, Stefan: Ausbildung über Grenzen? Das Pilotprojekt Azubi-BacPro. - In: Dokumente: Zeitschrift für den deutsch-französischen Dialog (Lohmar), (Winter/Hiver 2016) 4, S. 87-91

Seidendorf, Stefan: Die Territorialreform in Frankreich: Republik 2.0? - In: Jahrbuch des Föderalismus (Baden-Baden), 17 (2016), S. 301-321

Seidendorf, Stefan: Warum es kaum erfolgreiche Regionalparteien in Frankreich gibt. - In: Frankreich nach der Territorialreform / Deutsch-Französisches Institut (Hrsg.). - Wiesbaden: Springer VS, 2016. (Frankreich-Jahrbuch; 2015), S. 111-128
Außerdem ersch. in: Regionalparteien in Europa / Rudolf Hrbek ... (Hrsg.). - Tübingen: Europäisches Zentrum für Föderalismus-Forschung, 2016. (Occasional Papers; 41), S. 41-58

Uterwedde, Henrik: Die deutsch-französische Partnerschaft im Stress. - In: Orientierungen zur Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik (Bonn), (Juni 2016) 143, S. 78-84

Uterwedde, Henrik: Deux modèles économiques: entre différences et rapprochement. - In: Diplomatie (Paris), (septembre-octobre 2016) 82, S. 54-57

Uterwedde, Henrik: Egoïstes et réformistes: regards sur l'économie du voisin – In: Images et stéréotypes: perceptions franco-allemandes en temps de crise – Berlin: Fondation Heinrich Böll, 2016. - (Schriften zu Europa; 8), S. 57-67

Uterwedde, Henrik: Frankreich bewegt sich. - In: Ifo-Schnelldienst, 69 (2016) 14, S. 3-6

Uterwedde, Henrik: Heurs et malheurs de la coopération gouvernementale franco-allemande. - In: Allemagne d'aujourd'hui (Villeneuve d'Ascq), (avril-juin 2016) 216, S. 3-5

Uterwedde, Henrik: Von Egoisten und Reformisten: der Blick auf Nachbars Wirtschaft. - In: Frankreich und Deutschland - Bilder, Stereotype, Spiegelungen: Wahrnehmung des Nachbarn in Zeiten der Krise / Claire Demesmay ... (Hrsg.). - Baden-Baden: Nomos, 2016. (DGAP-Schriften zur Internationalen Politik), S. 203-216
Außerdem ersch. in: Frankreich und Deutschland: Bilder über die Nachbarn in Zeiten der Krise - Berlin : Heinrich-Böll-Stiftung, 2016. (Schriften zur Europa; 8), S. 132-142

Uterwedde, Henrik: Wohin steuert Frankreich? - In: Gesellschaft - Wirtschaft - Politik (Leverkusen), 65 (2016) 2, S. 171-176

5.2. Choix des publications antérieures / Ausgewählte Bücher voraufgehender Jahre

Als Charles de Gaulle Deutsch sprach: die Rede an die deutsche Jugend in Ludwigsburg 1962 im Spiegel von Zeitzeugen; Zeitzeugenprojekt in Kooperation mit dem dfi Ludwigsburg. Eine Initiative der Robert Bosch Stiftung ... in Zusammenarbeit mit dem dfi. - Ludwigsburg: dfi, 2014. - 174 S. (dfi compact; Nr. 12)

Au jardin des malentendus: le commerce franco-allemand des idées. Hrsg. v. Robert Picht, Jacques Leenhardt. Völlig neu bearbeitete Aufl. – Arles: Actes Sud, 1997. – 634 S. (Babel)
Außerdem ersch. u.d.T: Fremde Freunde: Deutsche und Franzosen vor dem 21. Jahrhundert. Hrsg. v. Robert Picht, Deutsch-Französisches Institut et al. – München: Piper, 1997. – 394 S.

Baasner, Frank; Uterwedde, Henrik: Forschungszusammenarbeit zwischen Deutschland und Frankreich in den Wirtschaftswissenschaften: Bestandsaufnahme, Erfolgsbedingungen und Gestaltungsansätze für Kooperationsprojekte. Eine Machbarkeitsstudie im Auftrag des Bundesministeriums der Finanzen. - Ludwigsburg: dfi, 2014. - 105 S. (dfi compact; Nr. 13)

Bilingualer Unterricht in der Zielsprache Französisch: Entwicklung und Perspektiven. Hrsg. v. Olivier Mentz; Sebastian Nix; Paul Palmen. – Tübingen: Narr, 2007. – 320 S. (Giessener Beiträge zur Fremdsprachendidaktik)

Deutsch-französische Beziehungen als Modellbaukasten? Zur Übertragbarkeit von Aussöhnung und strukturierter Zusammenarbeit. Hrsg. v. Stefan Seidendorf. - Baden-Baden: Nomos, 2012. - 218 S. (Denkart Europa; 19)
Außerdem ersch. u.d.T: Le modèle franco-allemand: les clés d'une paix perpétuelle? Hrsg. v. Stefan Seidendorf – Villeneuve d'Asque: Presses Univ. du Septentrion, 2013. – 212 S. (Temps, espaces et société: Conflits et résolutions des conflits)

Erbfeinde – Erbfreunde: die deutsch-französischen Beziehungen zwischen 1870 und 1945 im Spiegel zeitgenössischer Literatur; eine Ausstellung des Deutsch-Französischen Instituts, Ludwigsburg. Konzeption der Ausstellung: Franziska Lay et al. – Ludwigsburg: Deutsch-Französisches Institut, 2007. – 93 S.

France-Allemagne: cultures monétaires et budgétaires; vers une nouvelle gouvernance européenne? Sous la dir. de Solène Hazouard; René Lasserre; Henrik Uterwedde. - Cergy-Pontoise: CIRAC, 2015. - 282 S. (Travaux et documents du CIRAC)

Jeder für sich oder alle gemeinsam in Europa? Die Debatte über Identität, Wohlstand und die institutionellen Grundlagen der Union. Hrsg. v. Frank Baasner; Stefan Seidendorf. - Baden-Baden: Nomos, 2013. - 224 S. (Denkart Europa; 20)

Keller, Eileen: Negotiating the future of banking: the coalitional dynamics of collective preference formation in France and Germany after the crisis. - XV, 273 S. Berlin, Humboldt-Univ., Diss., 2014

Migration und Integration in Europa. Hrsg. v. Frank Baasner. - Baden-Baden: Nomos, 2010. - 350 S. (Reihe Denkart Europa; 11)

Staat und Religion in Frankreich und Deutschland = L'Etat et la religion en France et en Allemagne. Hrsg. v. Felix Heidenreich; Wolfram Vogel et al. – Berlin: LIT, 2008. – 245 S. (Kultur und Technik; 8)

Die verunsicherte Französische Republik: Wandel der Strukturen, der Politik - und der Leitbilder? Hrsg. v. Joachim Schild; Henrik Uterwedde. - Baden-Baden: Nomos, 2009. - 223 S.

Von welchem Europa reden wir? Reichweiten nationaler Europadiskurse. Hrsg. v. Frank Baasner. – Baden-Baden: Nomos, 2008. – 240 S. (Denkart Europa; 5)

Lars P. Feld bei der Jahresversammlung im Schloss Ludwigsburg.

5.3. Cours universitaires | Lehraufträge

Semestre d'été 2016 | Sommersemester 2016

Frank Baasner:
Universität Linköping: Vorlesung „Language and Culture in Europe"

Semestre d'hiver 2016/17 | Wintersemester 2016/17

Frank Baasner:
Universität Linköping: Vorlesung „Language and Culture in Europe"

Frank Baasner, Stefan Seidendorf:
Universität Stuttgart: Seminar „Aktuelle deutsch-französische Analysen"

Stefan Seidendorf:
Institut d'Etudes Politiques – IEP Strasbourg: Seminar „Deutsch-Französische Beziehungen"

5.4. Organisation | Organisationsform
(Stand 31.12.2016)

L'institut a été fondé en 1948 et a le statut juridique d'une association. Son financement public provient principalement de:

Das Institut wurde 1948 gegründet. Es hat die Rechtsform eines eingetragenen Vereins mit Einzelmitgliedern und korporativen Mitgliedern (Firmen, Institutionen, Banken und Gemeinden). Seine Hauptträger sind:

Auswärtiges Amt
Land Baden-Württemberg
Stadt Ludwigsburg

Président | Präsident
Ministerpräsident a.D., Prof. Dr. h.c. Erwin Teufel, Spaichingen

Vice-présidents | Vizepräsidenten
Staatsminister Michael Roth MdB, Beauftragter der Bundesregierung für die deutsch-französische Zusammenarbeit, Berlin

Oberbürgermeister Werner Spec, Ludwigsburg (geschäftsführender stellvertretender Präsident)

Ulrich Steinbach, Ministerialdirektor, Ministerium für Wissenschaft, Forschung und Kunst Baden-Württemberg, Stuttgart

Membres du directoire | Vorstand
Dr. Franziska Brantner, Mitglied des Deutschen Bundestags, Berlin

Christophe Braouet, Landesbank Hessen-Thüringen (Helaba), Bereichsleiter institutionelle Kunden

Günter Gloser, Staatsminister a.D., Mitglied des Deutschen Bundestags, Berlin

Dr. Rainer Haas, Landrat für den Kreis Ludwigsburg

Hans Jochen Henke, Staatssekretär a. D., Rechtsanwalt

Andreas Jung, Mitglied des Deutschen Bundestags, Vorsitzender der deutsch-französischen Parlamentariergruppe, Berlin

VLRin I Renate Küchler, Referatsleiterin E 24, Auswärtiges Amt, Berlin

Fritz Kuhn, Oberbürgermeister der Stadt Stuttgart

Michael Georg Link, Staatsminister a.D., Office for Democratic Institutions and Human Rights, Warschau

Dr. Wolfgang Malchow, Mitglied des Aufsichtsrats der Robert Bosch GmbH

Prof. Dr. Hélène Miard-Delacroix, Université Paris-Sorbonne, Paris

Olaf Scholz, Erster Bürgermeister von Hamburg, Bevollmächtigter der Bundesrepublik Deutschland für kulturelle Angelegenheiten im Rahmen des Vertrages über die deutsch-französische Zusammenarbeit

Dr. Heinz-Werner Schulte, Präsident der Industrie- und Handelskammer, Bezirkskammer, Ludwigsburg

Dr. Andreas Schwab, Mitglied des Europäischen Parlaments, Brüssel

MinRat Dr. Hans-Georg Wolf, Referatsleiter 21, Ministerium für Wissenschaft, Forschung und Kunst Baden-Württemberg, Stuttgart

5. Annexe | Anhang

Direction | Geschäftsleitung

Directeur | Direktor:
Prof. Dr. Frank Baasner

Directeur Adjoint | Stellv. Direktor:
Dr. Stefan Seidendorf

L'institut a 23 collaborateurs. Son volume budgétaire atteint environ 1,8 millions d'euros.

Das Institut hat zum 31.12.2016 23 Mitarbeiter. Sein Haushaltsvolumen beträgt ca. 1,8 Mio €.

Collaborateurs | Mitarbeiter (31.12.2016)

Joanna Ardizzone
Susanne Binder
Daniela Dobisch
Anja Ekert
Xavier Froidevaux
Susanne Gehrig
Margarete Gerhardt
Dominik Grillmayer
Petra Haller
Matthias Kast
Eileen Keller
Bénédicte King
Annette Krause
Waltraut Kruse
Valérie Lejeune
Sabine Menold
Martina Ortenreiter
Till Raczek
Angelika Rein
Brigitte Veit
Martin Villinger

Autres collaborateurs (projets, documentation et informatique) | **Sonstige Mitarbeiter** (Projekte, Dokumentation und EDV)

Karin Beckmann, Ludwigsburg
Julia Bührer, Ludwigsburg
Céline Choppin, Ludwigsburg
Viktoria Ebel, Paris
Markus Epple, Benningen
Verena Froidevaux, Ludwigsburg
Dieter Menyesch, Ludwigsburg
Omar Mohamed Mosati, Stuttgart
Dr. Silvia Stefanova, Stuttgart
Prof. Dr. Henrik Uterwedde, Ludwigsburg

Stagiaires | Praktikanten

Renate Andris, Wiedereingliederungspraktikum (26.9. – 21.10.)
Simon Besançon, Université Lyon III (29.8. – 23.9.)
Kristin Breitenbücher, Stadtbibliothek Ludwigsburg (25. – 29.7.)
Sueva Chabenat, Hochschule der Medien Stuttgart (1.8. – 2.9.)
Liselore Durousset, Westfälische Wilhelms-Universität Münster (15.8. – 30.9.)
Marit Faas, Universität Passau (18.1. – 25.3.)
Linda Gaiser, Universität Konstanz / Institut d'Etudes Politiques Bordeaux (30.5. – 13.8.)
Pauline Heinrich, Universität Stuttgart / Université de Bordeaux (1.9. – 14.10.)
Virginie Mourany, Université Paris-Sorbonne (18.1. – 8.6.)
Amelie Niklas, Friedrich-Schiller-Gymnasium Ludwigsburg (1.2. – 3.4.)
Laura Rodegher, Universität Stuttgart / Université de Bordeaux (15.2. – 25.3.)
Elke Waibel, Hochschule der Medien Stuttgart (14.11. – 3.3.17)

Jeunes chercheurs | Nachwuchswissenschaftler

Kathrin Herres, Albert-Ludwigs-Universität Freiburg
Christiane Kugler, Eberhard-Karls-Universität Tübingen
Vincent Lebrou, Institut d'Etudes Politiques Strasbourg
Franziska Treder, Martin-Luther-Universität Halle-Wittenberg
Martin Schiller, Institut für Publizistik und Kommunikationswissenschaft, Berlin
Laura Schmeer, Universität des Saarlandes, Saarbrücken / Université de Lorraine, Metz
Leonie Schoelen, Johannes Gutenberg-Universität Mainz und Université Paris Descartes
Nadia Wolf, Université Lumière Lyon II
Johannes Wolters, Universität Köln

ERASMUS-Gast

Agnese Grisle, Universität Linköping (14.4 – 22.4)

Vorstand

Präsidium

Direktor
Prof. Dr. Frank Baasner

Stellvertretender Direktor
Dr. Stefan Seidendorf

Organisation	**Wirtschaft**	**Gesellschaft**	**Europa**	**Kooperation**	**Bibliothek**
Till Raczek	Dr. Eileen Keller	Dominik Grillmayer	Dr. Stefan Seidendorf	Susanne Gehrig	Martin Villinger

© 2017
Deutsch-Französisches Institut

Impressum:

Prof. Dr. Frank Baasner
Asperger Straße 34
D - 71634 Ludwigsburg
Tel +49 (0) 71 41 – 93 03 - 0
Fax +49 (0) 71 41 – 93 03 – 50
info@dfi.de | www.dfi.de

Gestaltung: Waltraut Kruse

Fotos: dfi